courant alternatif

MENSUEL EDITE PAR

L'Organisation Communiste Libertaire

N° 33 FEVRIER 1984 10 frs

DOSSIER TALBOT
Des immigrés parlent.

Préparer la semaine contre le protocole Hernu-Savary...

Eléments sur la crise économique...

Une opposition en Bulgarie ?

C'EST LA CRISE

VOUS VOULEZ NOUS CONTACTER ?

BANLIEUE EST - PARIS

★ RUPTURES
B.P.1
94501 CHAMPIGNY/Marne cédex

SUD-OUEST

★ Acratie
B.P. 25
40300 PEYREHORADE

★ La Gasalhada *(OCL)*
B.P. 71
47400 TONNEINS

CENTRE

★ La Commune
B.P. 1228
45002 Orléans cédex

BOURGOGNE

★ OCL/Librairie Oblique
25 rue Joubert
89000 AUXERRE

CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST

★ OCL/Egregore
B.P. 1213
REIMS cédex

NORMANDIE

★ Courant Alternatif
B.P. 543 B
76 370 Neuville les Dieppes

★ ASTEVMU
B.P. 170
CAEN cédex 14008

PAYS DE LOIRE/BRETAGNE

★ OCL/L'Encre y est
33 Place d'Alger
72000 LE MANS

POITOU - CHARENTES

★ CRIC
B.P. 227
86006 POITIERS cédex

SUD - EST

★ OCL c/o CNT
B.P. 160
13634 ARLES cédex

COURANT ALTERNATIF
N° 33. février 84.

Mensuel Communiste Libertaire

Réalisé par l'OCL

Edité par l'association 1901 La Galère

Correspondance : OCL/Egrégore B.P. 1213 51058 Reims cédex

Dir. Pub. C. Maynard
Imprimerie : Atelier graphique Reims
Photocompo : Hitzak. Ossas

Dépot légal : 47693
Com. Par. : 63627
ISSN : 0249-3195

SOMMAIRE

Une opposition en Bulgarie ?

DOSSIER : IMMIGRES A TALBOT
Chronologie de la lutte
Deux immigrés de Talbot parlent
Interview de l'Association des Travailleurs Marocains en France
Le rôle de la CGT dans la restructuration
Le jeu d'Edmond Maire

Résistance au Protocole Armée école
Objection : les grandes manœuvres
Paysans travailleurs dans le Loiret
CNT à Bordeaux
Un Plan Alter en Anjou
La marche des immigrés
La situation au Pays Basque

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF

Au début de chaque mois une Commission Journal est organisée dans une ville différente pour chaque numéro. Peuvent y participer des sympathisants intéressés, au même titre que les militants OCL de la ville en question et les représentants d'autres régions.

Chaque CJ critique le numéro précédent, discute des articles proposés par des gens présents ou non, en suscite d'autres suivant les événements.

Le collectif local a ensuite la charge de collecter les articles, de réaliser la maquette, et d'écrire l'Edito en fonction de la discussion et des événements qui se produisent dans le mois.

Au cours de ces deux dernières années, des C.J. ont eu lieu dans les villes suivantes : *Caen, Poitiers, Bordeaux, Peyrehorade, Aix/Provence, Forcalquier, Orléans, Etampes, Dijon, Auxerre, Reims, Boulogne/Mer, Paris.* Cette année *Angers, Toulouse, Dieppe,* et peut-être d'autres s'ajouteront à la liste.

Ce numéro a été préparé à Reims. Puis le 34 à Poitiers début février. N'hésitez pas a écrire si vous voulez y participer.

24 mars 1984 : Journée libertaire à Bruxelles

L'Alliance libertaire et le groupe anversois Picket organisent une journée libertaire le 24 mars 1984.

Au programme :

— Cinq grands débats avec chaque fois un invité étranger particulièrement concerné par le thème abordé. Chaque débat sera traduit en français et en néerlandais.

— Cinq thèmes retenus :

1) Répression. Prison. Espace judiciaire européen
2) Féminisme - Anarchisme.
3) Travail. Productivité. Chômage (peut-être un délégué de la CNT Espagne).
4) Anarchisme à l'Est. Désarmement. Coexistence. Subversion.
5) Organisation et propagande anarchiste.

Plusieurs salles réservées à la vidéo, au microlibre, à l'exposition.

Tous les débats seront enregistrés et serviront à la confection d'une brochure.

Des stands, buffet, bar.

Après 20 h, plusieurs groupes rock.

Lieu et itinéraire

La journée se tiendra à l'auditoire Q de l'université libre de Bruxelles (Vrije Universiteit te Brussel), sur le campus de la plaine.

La journée débutera à 10 h du matin. Pour y accéder : depuis le centre ville avec le bus 7 f et avec le métro, direction Demey, en sortant à la station Delta.

Vous le savez, les abonnements sont pour un journal militant et sans publicité, une question de vie ou de mort. C'est pourquoi nous avons décidé avec IRL de nous entraider.

Les abonnés à CA recevront un numéro d'IRL à titre d'information, ceux d'IRL, un numéro de Courant Alternatif. Cela permettra à chacun de faire connaître son journal et donc peut-être de récolter quelques abonnements de plus. C'est ce que nous souhaitons. Une expérience qu'il serait intéressant d'étendre à d'autres publications...

ABONNEMENTS

1 an (10 numéros) ..... 100 francs

Chèque à l'ordre de DENIS JEAN

OCL / EGREGORE B.P. 1213. 51058 REIMS cédex

En nombre pour la diffusion :

2 exemplaires	*160 francs*
3 exemplaires	*225 francs*
5 exemplaires	*350 francs*

RICKIE BANLIEUE
ET SES "RIVERAINS"
UNE PRODUCTION MARGERIN DETOURNE
LES ROIS DE LA COLLABORATION

Salut! Je viens de recevoir C.A. Comment avez vous eu mon adresse!
Bonjour! OUI! Je suis au courant (Alternatif...

C'est I.R.L. qui nous l'a filée!

Hé ben, c'est fort! Même chez les anars les adresses circulent
Ne t'inquiètes pas! Ton adresse est déjà détruite
MMHH!!

POURQUOI EN FAIRE?
Tout abonné à l'une des 2 revues reçoit simplement 1 exemplaire de l'autre permettant ainsi aux 2 journaux d'avoir plus d'abonnés

Je me disais que cela ne devait pas être innocent!

Mais!? Pourquoi avez-vous pris cette décision d'échange
IAL et CA. sont complémentaires Nous ne sommes pas concurrents
TOUT NATURELLEMENT!!!

Ça permettra à certains de connaître l'autre revue
Ouais! Mais Tout abonné à I.R.L. connaît C.A.
Et réciproquement!
Nous n'avons que 15% d'abonnés en communs!

Ça prouve au moins que notre milieu n'est pas si restreint que ça!
MMHH!..

ABONNEMENTS

1 an (10 numéros) ..... 100 francs

Chèque à l'ordre de DENIS JEAN

OCL / EGREGORE B.P. 1213. 51058 REIMS cédex

En nombre pour la diffusion :

2 exemplaires	***160 francs***
3 exemplaires	***225 francs***
5 exemplaires	***350 francs***

EDITO

POLICES URBAINES de la MARNE

1984 : RENDEZ-VOUS MANQUÉ

Ouf ! On respire. 1984, nous y sommes et pourtant force est de constater que nous sommes « loins » de la société décrite par ORWELL dans son bouquin ; en effet, pas de police de la pensée, pas de « Novlangue », pas d'Eurasia, d'Estasia, d'Océania, pas de télécrans, pas de BIG BROTHER.

Allez, encore un an et nous ne parlerons plus de ces présages de mauvais augure.

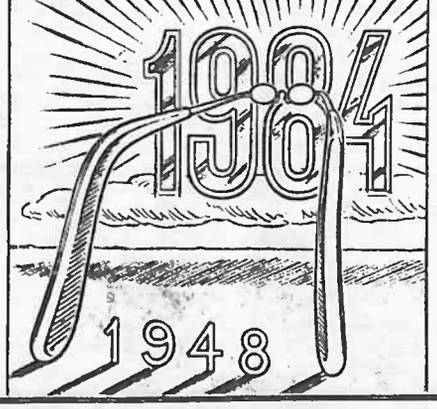
C'est peut-être là, la réaction de beaucoup d'entre nous qui aurons pris le livre d'ORWELL comme un bouquin de prophétie. Pourtant, si l'auteur de « 1984 » avait bien un but, ce n'était pas de décrire ce qui allait nécessairement se passer 36 ans après la rédaction de son œuvre, mais bien de faire une fiction en partant des données politiques, économiques, culturelles de son époque, de mettre en garde ses contemporains contre ce qui pourrait se passer si le monde continuait sur la même voie.

Son livre, terminé en 1948 (84 étant l'inverse de 48), il l'a écrit dans un monde qui avait connu la seconde guerre mondiale (50 millions de victimes), la guerre d'Espagne où lui même fut un ardent combattant au côté du POUM (dénoncé par les staliniens de bandits) ; une humanité qui avait connu le facisme en Italie, le nazisme, et qui connaissait toujours le franquisme et le stalinisme ; et l'on peut dire que la réalité socio-politique qu'il décrivait ressemble étrangement à son époque à lui, où il connut lui-même les bombardements de Londres, avec les V1 et V2 qu'il décrit, ainsi que la pénurie, et une révolution trahie par les staliniens en Espagne.

Est-ce à dire que le totalitarisme soit vaincu en 1984 ? (1) Non, bien sûr. Les 2/3 de la planète sont sous la botte des militaires, les fondations du système totalitaire de l'URSS, de la Chine, de Cuba existent toujours aujourd'hui, avec leur cortège idéologique de culte de la personnalité, de militarisation de la vie quotidienne et de falsification de l'histoire, un nouveau Big Brother sous les traits de Khomeyni en Iran. Dans ce triste monde totalitaire, nous serions les seules sociétés préservées de ce virus, de sorte qu'aujourd'hui, lutter contre le totalitarisme équivaudrait à défendre le monde libre (les 20 démocraties occidentales) contre le satan russe et l'islamisme hystérique. Autour du symbole de 1984, c'est bien ce type de discours qui est le plus vivace chez tous nos chers démocrates, nouveaux (de quoi !) philosophes, et ex-gauchos rentrés dans leur famille.

Pour eux, ORWELL symbolise la critique radicale du totalitarisme à la mode communiste, et toutes ces pièces de théâtre, ces films, commédies musicales et bouquins, qui sortiront à propos de l'œuvre d'ORWELL refléteront cet état d'esprit.

Déjà en Angleterre, la gueule d'ORWELL est placardée partout comme BIG BROTHER l'était dans son livre, ce qui, à la rigueur pourrait paraître comique ; ce qui l'est moins, c'est que 1984 va être détourné de son sens premier et servir peut-être à l'année de la haine contre l'EST, à défaut de semaine de la haine. Qu'ORWELL lui-même ait pu prêter le flanc vers la fin de sa vie à ce genre de récupération, n'est pas des plus important (ses déboires avec le stalinisme, les conneries que font faire la notoriété publique peuvent l'expliquer). Par contre, ce qu'il est affligeant de constater, ce sont tous ces gens qui ont adoré le stalinisme à une époque (1948 et après), ou adoré le marxisme-léninisme à la sauce chinoise, adoré le CHE et autre Fidel, et qui se font actuellement les plus fervents défenseurs des démocraties bourgeoises. Ceci nous amène à formuler quelques réflexions.



HUSSEIN-GAMMA

Pour les anciens gaucho, reconvertis dans la défense de la démocratie bourgeoise, ceci s'explique facilement. Issus pour la plupart des classes bourgeoises et se référant dans leur révolte à des partis-guides, des pays-guides, ils se retrouvent complètement orphelins. On pourrait croire que leur changement est à 180°, en fait, aujourd'hui, cadres dans cette société, ils en défendent les valeurs, et ils continuent à adorer un système de référence. En cela, ils remplissent la même fonction idéologique d'adoration d'un système qui leur permet d'autojustifier leur nouvelle place dans la société, ils défendent leur classe.

D'une mystification imaginaire, quasi religieuse (le marxisme-léninisme), ils passent à une autre mystification, mais leur fonctionnement reste toujours tout aussi irrationel et la fascination vis-à-vis des leaders est toujours aussi vive. Ils servent également aux médias à masquer ce qui se passe ici. Comment ne pas penser dans ce contexte à cette phrase tirée du livre d'ORWELL :

« La lutte était terminée, il avait remporté la victoire sur lui-même, il aimait BIG BROTHER ».

Comme cette phrase va bien à ces Montand, Glucksman, Levy et compagnie.

Alors faut-il bannir de nos bibliothèques « 1984 » ? Eh bien non, car ce livre reste sans doute l'une des meilleures critiques de tous les totalitarismes, EST, OUEST, NORD, SUD, et de L'ETATISATION complète d'une société. Quand nous parlons étatisation, c'est bien la prise en charge totale des individus par tout un tas d'institutions spécialisées, la main mise de l'Etat sur les libertés individuelles par tout un ensemble de contrôles, l'uniformisation de la pensée par le matraquage idéologique ou culturel. Et, sans vouloir faire des comparaisons littérales avec le livre, cette critique de l'étatisation est toujours d'actualité, et on peut dire qu'aujourd'hui, non seule-

ment nos fameuses démocraties ne sont pas épargnées, mais que le danger totalitaire devient omniprésent. La militarisation de l'ensemble de la société civile est en marche, l'embrigadement des esprits se renforce dès l'enfance avec des accords armée-éducation par exemple ; comme en France où également on va réécrire l'histoire pour que nos chers bambins apprennent uniquement l'histoire de nos guéguerres, où le contrôle informatisé devient de plus en plus important ; mais ce qui est le plus inquiétant actuellement dans les dites démocraties, c'est l'adhésion des gens au système. Des villes comme Paris par exemple, ne connaissent pratiquement plus de mouvement de contestation ; combien de personnes s'offusquent de la politique « franquiste » menée au Pays Basque, de l'occupation anglaise en Irlande, des tortures en Italie contre d'anciens terroristes qui deviennent des « repentis » (sentiment de culpabilité des opposants), de l'incroyable acceptation des interventions militaires à l'étranger, que ce soit en Angleterre avec les Malouines, aux USA avec la Grenade, et en France avec le Tchad et le Liban (avec comme seule justification pour ce dernier cas que nos soldats sont des soldats... de la Paix)

Même dans les luttes sociales, nous voyons tous les syndicats et une grande majorité des salariés accepter l'idée des « modernisations », ou « mutations industrielles » comme on dit, alors que cela signifie simplement la continuation du système d'exploitation.

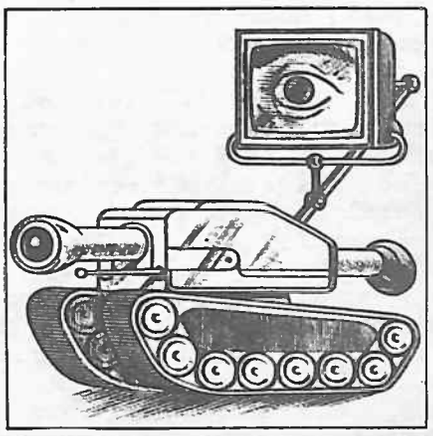
Des travailleurs arrêtent eux-mêmes des grèves, car ils ont peur de mettre leur entreprise en difficulté vis-à-vis de la concurrence. La seule perspective semble être de négocier au mieux des reconversions, des plans sociaux. Il ne semble plus qu'il y ait des gens en rupture, mais des gens qui veulent aménager le système qui, par rapport à d'autres et notamment les pays du tiers monde sous notre dépendance et notre exploitation, est plus «profitable».

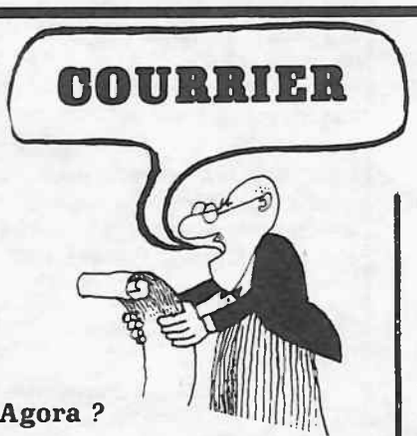
Pour conclure, nous avons l'impression que nos sociétés occidentales sont en train de rattraper le bloc de l'Est qui lui, par ailleurs, n'a pas après Staline poussé à leur terme les potentialités du stalinisme : en effet, dans ces pays de l'Est, des signes comme la criminalité, l'usage des drogues en tout genre, l'humour décapant visant le système, montrent qu'il n'y a plus une adhésion totale des gens aux idéaux du communisme étatique. (cf à ce sujet l'article sur la Bulgarie).

Et s'il est évident que tous les totalitarismes sont à combattre, si nous ne voulons pas que la trilogie « La guerre, c'est la paix... La liberté c'est l'esclavage... L'igorance c'est la force » nous soit appliquée, c'est bien ici qu'il faut se battre contre notre propre Etat, pour que « 1984 » ne soit pas demain.

(1) Quand nous parlons de totalitarisme, nous le différencions de la dictature. Une dictature est un système qui est arrivé par la force et se maintient par la force des armées ; une société totalitaire est une société rigide, ou la force est omniprésente (nazisme, stalinisme), mais ce qui maintient le système c'est surtout l'acceptation tacite voir l'adoration du système par les gens. On peut dire que dans une société totalitaire il n'y a plus d'opposition, car il n'y a plus l'idée d'opposition.

Reims. 18.1.84





PARIS.

Imiter Agora ?

Continuez les p'tits gars ! (Il y a aussi des p'tites filles à CA ! NDC)

Courant Alternatif s'améliore et c'est bien. Il a tout à fait sa place dans le mouvement libertaire. De même qu'Agora que malheureusement certains militants ou sympathisants communistes-libertaires ont un peu trop tendance à dénigrer. il faut dire que ça ne s'adresse pas tout à fait à la même frange de gens. CA (sans vouloir faire de séparations abstraites) touche plus des militants libertaires, en leur permettant d'approfondir notre démarche (contrairement à Agora qui ratisse plus large). Sans copier sur eux, je pense que vous auriez tout de même à soigner la maquette en personnalisant le journal. Après le contenu, la forme est importante, surtout pour élargir le nombre de lecteurs-militants.

Copier ce n'est pas forcément mal, puisque vous voyez qu'Ojection va essayer de suivre votre voie, avec CJ tournantes...

Un exemple à suivre. Est-ce que cette pratique renforce ou crée des groupes sur le terrain ?

Amitié et courage

Hervé

IVRY

Des articles plus courts et un peu de théorie.

Chers compagnons,

...J'en profite pour vous dire combien je suis satisfait de l'amélioration de la présentation du journal.

En ce qui concerne le contenu, j'estime que les articles, d'une manière générale, sont beaucoup trop longs. Si tous les sujets traités étaient, aux yeux de chaque lecteur, également intéressants, voire passionnants, la longueur du texte ne serait pas un défaut, encore que l'on puisse souvent exprimer succintement une idée ou décrire pareillement des événements. Mais ce n'est pas le cas. Il y a forcément des thèmes qui intéresent moins le lecteur que d'autres.

Or, même si l'on n'est pas intéressé par un sujet, on peut tout de même lire l'article qui le traite quand il est relativement court. S'il paraît trop long, on est découragé et l'on tourne les pages sans le lire.

Le défaut est particulièrement évident quand il s'agit d'articles qui traitent de luttes ouvrières, en particulier de mouvements de grèves. Le journal paraît alors, dans ce cas, aussi fastidieux qu'une publication syndicale. Mais ce peut être aussi le cas de sujets comme la lutte antinucléaire, abondamment développés d'un numéro à l'autre.

Par contre, je regrette qu'il n'y ait pas de pages réservées à des thèmes purement culturels, littéraires, arts, activités de détente, etc.

Enfin, si je comprends fort bien votre soucis de privilégier la pratique libertaire dans les luttes de masse par rapport à l'élaboration de conceptions théoriques, je crains que vous ne tombiez dans l'excès inverse, qui consiste à lutter pour lutter, à vouloir vaincre pour vainvre, en oubliant le but précis que devrait avoir, pour des libertaires, cette lutte ou cette victoire.

Il est certain que la société nouvelle « naîtra des luttes et des mouvements sociaux réels ». Mais c'est seulement dans la mesure où des projets auront été conçus « dans la tête de tel ou tel groupe ou individu » que les mouvements sociaux réels pourront, non pas en les adoptant tels quels, mais en s'en inspirant selon leurs besoins, faire naître la société nouvelle.

Pour instaurer quelque chose, il faut en avoir l'idée, il faut y avoir réflechi **avant**. *Un mouvement social peut toujours remporter la victoire. S'il ne sait pas comment exploiter immédiatement celle-ci, il est forcément incapable de résister à l'appel d'une minorité qui, elle, a une idée très précise à ce sujet, à savoir instaurer un système dont elle sera le centre unique d'impulsion.*

Voilà pourquoi je pense que vous avez tort de négliger complètement toute espèce de recherche théorique.

Salutations libertaires

Jan

Une alternative énergétique pour le Maine et Loire.

Ce document qui présente un Plan Alter pour l'Anjou, nous a été envoyé pour publication par le MPTE (Mouvement pour la promotion des technologies d'équilibre). Il a été l'occasion pour nous d'une discussion qui nous a permis de faire le point sur les rapports possibles entre ce genre de travail et nos options communistes libertaires. C'est une prolongation au dossier sur l'Alternative paru dans CA No 30, de novembre 1983. Espérons qu'il y en aura d'autres et que des lecteurs y participeront.

Nous vous livrons ces deux textes.

Crée en 1976 à Angers, le MPTE (Mouvement pour la Promotion des Technologies d'Equilibre) s'est fixé pour objectif la sensibilisation de l'opinion publique sur les technologies d'équilibre c'est à dire les technologies qui respectent l'équilibre écologique, réduisent les inégalités entre les hommes et entre les peuples et permettent à l'homme de retrouver son autonomie et la maîtrise de sa vie.

Le MPTE pose le problème du type de croissance. La question fondamentale, c'est la consommation d'énergie : « Si l'on investissait dans le but de diminuer d'un tiers notre consommation énergétique, la qualité de la vie demeurerait globalement ce qu'elle est actuellement ».

Il faut donc remettre en cause un développement basé sur le productivisme consommateur d'énergie. Dans le choix qu'il fait des technologies à promouvoir, le MPTE tient compte de l'environnement global de l'homme et de tous les domaines de l'activité humaine : agriculture, santé, industrie, cadre de vie, ... car ils conditionnent l'avenir de l'humanité. Ils doivent donc découler d'un choix préalable de société. C'est pour permettre aux gens de faire ces choix qui guident leur existence que le MPTE a rédigé un document « ALTER ANJOU » étudiant l'ensemble du problème énergétique sur le MAINE et LOIRE.

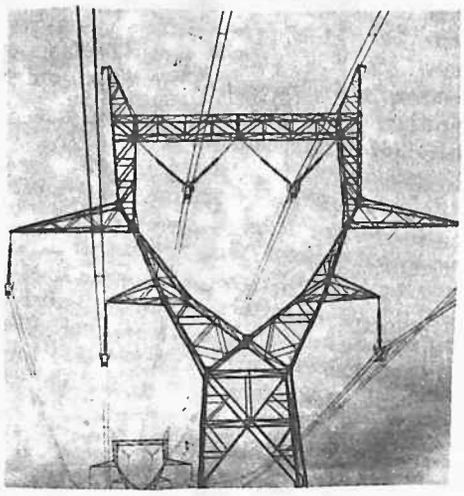
Du fossile au renouvelable... en passant par le Plan Alter

La démarche s'est inspirée du Projet Alter National en 1976. Ce document cherche à montrer de quelle façon le Maine et Loire pourrait assurer une partie ou la totalité de ses besoins énergétiques :

1. — Evaluation des besoins à moyen terme en tenant compte d'un confort raisonnable (confort accru pour les plus mal lotis) et d'hypothèses démographiques, il a été estimé l'énergie nécessaire pour la consommation agricole et industrielle, les transports et le résidentiel et tertiaire.

2. — Evaluation des ressources.

Ont été examinées toutes les possibilités de production d'énergies renouvelables, l'hypothèse d'un recours au nucléaire étant a-priori exclue. L'étude de la réalité des problèmes sur le terrain a été privilégiée à l'extrapolation des chiffres nationaux.



3. — Esquisse d'un scénario.

permettant de couvrir les besoins avec le maximum de ressources renouvelables locales. Des hypothèses d'économies purement techniques d'énergie s'ajoutent à d'autres hypothèses de changement de comportement ou d'habitudes.

1979

1,22 MTPE (*)

SOURCE	UTILISATION
Pétrole 54 %	**Résidentiel Tertiaire** 51 %
Electricité **30 %**	Industrie Agriculture **26 %**
Gaz 14 %	Transports **23 %**
Charbon **1,5 %**	

2000 (Plan Alter)

1,22 MTPE

SOURCE	UTILISATION
Biomasse **64 %**	Résidentiel Tertiaire **57 %**
Solaire direct 15 %	**Industrie Agriculture** **25 %**
Photopile **16 %**	
Eoliennes **4 %**	
Hydro. **0,1 %**	Transports **18 %**

Coup d'œil sur les chiffres

* : Millions de Tonnes Equivalent Pétrole

A la recherche d'un tremplin

L'Anjou peut donc utiliser ses ressources renouvelables sans nécessairement retourner à la bougie. Il s'agit maintenant de créer une dynamique telle que des gens fassent progressivement le choix de ces énergies. ce n'est plus du ressort du MPTE qui n'a pas une vocation de conseil technique mais des instances de décision que sont les pouvoirs publics (Chambres d'Agriculture, de Commerce, d'Industrie, Comité d'Expansion économique,...). Après contact, différentes instances se disent intéressées par notre travail (et pour cause puisqu'une telle évaluation n'avait jamais été réalisée)... à condition qu'on ne leur demande pas de financement !

L'ESPOIR DES ALTERS, SANS DES SOUS DÉÇU...

Parmi les différentes filières susceptibles de se développer rapidement avec un bon soutien technique et financier, la méthanisation des fumiers et lisiers (dont le potentiel est important en Maine et Loire) est en bonne place.

Il nous a donc semblé nécessaire de créer une cellule technique de recherche et de vulgarisation en lien avec la Chambre d'Agriculture. Celle-ci nous renverra au Conseil général pour le financement qui, à son tour, dit ne rien pouvoir faire pour nous... et chacun se renvoie la balle.

Des agriculteurs, malgré l'absence d'aides publiques se sont lancés seuls ou en groupes dans des réalisations en auto-construction dont on se rend compte aujourd'hui qu'elles sont compromises économiquement, souvent par omission de certains impératifs techniques. ce qui fait dire que « le méthane ça ne marche pas ».

Ce manque criant de compétence technique se retrouve également dans les autres domaines des énergies renouvelables où des entreprises ont senti qu'il y avait là un marché à exploiter quitte à faire n'importe quoi pourvu que cela ait une odeur « d'énergie nouvelle ». Même EDF utilise le créneau pour vendre à tour de bras ses pompes à chaleur... et son électricité.

COUTS DE POMPES...

L'utilisation d'une pompe à chaleur consommant de l'électricité provenant d'une centrale thermique peut permettre, pour le particulier, une économie d'énergie en ce sens que s'il se chauffait « tout électrique » ***il consommerait 2 à 3 fois plus d'électricité. Cependant, à l'échelle de la collectivité il n'y a pas d'économie de combustible puisque le gain permis par la PAC est annulé par les pertes de la centrale.***

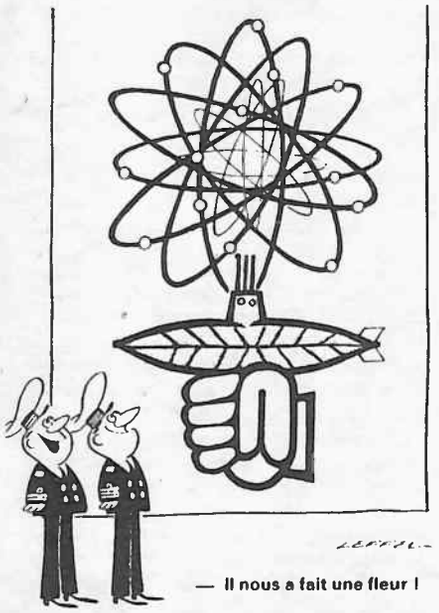
C'est pourquoi actuellement, nous ne préconisons pas l'emploi général de PAC que nous réservons au couplage avec des sources d'électricité renouvelables comme les éoliennes.

(Préambule du PLAN ALTER)

La parution d'un certain nombre de Plans Alter de par la France (Bretagne, Alsace, Jura, Centre,...) laissait augurer de bonnes perspectives énergétiques à condition que les instances de pouvoir prennent le relais. On pouvait attendre de l'AFME (Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie) qu'elle fasse un pas dans ce sens, par exemple, d'une fédération des Plans Alter. Ce souhait restera lettre morte. Le problème de l'énergie est tombé aux oubliettes...

Peu importe si, pour le logement, le Maine et Loire consomme encore annuellement l'équivalent... d'un **Super pétrolier de 470 000 Tonnes d'Equivalent Pétrole !**

M.P.T.E
120, Rue Franklin
ANGERS 49 000



— Il nous a fait une fleur !

Le cloisonnement qui existe entre d'un côté les « révolutionnaires », sensés ne s'occuper que de luttes sociales et ne comprenant la lutte de classe que dans son sens le plus restreint, et de l'autre l'écologiste seulement préoccupé d'énergies et de médecines douces, de protection de la nature, loin de toute préoccupation sociale, **est absurde.**

Il est absurde et pourtant bien réel.

Réel car hélas, bien souvent les uns commes les autres correspondent bien aux schémas précités :

— **Groupes révolutionnaires** « patentés », souvent plein de mépris pour ceux qui tentent de changer quelquechose **dès maintenant dans la société** ; qui n'ont que l'adjectif « réformiste » à la bouche, pour clore préventivement tout débat sur la façon dont peut s'articuler des éléments « d'utopie » concrète avec un projet révolutionnaire.

— **Ecologistes** qui n'ont cure de ce qui pourtant reste fondamental : la lutte de classe, et qui refusent de se rendre compte que **l'exploitation** reste bien la pire des pollutions. Ecologistes qui ne rêvent que d'une société propre, verte et douce, mais où le chef resterait le chef, le propriétaire... propriétaire, et l'écologiste une sorte d'arbitre pour que les rapports maîtres/esclaves soient cools.

Absurde parce que fondamentalement, une société libertaire, c'est à dire sans classe, sans Etat, maîtrisée par les producteurs eux-mêmes ne peut qu'être en même temps **écologiste** ; c'est à dire qu'elle ne peut exister que si est pris en considération et maîtrisé le problème du rapport à la nature, à son utilisation, à sa sauvegarde. Donc également les problèmes d'énergie, de santé, de nourriture ; et ces problèmes, jusqu'à l'émergence de l'écologie sur la scène sociale n'étaient pas pris en compte sérieusement par le mouvement révolutionnaire.

A l'inverse les écolos se foutent le doigt dans l'œil s'ils pensent pouvoir réaliser un demi iota de leurs projets, en dehors de toute préoccupation de lutte sociale ou de lutte de classe. Etre écologiste — et conséquent, c'est à dire vouloir réaliser l'écologie — c'est obligatoirement poser les problèmes de l'Etat, du pouvoir, et des rapports de force dans la société.

A partir de là nous avons plusieurs remarques à faire sur les Plan Alter.

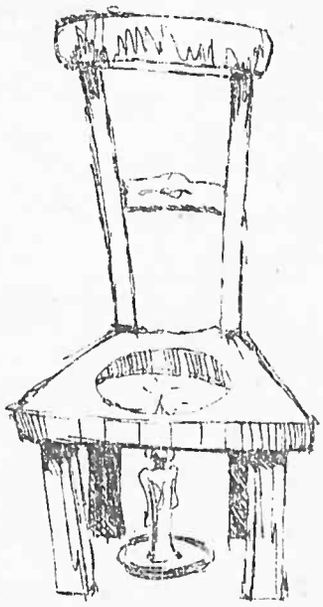
— On ne juge pas seulement quelque chose à son résultat brut, mais aussi par rapport à qui l'a élaboré et dans quelle dynamique. Bien entendu, un Plan Alter ne peut être considéré comme un contre plan, réaliste, précis et applicable totalement, au fonctionnement capitaliste. Il ne peut que donner des pistes et des indications. Il est également, et c'est très important une première tentative, pour des gens d'une région de se réapproprier la connaissance même de cette région : qu'est-ce qui est produit ? Comment peut-on produire autrement et autre chose ? Mais aussi qui produit ? Pour qui ? Qui produirait autrement et pour qui ?

Il importe donc de savoir qui élabore ces plans. Cela peut être des techniciens et des politiciens, qui à travers le Plan alter continuent de se poser en politiciens et en techniciens, parce qu'ils ne remettent pas ces deux fonctions en cause ; dans ce cas leurs « fantasmes » les amèneront dans les couloirs d'un ministère de gauche où ils s'englueront dans la négociation sans rien obtenir où ils finiront par devenir « réalistes » c'est à dire technocrates ou ministres (PSU par exemple).

Ou bien ce sont des gens directement concernés par ce dont ils discutent car de par leur travail et leur situation sociale, ils sont en mesure de réaliser eux-mêmes certaines choses qui auront (ou auraient) des conséquences directes sur leur vie de producteur ou de consommateur.

Les deux cas se sont rencontrés dans les différents Plan alter qui ont été élaborés un peu partout. Bien entendu c'est le second cas qui nous semble le plus intéressant. Il est en effet frappant de voir combien les militants, les syndicalistes de base, les travailleurs, connaissent mal les réalités économiques de leur région, et surtout les possibilités qu'elles recèlent pour servir de base à une autre organisation sociale. Un Plan alter peut donc être un élément de cette réappropriation, et lorsque des mouvements sociaux importants se produiront, ce sera alors une arme pour mettre en place un autre système, alors que bien souvent dans l'histoire, les mouvements même les plus radicaux se bloquent lorsqu'il s'agit de construire, tant la tâche est ardue, complexe, tant l'éventualité n'en a pas été envisagée avant et à la base.

Il est donc important que les choses faisables dans le Plan alter soient liées à une lutte de gens pour le réaliser et non pas seulement à l'obtention de crédits de tel ou tel organisme ou à une politique de pression dans les instances de pouvoir. Il est également fondamental que ces Plan s'articulent aux luttes sociales dans la région, et soient « parlant » pour ceux qui les mènent : luttes pour l'emploi, les conditions de travail, les salaires.



Il est évident que ces choses sont d'autant plus difficile que la structure économique locale est faite de grande industrie, et donc avec des problèmes beaucoup plus complexes que dans des zones rurales ou de petite industrie.

Ne voit-on pas par exemple dans le bassin de Longwy, des patrons préparer des « Plan alter » (Ils ne les nomment pas ainsi !) de reconversion de petites entreprise : on parle alors de créneaux à trouver, de marché à explorer, et pourquoi pas d'économie d'énergie. L'exploitation du salarié, elle, reste bel et bien en place ! Un « Plan alter » conséquent serait alors celui qui serait élaboré par les travailleurs eux-mêmes, non pas en fonction du marché, mais des **besoins**. En dehors du capitalisme, en somme... en fonction de leurs **possibilités**.

Est-ce possible ?

Marche, crie et me venge !

Dans CA N° 31, j'avais fait un article sur la " marche pour l'égalité ", article dont le scepticisme a été démenti, entre autre par l'arrivée de la marche à Paris, et qui, en s'attachant trop aux tentatives de récupération gravitant autour de la marche, n'a pas assez tenu compte de la dynamique qui était en train de s'enclencher, même si à ce moment là, cette dynamique n'était pas encore très évidente.

Comme disait Mao : " Faute avouée est à moitié pardonnée ". aussi je n'hésite pas à m'infliger une bonne dose d'autocritique et à participer à l'élaboration d'un autre texte avec un collègue. Par ailleurs cette approche différente de l'événement ne remet pas totalement en cause certains points de vues de l'article précédent (rôle d'une gauche chrétienne new look, négation des enjeux politiques) et ne doit pas être considéré comme une tentative de rattrapage en vue de se faire bien voir de l'immigration qui dans son ensemble n'a pas grand chose à foutre de nous.

Le phénomène spectaculaire de cette marche, tout d'abord, a bien sûr tenu à l'effet « boule de neige » qu'elle a pu engendrer tout au long de son parcours, voyant se déclancher une affluence grandissante pour culminer aux 80.000 personnes à la Bastille le 3 décembre. L'aspect hétérogène de ce soutien à retardement, inespéré pour les marcheurs au moment du départ a également provoqué pas mal d'interprétations contradictoires quand à l'humanisme flou dont la marche pouvait sembler porteuse.

Mais ce qui était visible à Paris le 3 décembre, c'était précisément cette joie énorme d'être là, de communiquer, d'échanger, quelle que soit la zone ou la cité de transit ou le foyer dont on venait. Echanger la conscience aigüe de sa réalité, des problèmes de son quartier, des problèmes sans réponse, cela paraît peu de choses et même assez vide mais en fait, c'est le palier sur lequel d'autres actions peuvent se constituer demain ou après-demain puisque l'isolement a été brisé et qu'on a pu montrer qu'il n'y avait rien d'inéluctable. La structure finale de la marche a bien révélé ces différents aspects, les organisations constituées telles que le MRAP venant loin derrière le flot des immigrés où les plus jeunes tenaient la tête. Pour un jour, cette masse inattendue de paroles qui se libéraient illustrait la rencontre d'une collectivité qui se reconnaissait soudain entière et pourtant contradictoire, la collectivité du « gibier » qui veut se réveiller face aux « chasseurs » sans gober les discours du style « SPA ».

Le fait que l'église et tout un ensemble de militants désinvestis se soient lancés sur le créneau du marathon des Beurs pour retrouver un marché où vendre leurs salades tient essentiellement à la relative originalité de ce type d'action dans un contexte vide de grands mouvements sociaux où le silence, la peur au quotidien, la parano ambiante faisaient auparavant (et font encore) le lit du racisme sous toutes ses formes. Originalité car l'initiative de ce pari plutôt audacieux appartient d'abord et avant tout aux immigrés eux-mêmes qui sont malgré tout parvenus à préserver jusqu'au bout leur autonomie d'organisation et de décision sans céder au recours des organisations traditionnelles. Le soutien ou les mains tendues, les grands sourires intéressés aussi, sont venus a postériori quand cette marche s'est révélée ponctuellement être l'amorce d'un **rapport de force** face à l'Etat et aux Partis.

Bien entendu ce rapport de force s'inscrivait avant tout dans le contexte de la marche et ne pouvait en aucune façon bouleverser ni les mentalités ni l'impact de la crise sur le renforcement du racisme au quotidien. Mais néanmoins, au-delà du simple message revendicatif et de l'affirmation de leur identité, les jeunes de « SOS Minguettes », sont parvenus à casser quelquepart l'engrenage de la peur, le langage de vaincu face au racisme qui devenait ultra banalisé ces derniers temps : impossibilité de s'organiser pour riposter aux attentats, aux agressions, découragement, lâcheté collective par manque de perspectives. Briser la peur pour les marcheurs et pour les jeunes immigrés des quatre coins de la France présents à Paris, tordre le coup le mieux possible à cette parano ambiante, est effectivement une forme de victoire. Elle a permis de désenclaver la position d'isolement des immigrés, surtout les jeunes bien sûr, qui là ont parlé pour leurs pères et leurs mères autant que pour nous-mêmes, en conservant largement l'initiative des opérations.

Dynamique

En reprenant la parole, à la fois en tant que culturellement différents et économiquement sacrifiés, les beurs ont permis d'enclencher un début de dynamique qui a commencé à avoir des répercussions, particulièrement à Talbot. Cette dynamique ne concerne d'ailleurs pas que les immigrés, cet exemple pouvant permettre à d'autres de reprendre confiance en envisageant le présent sous un angle plus collectif, peut être aussi plus politique et plus offensif, que ce soit dans la lutte contre le racisme ou dans celle contre la restructuration.

Cependant, la présentation de fait d'une certaine autonomie, l'imposition d'un rapport de force suffisant pour éviter une récupération réelle de l'événement, l'incapacité actuelle de la plupart des partis ou organisations politiques (dont nous !) à cerner la réalité immigré ne doit pas nous cacher la fragilté de cette autonomie (qu'il faudra bien un jour préciser ou re-préciser) Imposer qu'une Dufoix ou qu'un quelconque autre notable défile comme un vulgaire manifestant est un acquis important, mais non une garantie suffisante pour obtenir dans l'avenir des victoires globales et plus conséquentes.

L'autonomie, c'est pas de la tarte

Il faut en fait distinguer deux phénomènes : d'une part la remise en cause, que ce soit par les marcheurs ou par les OS de Poissy, des institutions et de leurs diverses courroies de transmission (syndicats, partis, etc...), qui est porteuse de nouvelles pratiques, et d'autre part le fait que ceci arrive dans une période d'isolement et de rareté des luttes, de repli des individus, donc à un moment où il est extrèmement difficile à la fois de pouvoir gagner quelque chose, tout en essayant en même temps de sortir des impasses de la gauche officielle, ce qui est lié puisque ça fait un moment que cette gauche là n'obtient plus grand chose.

L'échec relatif de la manifestation organisée conjointement par les dissidents cégétistes de Talbot et par les jeunes de « SOS - Avenir Minguette » le 15 janvier est peut-être un exemple de cette difficulté. Autant toute remise en cause des syndicats et de leur rôle dans les luttes est une avancée, autant cela ne signifie pas qu'on peut obtenir immédiatement des mobilisations d'importance autour de ces dissidents, ni même qu'on sache très bien comment les organiser. Par ailleurs le concert-débat (sans débat...) organisé à Lyon par un groupement d'associations immigrées en réponse aux assises du Front National peut servir de contre exemple, puisqu'il a connu un certain succès...

De toutes façons ce qui s'enclenche progressivement connaîtra encore probablement de nombreuses difficultés, qu'il faudra surmonter au fur et à mesure, aussi bien du point de vue des regroupements autonomes immigrés que de tous ceux pour qui autonomie est une condition indispensable pour que se concrétisent des gains sociaux. En évitant surtout de les mythifier ou inversement de les négliger s'ils ne reproduisent pas exactement une logique ou des valeurs connues.

E.S et C.

CNT BORDEAUX

DANS LE DERNIER NUMERO DE CA UN ENCART SUR LA SECTION SYNDICALE DES ORANGERS, A BORDEAUX, DEVAIT ILLUSTRER L'ARTICLE SUR LA LUTTE DES PARIAS DE LA SANTE.
NOS ENNUIS CONSECUTIFS A LA PERTE PAR LES PTT D'UNE PARTIE DE LA PHOTOCOMPO, NE L'AVAIENT PAS PERMIS. NOUS LE PUBLIONS DONC CE MOIS-CI...

La section syndicale CNT des Orangers s'est créée un an avant cette grève. Jusqu'alors il n'y avait pas eu de syndicat dans cette clinique et la tentative de créer une section CGT avait échoué quelques années auparavant, peu de personnes étant motivées. Cette fois la section syndicale n'a été créée qu'après plusieurs mois de discussion. La plupart des employés optaient pour la CNT avant tout parce que, par comparaison avec les autres syndicats, elle leur laissait une plus grande liberté pour s'organiser à leur guise. Les principes anarcho-syndicalistes de la CNT leur avaient été exposés, et ils savaient où ils mettaient les pieds.

La section fonctionne par assemblées générales ponctuelles, dès q'un problème se pose n'importe quel membre de la section peut appeler à une AG. Entre les assemblées les discussions se font par contacts individuels sur le lieu de travail, et certaines décisions sont parfois prises de cette façon. Pour toutes les décisions les membres de la section cherchent un point d'accord amenant l'unanimité. cela peut paraître difficile de fonctionner ainsi mais un membre de la section m'a assuré que « c'est une pagaille qui fonctionne bien ». En vérité, on peut constater que ce fonctionnement entraîne une plus grande responsabilisation de tous les membres de la section aussi bien en temps normal que pendant la grève.

L'Etat Français cède au GAL

Le mois dernier, les assassinats et les enlèvements de réfugiés nous avaient amenés à décrire un peu en détail les mécanismes de la " sale guerre " menée par les Etats espagnols et français contre les abertzale.

Aujourd'hui, il nous faut mettre en évidence la stratégie de ces Etats pour faire taire et isoler un mouvement, tandis que les derniers événements qui se sont produits (arrestation de 4 militants du Nord et déportation de réfugiés du Sud) montre bien que la guerre, ce sont bien ces Etats qui la décrète... de par leur existence même.

Un peu de clarté

Il est de bon ton de considérer dans tous les médias démocratiques ou de gauche qu'« ETA exagère vraiment ». L'opinion internationale avait, jusqu'à la mort de Franco, décerné — du bout des lèvres — un brevet de bonne conduite à cette organisation. L'assassinat de Carrero Blanco, acte terroriste s'il en est, était même accepté. Pas toujours ouvertement, certes, mais enfin « ils avaient leurs raisons ». « C'était bien fait ». « Ça a été utile »... même s'il faut émettre des « réserves sur ce genre d'actions ».

Après la mort de Franco, l'opinion qui domine, en France, en Espagne et certainement ailleurs, c'est que l'Espagne est en train de devenir démocratique, que ceux qui opèrent cette transformation (l'UCD, le PSOE, le PCE) ont bien du mérite, et qu'il faut les soutenir. Pourquoi donc ETA continue-t-il ses actions comme si de rien n'était ? On cite alors les centaines de militaires ou de Gardes civils tués depuis 77, et on en vient à considérer que les opérations menées par les polices officielles ou parallèles, espagnoles ou françaises, pour aussi condamnables qu'elles soient, sont finalement justifiées.

Ce mécanisme mental oblitère un problème de fond : si les Basques ont lutté contre le fascisme parce qu'il attentait à leur liberté à disposer d'eux même, il n'était que l'expression à un moment donné de l'oppression nationale et sociale qu'ils subissaient. Or cette expression a changée de nom, mais l'exploitation et l'oppression demeurent. Pourquoi la lutte cesserait-elle ?

C'est le même mécanisme qui fait accepter les révoltes ouvrières ou les tentatives de conseil ouvrier ou d'autogestion dans les pays estampillés comme fascistes ou totalitaires (Chili, Hongrie, Pologne, Espagne en 36, etc.) mais qui provoque des haut-le-cœur quand ces mouvement ne savent pas s'arrêter à temps et comprendre que la situation a soi-disant changée et qu'il est temps de rentrer dans le rang et de se soumettre.

Soyons clairs ! Nous espérons bien que si ETA prend le pouvoir en Euskadi il aura à faire lui-aussi à des gens qui continueront la lutte et ne se soumettrons pas. Mais pour ne pas que la soumission s'installe un jour, il faut poser actuellement les problèmes clairement.

Il n'y a pas de démocratie même « bourgeoise » en Euskadi (cf CA n° 32)

— 67 % des électeurs d'Euskadi ont refusé d'approuver la Constitution de 78.

— Il y a 500 prisonniers politiques et plus de 1200 détenus en 1983.

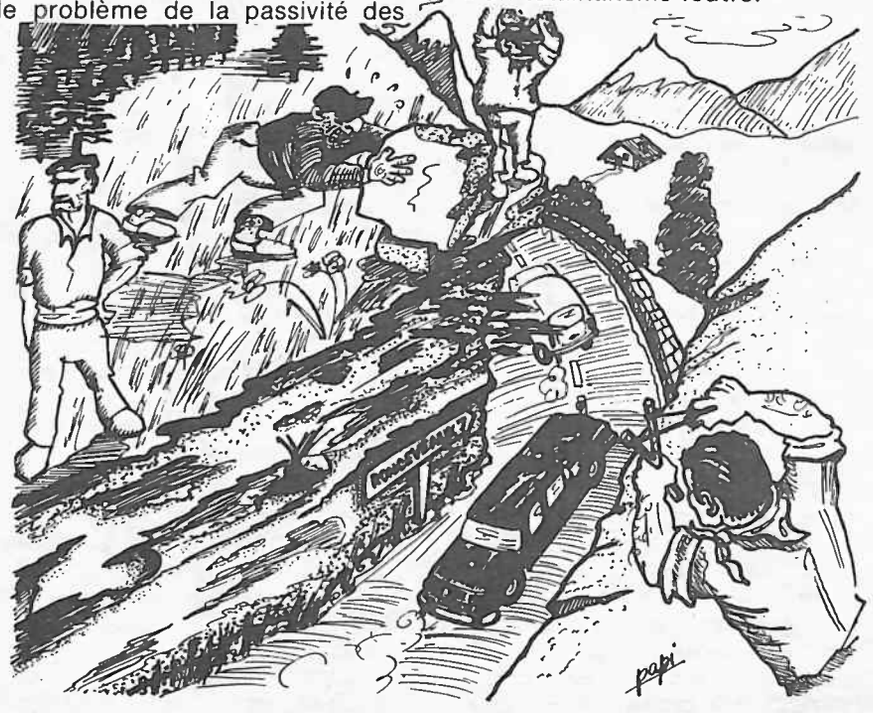
— La torture est pratiquée couramment.

— Militants, journalistes, parlementaires mêmes sont inculpés, emprisonnés, exilés.

La présence même de l'Etat espagnol en Euskadi alors que la majorité de la population y est opposée, est une déclaration de guerre.

Dès lors la résistance, la non-soumission, sont la moindre des choses. Il est extraordinaire de voir que certains militants socialistes, les intellectuels de gauche, se penchent sur le problème de la passivité des gens, leur « non participation », leur « manque d'appartenance », et que lorsque justement quelquechose vient rompre le concert de consensus et de morne plaine qui nous envahit et sur lequel ils se lamentent, ils s'empressent de le condamner. Par peur, par instinct de conservation de la démocratie bourgeoise, de par leur position sociale, qui les empêche de voir que cette démocratie qu'ils « adorent » n'a plus rien à voir avec ce qu'ils projettent en elle ; qu'elle réalise à pas feutrés des archétypes fascistes, sans les archaiques et spectaculaires éclaboussures de sang d'il y a 50 ans.

Ils condamneront dans la foulée les Basques, les Corses, les Irlandais, les Immigrés de Talbot, les Insoumis, parce que soi-disant ils finissent par mettre en danger la démocratie. alors que justement leur lutte témoigne que cette démocratie est bien terne, et que ce sont justement eux, ces Basques, ces Corses, ces insoumis, ces Irlandais, ces squatters, qui représentent la bouffée d'oxygène qui nous laisse espérer que toute démocratie n'est pas entièrement à rayer de la carte. Que ce sont eux, qui justement sont des freins à la montée d'un totalitarisme feutré.



Ce n'est pas ETA qui fait craindre à l'Espagne un coup d'Etat militaire, mais bien la présence d'un mouvement populaire en Euskadi qui a pu retenir les militaires de le réaliser!

Or toute la stratégie des Partis politiques et de ceux qui font l'opinion publique internationale c'est de montrer que l'Espagne est devenue démocratie. Nous n'en citerons qu'un exemple. Tout le monde a vu ou entendu parler de la page de publicité dans *Le Monde* « La France doit arrêter le massacre au Pays Basque sans s'attaquer aux victimes ». Page payée par 308 travailleurs de 31 entreprises du Pays Basque Nord. Or il faut savoir que l'original de la pub a d'abord été refusé par *Le Monde* pour « amalgame et risque de diffamation ». Ce journal a refusé la parution du Guernika de Picasso sous le motif :

« Guernika est l'écrasement nazi, on ne peut assimiler les actes du PSOE aux méthodes génocides nazi ». alors que les auteurs de la pub liaient Guernika « à la perennité de la lutte du peuple basque pour sa liberté ».

Des passages entiers seront modifiés à la demande de M. Laurens, directeur du *Monde* , envoyage à ce moment là avec Mme Mitterrand à Madrid!

Par exemple suppression de « Nous sommes convaincus que l'extrême droite ou le milieu, utilisés pour la gachette, agissent avec l'argent et les renseignements de la police espagnole »... « Nous sommes convaincus que le gouvernement espagnol connait les assassins ». Et puis d'autres encore... Il ne s'agit pas de crier à la censure ! Chaque organe de presse est libre de publier ce que bon lui semble. Cela révèle simplement ce que l'opinion libérale, et ceux qui la dirigent — *Le Monde* est exemplaire en ce domaine — souhaitent voir se penser et se dire à savoir que l'Espagne est devnue démocratique. Par hypocrisie, par lassitude du combat, par intérêt, peu importe. L'Espagne est devenue démocratique, et comme on ne peut le prouver, on utilise la méthode Coué. Eh bien il suffit de transformer les opposants de cette démocratie en anti-démocrates et le tour est joué!

Camillo Berneri dans *Guerre de Classe en Espagne*, introduisait en 1938 un texte « Madrid ville sublime » par :

« Pilate est aussi infâme que Judas. Qui est Pilate aujourd'hui? Ce n'est pas seulement les autruches du ministérialisme social-démocrate. Pilate c'est toi, prolétariat européen.. »

A l'époque Madrid insurrectionnelle était en train de se faire écraser par Franco sous l'œil a demi fermé de la France de gauche. Aujourd'hui Pilate, ce ne sont pas seulement les barbus socialos au pouvoir, ce sont aussi tous ceux qui refusent de voir la réalité au Pays Basque. Réalité d'oppression et de lutte contre celle-ci heureusement. Ils font semblant de croire que l'Europe rose marche vers la liberté.

C'est bien dans ce contexte que le GAL a pu finalement remporter une victoire en induisant directement ce qui s'est passé au Nord à la suite des assassinats qu'il avait commis

La politique française sous la pression des groupes facistes

L'argument utilisé, et qui a marché auprès de l'opinion publique, c'est que les bandits basques opèrent en Espagne parce qu'ils ont leur base en France en « toute impunité ».

C'est là que nous mesurons à la fois une grande hypocrisie ou un triste aveuglement politique. Ou bien ceci est complètement faux. Les réfugiés ne sont que des réfugiés, les actions au Sud n'ont nul besoin d'une base extérieure. Dans ce cas c'est la reconnaissance explicite que la lutte au Sud est puissante puisqu'en 30 ans, elle n'a pas été réduite, et qu'il ne s'agit pas d'une petite minorité isolée.

Ou bien certains réfugiés bénéficient d'un milieu favorable au Nord pour continuer de militer. Et dans ce cas c'est la reconnaissance explicite que la frontière n'existe pas, que la lutte de ceux du Sud est acceptée par ceux du Nord et que ce n'est pas la même chose d'être réfugié à Valensole, à l'île de Ré ou à Paris qu'à Bayonne. C'est la reconnaissance explicite que le Pays Basque existe. Quelque soit l'argument utilisé pour abattre et minimiser la résistance, elle se rerourne contre ses auteurs et n'aboutit qu'à la reconnaissance, au Nord comme au Sud, du fait basque.

C'est bien sûr sur cette contradiction que doit se développer la contre-offensive à la répression qui se mène.

Autre contradiction du pouvoir :

Felipe Gonzalès dans un interview accordé au *Monde*, une anthologie de mauvaise foi et de fausse naiveté déclare entre autre :

« Jusqu'à maintenant Ils (les Ettaras) ont répondu avec davantage d'attentats chaque fois qu'on a fait un pas vers une plus grande autonomie ».

En somme, de grands enfants à qui « on donne ça, et qui en veulent toujours plus... ». Normal puisque ce qu'ils veulent, c'est l'autonomie complète. Or si on raisonne comme Gonzalès, s'il y a de plus en plus d'autonomie, **c'est bien parce qu'il y a lutte**. Il le reconnaît lui-même ! Si l'autonomie accordée n'est rien moins qu'insuffisante, pourquoi la lutte cesserait-elle ?

Maintenant, la répression est menée conjointement avec le gouvernement français. C'est Guidoni, l'ambassadeur à Madrid (par ailleurs chef de file du CERES) qui déclarait que la collaboration avec la police espagnole ne faisait que commencer et qu'elle devait se poursuivre et s'améliorer.

Et ce, au lendemain des événements du 10 janvier. Ce jour là, une rafle se déroule sur la Côte Basque dans les endroits où la police pense trouver des réfugiés. Beaucoup ne sont pas là, ils se méfiaient. Cependant 6 sont expulsés de France, via « nos dernières colonies », 4 assignés à résidence, et 5 autre encore suivront. Mesures, dit Franceschi prises « étant donné le climat de violence et d'insécurité progressive dans les départements des Pyrénées Atlantiques » Or qui était en insécurité ? Ceux-là même que l'on punit les réfugiés. Ce sont les victimes qui sont attaquées pour résoudre le problème.

Le soir même de cette fameuse journée, 4 militants d'Herri Talde, Xan Coscarat, Betti Bidart, Manex Borda, et Mateo, sont arrêtés alors qu'ils convoyaient des journalistes à destination d'une conférence de l'organisation clandestine IK. Ils sont inculpés d'association de malfaiteur alors que rien ne prouve qu'ils sont membre d'IK. Si convoyer des journalistes à une conférence de presse est identique à participer à des actions illégales, il faudrait aussi logiquement inculper les journalistes qui, volontairement, s'y rendaient! Encore une fois, avec la saisie de la bande télévisée de FR3 en Corse, ce que cherche le Ministère de l'Intérieur, c'est à faire disparaître toute trace susceptible d'être connue du grand public et qui témoigne de la perennité d'un problème qu'il considère comme résolu. En général, on considère qu'un problème est résolu lorsque ceux qui l'on posé sont satisfaits de la réponse. Manifestement, ce n'est le cas ni en Corse ni au Pays Basque. L'Etat doit donc décrèter qu'il n'y a plus d'opposition, mais seulement une poignée de « bandits ». Mais alors comment se fait-il qu'une poignée de bandits mettent en échec un Etat aussi policé ?

Il faut donc bien admettre que :

— Ou bien la police est nulle, inexistante, ce qui est faux on en conviendra.

— Ou bien que le problème existe bel et bien et que même au Nord le mécontentement touche de larges couches de la population.

Comment d'ailleurs expliquer autrement que le gouvernement socialiste se mette à interdire des manifestations à Bayonne, parce qu'elles réunissent de plus en plus de monde déterminé. Que la police ne cesse de parcourir les rues, de jour comme de nuit. Pour masquer ce « malaise » l'Etat français inculpe trois réfugiés sur la vingtaine de personnes arrêtées pendant la manifestation qui a suivi l'assassinat de Kattu. Encore une tentative pour faire croire que ce sont les réfugiés qui sèment le désordre, et que sans eux il ne se passerait rien!

Le 21.1.84

L'insoumission : une histoire sans fin...

Cet article est tiré d'une interview réalisée avec Pierre-Martial Cardona, sur son histoire et ses nouveaux déboires juridido-militaires. A travers son cas personnel, nous pouvons voir l'acharnement et les différentes manœuvres perverses que peut employer ce pouvoir social-démocrate abject.

Pierre Martial Cardona, après s'être investi dans des réseaux de fugueurs et fugueuses (groupes « réinventons la vie »), se voit un jour confronté au service national. Il s'insoumet en 1974, mène des actions publiques, puis passe 7 ans dans la clandestinité. C'est à cette époque qu'il anima « Avis de Recherche », bulletin de liaison des insoumis.

C'est en juin 81, au cours d'une conférence de presse « historique » que les animateurs d'Avis de Recherche sortent de la clandestinité ; il est évident qu'il ne s'agissait pas d'approuver le nouveau gouvernement, les insoumis avaient envie de sortir de l'étouffoir dans lequel ils se trouvaient, ils avaient des choses à dire publiquement, à faire publiquement. Il s'agissait également de mettre le pouvoir au pied du mur ; on sort de la clandestinité, à vous de jouer...

On a vu ce que cela a donné ; 2 mois après l'amnistie, les insoumis étaient rappelés en septembre au service militaire. A cette époque, les collectifs insoumis amnistiés luttèrent pour faire exempter au cas par cas les insoumis rappelés. Un certain nombre le fut, sauf Pierric (occupant rénovateur), Martial, Richard Laurent.

Pour Pierre Martial Cardona, c'est en juin dernier que les choses se précisent. D'abord, les gendarmes se présentèrent à son domicile lyonnais. Pierre croyait à une plaisanterie ou à une remise à jour des fichiers. Mais la plaisanterie se transforma bien vite en mascarade, puisqu'un huissier apporta un ordre de poursuite émanant du Parquet de Lyon, sur ordre de l'armée qui lui avait transmis son dossier. Pierre y apprenait qu'il était de nouveau poursuivi pour insoumission et astreint au service militaire, exceptionnellement jusqu'à l'âge de 34 ans ! Il faut savoir que nul ne peut être astreint au SM lorsqu'il atteint ou dépasse l'âge de *29 ans,* sauf s'il a été déclaré insoumis à un ordre de route. Pour Pierre, l'ordre de route lui a été envoyé 4 mois avant qu'il n'atteigne les 29 ans (en juin 82), ce qui fait qu'il reste, à 30 ans, astreint au SM jusqu'à 34 ans, et que la justice l'a inculpé et devait le faire passer en procès le 12 janvier dernier, à la Chambre spécialisée du Palais de justice de Lyon. A signaler qu'il est arrêtable par l'armée à tout moment, celle-ci pouvant le conduire dans une caserne et lui faire faire un refus d'obéissance avec arrêts de rigueur, en lui présentant l'uniforme.

Le 6 janvier, nous apprenions que le procès était reporté, soit à cause de la mobilisation, ou bien pour le transférer devant une Chambre plus importante. Face à cette tentative de démobilisation du soutien important qui se manifestait, il est évident qu'il est nécessaire de ne pas se laisser effectivement déjouer par ce genre de manœuvre, et de continuer à se serrer les coudes sur tous les points sensibles où le pouvoir réprime.

Où en est le soutien aujourd'hui :

C'est fin novembre, d'abord, qu'avec un certain nombre d'antimilitaristes et de libertaires se tient une réunion pour faire le point, une pétition est lancée qui circule encore, et qui rassemble plus de 5000 noms.

Le 14 décembre, se tient une conférence de presse devant le ministère de la guerre avec des personnalités comme Théodore Monot, Catherine Ribero, Mauriac, Dumont, Defelice...). A signaler, d'ailleurs, que Catherine Ribero a envoyé une missive aux autorités déclarant avoir hébergé Pierre-Martial pour le soustraire à l'armée (peine encourue : 3 ans de prison).

Pour conclure et pour résumer l'attitude du pouvoir actuel vis-à-vis des insoumis, il suffit de se rappeler une déclaration d'Hernu faite à *Libération* en 1974, où celui-ci déclarait que les insoumis étaient des petits bourgeois et que même sous un gouvernement de gôche, les insoumis devaient être réprimés, car ils seraient des insoumis au socialisme. Aujourd'hui, plusieurs dizaines d'insoumis croupissent en prison comme Bruno Guy, Didier Hervé, Yves Legoff, d'autres sont poursuivis (Thierry Maricourt, Campanetti) et d'autres encore...

PS : Sur l'histoire d'« Avis de Recherche », lire absolument « Cavales insoumises », 50 F. A lire également un dossier spécial sur Pierre Martial Cardona : « Itinéraire d'un journaliste très insoumis », 10 F. A commander à « Avis de Recherche », BP 53 Paris Cedex 18.

OBJECTION COLLECTIVE :

LES GRANDES MANOEUVRES.

Nous avons fait état dans plusieurs numéros de CA de cette nouvelle démarche collective qui se mettait en place depuis deux ans. Fruit de la réflexion d'anciens OP20, et de nouveaux objecteurs, le lancement de cette démarche eût lieu à Paris les 10 et 11 décembre dans un contexte de quasi inertie du mouvement objecteur depuis deux ans.

Dans ce contexte, force est de constater que les débuts ont été difficiles, nous n'étions que 80 dont 60 demandeurs de statuts, alors que la mise à profit d'une moins grande répression (en nombre, pas en peine) aurait dû nous permettre d'être beaucoup plus.

Malgré la volonté d'un petit nombre, l'évolution souhaitable dans nos pratiques ne s'est pas faite. A Paris nous avions l'impression de nous retrouver dans l'ancienne OP20, avec ses débats vasouillards sur le contenu de la lettre type de demande de statuts. A notre décharge il faut bien admettre que le pouvoir fait tout ce qu'il peut actuellement pour diviser un mouvement déjà fort affaibli.

Premièrement, celui-ci accepte des demandes collectives faites à l'initiative du Mouvement des Ojecteurs de Conscience (MOC), et ne prend pas en considération la demande type **Objection** Collective, et demande donc comme auparavant des explications, ce qui, soit dit en passant remet en cause la fameuse promesse de quasi automaticité du statut.

Deuxièmement, le pouvoir délivre actuellement au compte goutte des exemptions pour les anciens OP20, et tout ceci nous l'apprenions quelques jours avant le week-end du 10 et 11 décembre.

Aujourd'hui, tous les anciens OP20 qui se retrouvaient dans la démarche **Objection** Collective sont exemptés, ce qui va bien entendu casse l'élément dynamique de ce mouvement.

Cette mesure d'exemption (décision ministérielle) aurait pu apparaître comme positive, dans le sens où beaucoup d'entre nous avaient une situation bloquée depuis 5 ou 6 ans, depuis l'envoi de notre première demande de statut, engendrant parfois des problèmes familiaux et professionnels. Mais l'application de cette décision prise le 27 juin 83 et connu juste avant une action de demande collective montre bien la volonté du pouvoir de diviser (intelligemment) les objecteurs pour individualiser les situations.

Pour en revenir à la rencontre de Paris, celle-ci se déroula de la manière suivante : petite manifestation (certains diront simulacre) vers Beaubourg, envoie collectif de lettres de statut dans un bureau de Poste parisien, et AG ensuite. AG du samedi au cours de laquelle ne fut discutée que le contenu de la lettre. Dur ! Dur ! Finalement après de fastidieux « débats », une nouvelle lettre fut décidée ; **nous reprenions la lettre du MOC** (voir brève dans ce numéro de CA) afin de ne pas nous battre uniquement sur l'obtention du statut et développer notre combat autour du refus de la conscription (civil et militaire) et refus de la militarisation de la société, raison d'être de notre lutte.

La journée du dimanche sauva les meubles ; un certain nombre de décisions furent prises notamment autour de la défense collective lors d'éventuels procès. En vrac :

Coinculpation de tous les membres d'Objection Collective, les témoins de « moralité » appartiendront à l'objection collective ; lecture **d'un texte commun** au tribunal, soutien par lettres stéréotypées et télégrammes aux juges, soutien de personnalités, vedettes... seulement si elles acceptent de signer la démarche collective de statut et se coinculpent ; et bien sûr présence maximum dans et au dehors de la salle d'audience, toute la défense étant basée sur la plateforme Objection Collective (voir CA de Septembre) : affirmation du refus politique de tout service. Aujourd'hui le soutien en actes des nouveaux objecteurs sera plus que jamais nécessaire et il faudra discuter avec les associations demandeuses, accueillir les candidats au service civil lors de la visite médicale traditionnelle, dénoncer l'acharnement dont fait preuve le gouvernement à l'encontre des objecteurs (notamment Bernard Jaudon) alors que 40 000 futurs appelés seront exemptés d'office en 1984.

Si nous ne voulons pas voir une objection complètement banalisée d'où l'aspect antimilitariste et subversif sera ôté, si nous ne voulons pas que la brèche ouverte dans le processus d'embrigadement que constitue le SM (ouverte il y a 20 ans par les Lecoin et autres) ne soit définitivement colmatée, un soutien à l'objection collective est indispensable.

PS : Au niveau des associations qui accueillent les objecteurs, cela ya mal. Le budget octroyé à l'**Objection** est une misère, ce qui entraîne des retards de paiement aux associations allant de trois à neuf mois. Conséquence, les associations prennent très peu d'OC, d'autres hésitent, enfin d'autres ont décidé même de ne plus en prendre.

D'où un risque très grand de remise en cause de la quasi automaticité du statut ou d'affectation quasi exclusive dans les collectivités locales.

L'élargissement des affectations est donc remise en cause.

Suite à l'Assemblée générale du mouvement Objection collective, il est utile de rappeler l'une des décisions qui y a été prise.

Si la demande actuellement en circulation n'est pas acceptée du premier coup (non recevabilité, demande de précision...) il faut renvoyer la lettre suivante qui deviendra alors la nouvelle (première) demande d'objection collective :

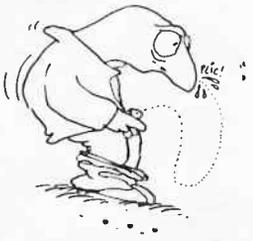
Monsieur le Ministre de la défense,

Pour des motifs de conscience, je me déclare opposé à l'usage personnel des armes.

Je demande donc à être admis au bénéfice des dispositions de la loi relative à l'Objection de Conscience.

Recevez mes salutations distinguées.

OBJECTION COLLECTIVE
C/o CEP BP 5006 St Jean
69 245 LYON cédex 5

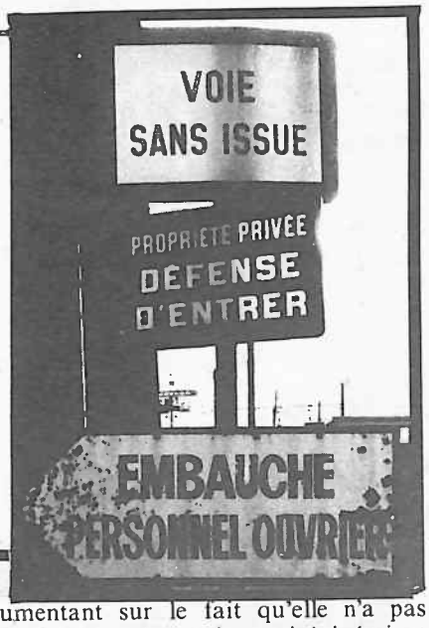


DOSSIER
LES IMMIGRES A TALBOT

UN LION SORT SES GRIFFES

Résumé de l'épisode précédent :
Cet article fait suite à l'article paru dans CA 29. Pour ceux qui ne l'auraient pas lu je résumerai la situation. En juillet 1983, le groupe PSA annoncait une vague de licenciements et de pré-retraites dans les usines de Talbot-Poissy, Citroën-Aulnay, etc. Il y eut quelques manifestations. Mais en fait la période (les vacances) était peu propice. Et puis il fallait attendre la décision du gouvernement.

Talbot est aujourd'hui à la une de tous les journaux, de la télévision. de très graves problèmes se posent. En plus des licenciements, c'est certainement pour les immigrés le ras-le-bol du racisme, d'être pris depuis tant d'années pour des chiens, du bétail. C'est l'incapacité du gouvernement, des syndicats, face au problème de Talbot.



LE FILM DES EVENEMENTS

9 décembre

Le mercredi 7 au soir, à l'initiative des travailleurs de l'équipe de nuit, les syndicats avaient proposé de lancer le mouvement le jeudi matin ; la grève était déclenchée. Toute l'usine fut paralysée et l'ampleur du mouvement fut surprenante. Jean-Pierre Noual de la CFDT se montre d'accord pour une formation aux techniques nouvelles et pour une utilisation plus grande des départs en pré-retraites. Pour la CFDT, la solution : Pour que les ouvriers aient du boulot, il suffit de réduire les horaires de travail. La CGT, pour le développement de la marque demande la fabrication du nouveau modèle au matricule C 28 dont on ne sait pas si elle sera une Peugeot ou une Talbot. Pour la CFDT, cela ne changerait rien au problème.

10 décembre

L'administration est inflexible. Elle demande toujours 2905 licenciements.

Les syndicats et les partis politiques restent sur leurs positions. Hier un meeting de la CFDT a réuni 500 personnes. La grève entamée mercredi soir se déroule dans le calme mais avec détermination. La CGT appelle néanmoins au calme, sang froid et à la dignité. La CFDT propose de constituer des comités d'atelier qui désigneraient un représentant afin « d'associer les travailleurs à la conduite de la grève et de réduire les tensions entre syndicats ». La CFDT de Renault-Flin, peu éloignée géographiquement, apporte son soutien aux grévistes de chez Talbot.

Face à la grève, la direction ne répond rien. La menace de licenciement plane toujours sur les ouvriers dont ceux embauchés récemment. Ceux ayant moins de dix ans d'ancienneté sont les plus menacés. La compétence professionnelle (*sic*) serait également un critère de licenciement arbitraire selon les grévistes.

13 décembre

Les licenciements sont examinés ce matin par le gouvernement. Il devrait donner son feu vert même si le succès de la grève devrait l'amener à assouplir sa position et donc freiner son ardeur et sa soif de licenciement. Critique du PCF et de la CGT envers l'action gouvernementale en matière industrielle. Critique qui pourrait redoubler après l'annonce d'un prêt de 500 millions de francs à taux avantageux, de Fabius à Peugeot. D'autre part, les pouvoirs publics qui hier estimaient fonder le soi-disant sur-effectif de Peugeot-Talbot pourraient demander à la firme d'assouplir sa demande : 2500 à 2700 au lieu de 2905, en argumentant sur le fait qu'elle n'a pas exploré toutes les voies qui lui étaient offertes en matière de diminution du temps de travail, ni établi un plan modèle de reclassement des personnes visées par les licenciements. Quoi qu'il en soit, il est à craindre néanmoins un train de licenciement. Côté syndicat, on durcit le ton en se préparant à toute éventualité. La CGT affirme qu'elle ne transigerait pas sur les licenciements et exigerait des garanties sur l'avenir de l'usine. La CFDT se prépare à passer à l'action. Pour l'avenir du site industriel Talbot, l'investissement de 1,2 milliard de francs d'ici 1985 sera effectué. L'engagement est signé. L'usine tournerait avec 12 000 ouvriers contre 15 939 actuellement.

14 décembre

La CFDT lance la « carte des grévistes » gratuite qui obtient plus de succès que sa propre carte du syndicat. La CGT est prête à occuper l'usine 6 mois s'il le faut. Sainjon, patron des métallos CGT souhaite rencontrer Mauroy. FO juge la situation inacceptable et prévoit que l'on va tout droit à la catastrophe. La CSL a disparu et attend de voir comment tourne la mayonnaise. Jack ralite prétend que le plan social d'accompagnement des 2905 licenciements laisse encore à désirer. Pas question pour le ministre de l'emploi d'accepter des licenciements secs sans aucune contre-partie. Le gouvernement est prêt à assumer politiquement les licenciements estimant toutefois que la direction de Peugeot fait semblant de ne pas comprendre. De ces licenciements, la communauté marocaine, la plus importante (70 % des immigrés) va en faire les frais. Les plus jeunes et les moins aptes à des cycles de formation seront les premiers

touchés.

15 décembre

Bérégovoy et Ralite ont reçu hier, toute la journée, les délégations syndicales et la direction du groupe automobile.

ils n'ont pas réussi à arrêter une position qui trouverait un minimum de consensus. Cet échec va conduire Pierre Mauroy à prendre le dossier en main, alors qu'à Poissy la grève est toujours totale.

16 décembre

La société n'est pas en mesure de payer les 16 000 salariés. Cette décision met au pied du mur le gouvernement. La direction agit par chantage : ou notre proposition est acceptée, ou tout le monde se retrouve à la rue. L'administration Peugeot accorde même le feu vert pour fermer l'usine, ce qui ne va pas sans réactions négatives de la part des syndicats et du PC.

19 décembre

Le train de licenciement est ramené à 1905 au lieu des 2905 prévus initialement, mais ce dont la presse (*Libération*) parle moins ce sont les 1100 départs en pré-retraite (donc, pas beaucoup de changements). La grève continue et l'on n'accepte toujours pas les 1905 licenciements, comme hier on refusait les 2905. La CGT accuse la direction de durcir le conflit en ne respectant pas les engagements pris de commencer des négociations. Mauroy se déclare « heureux et satisfait » des négociations qui doivent servir d'exemple aux mutations industrielles en cours. Jack Ralite se déclare satisfait lui aussi. Pour les futurs licenciés, ils bénéficieront d'une formation à l'usine même, leur ouvrant la porte aux métiers de l'automobile. Bon courage pour trouver du boulot. Pour les autres, les entreprises qui les embaucheraient, recevraient une prime de 20 000 francs payés par Talbot, et le clou de l'affaire : une remise de 20 000 francs sur l'achat d'un véhicule utilitaire pour ceux qui veulent fonder une entreprise. Un certain nombre d'immigrés veulent rentrer chez eux. C'est le ras-le bol du fascisme avec la CSL, la peur du racisme qui monte en France, et aussi qu'ils ne sont pas dupes ; la formation pour eux est complètement bidon (beaucoup sont illettrés ou n'ont aucune formation de base), et après, quand de nouveau, ils se retrouveront sur le marché de l'emploi, ils seront chômeurs. Ils n'ont également plus confiance en la CGT si les licenciements sont acceptés,

21 décembre

1905 ouvriers ont reçu leur lettre de licenciement avec de nombreuses bavures puisque de nombreux délégués de chaîne CGT, CFDT sont sur la liste. Beaucoup d'immigrés grévistes parlent de retour au pays. Max Gallo tente d'expliquer les licenciements en tenant compte de l'évolution des techniques et des réalités de l'entreprise. Dans le cas où la conjoncture s'améliorerait, priorité aux ex-ouvriers Talbot dans un délai de deux ans. La CFDT et la CGT ne sont pas d'accord sur les licenciements et comptent envoyer collectivement leurs lettres reçues le matin. La CGT ne veut pas que le gouvernement soit responsable de la direction, La CFDT, plus dure, précise que nous devrons nous battre contre le gouvernement et la direction. La volonté pour la première fois de retourner au pays vient des immigrés mais d'une manière indépendante de toute volonté politique. Le retour au pays était un souhait de la droite quand elle était au gouvernement et une réalité de la gauche aujourd'hui, elle qui était l'espoir, entre autre, des immigrés.

22 décembre

Jack Ralite prêt à aider les immigrés voulant repartir... sans autre précision. La CFDT lutte toujours pour qu'il n'y ait pas un seul licenciement, déclarant que le gouvernement se trompe et trompe les ouvriers. Le conflit CGT-CFDT se durcit. La CGT est du côté du gouvernement et la CFDT plus combative.

26 décembre

4 délégués marocains et algériens de la CGT font une conférence de presse. Ils ont la volonté de prendre leur vie en main sans l'aide des syndicats ou des partis politiques car ils ont perdu toute confiance en l'un comme en l'autre. Ils ne veulent compter que sur eux-mêmes. Ils estiment que personne n'est apte à parler des immigrés sinon les immigrés eux-mêmes. Leur principale revendication, c'est le retour au pays, mais de manière directe, car ils ne croient pas qu'une formation leur apporterait quelque chose. Ils réclament 20 000 F, prix qu'ils coûteraient s'ils restaient en France suivre un stage. Nora Tréhel, de la CGT invite les travailleurs à se méfier car certaines personnes sont manipulés par des associations d'immigrés pour faire des licenciements un problème exclusivement immigré, ce qui serait catastrophique.

27 décembre

La proposition de laisser sortir 100 véhicules de l'usine, contrôlé par la CGT, provoque la colère des immigrés et des délegués. Le refus est quasi unanime.. Pourtant Yves Bongiorno, second de la CGT à Poissy déclare que depuis toujours, on a voulu isoler les immigrés et qu'aujourd'hui on a réussi. Un délégué CGT, marocain, de chez Chausson, soutient la lutte des immigrés : « Vous êtes plus doués que les responsables des syndicats ». Quant au gouvernement il étudie l'aide au retour des immigrés.

28 décembre

Le tribunal de Versailles ordonne l'expulsion des occupants de l'usine à Poissy. Fort de l'accord du PC et de la CGT, Mauroy refuse une remise en cause de l'accord signé avec Peugeot qui entamerait la crédibilité du gouvernement pour les prochaines restructurations. Et la CGT ne tient pas à couver plus longtemps en son sein des « dissidents » qui contestent ouvertement son autorité. La reprise du travail devrait se faire dès lundi. L'ombre des CRS plane sur le site de Poissy.

Destruction de huit véhicules d'occasion parqués aux portes de l'usine avec un communiqué à l'AFP se terminant ainsi : « Putain d'Etat, tu nous les brise, on va finir par t'éclater ».

Jeudi 29 décembre

Une réunion uniquement pour les cégétistes s'est tenue. Nora Tréhel invite, en gueulant, les non-CGT à sortir. La CGT n'est pas démocratique déclarent les ouvriers. Pour la CGT, le gouvernement fait ce qu'il peut. CGT et CFDT demandent 35 heures de travail. Cela ferait 1000 emplois de sauvés. Pour la CFDT, il faut en débattre mais la CGT veut sauver les 1905 emplois. Le clivage CGT-CFDT se durcit. La CGT accuse la CFDT de l'avoir laissée seule avec la direction : « Nous sommes responsables.

Nous voulons reprendre le travail le plus tôt possible ». La CGT critique Mohamed Chaugrani, entré en dissidence, et voulant faire un syndicat « libre » pour ceux qui veulent rentrer au pays. Pourtant, la CGT reprend du poil de la bête sur les travailleurs grâce au magnétisme de Nora Tréhel. Mais pourquoi faire ? Les saharouis continuent de tout bloquer en fin de chaîne. Ils sont inflexibles. Ce sont eux qui résistent et occupent l'usine. Ils sont 170 et à peu près tous licenciés. Ce groupe est très solidaire, ce qui vient de leur spécificité d'hommes du désert. Suite à l'affaire des quatre dissidents de la CGT, celle-ci reconquiert les africains. Les Sud Sahariens leurs reprochent de ne pas les avoir inclus. Les sénégalais et les Maliens se réunissent entre eux dans un comité. Les associations de travailleurs immigrés, structurées par nationalités ne recréent pas l'unité. Elles-mêmes sont parfois éclatées. L'association des travailleurs marocains en France (ATMF) et l'association des Marocains en France (AMF) ont scissioné. La première est pour l'autodétermination du peuple sarahoui. Elle est la seule à intervenir dans le conflit, notamment par le canal de Radio G qui couvre la région. La seconde est pour une solution marocaine au Sahara occidental. Toutes deux s'opposent à l'amicale des Travailleurs et Commerçants Marocains en France (ATCMF), très proche du gouvernement marocain. Les syndicats s'y perdent avec l'inquiétude constante d'être manipulés et de devenir les instruments d'une lutte dont les enjeux se situent dans d'autres cieux. A l'appel de la CGT Ile de France, 5 à 700 personnes devant les grilles du siège social PSA à Paris. Cette manifestation comprend deux facettes : D'une part apporter leur soutien aux travailleurs de Talbot, et d'autre part redonner une image de marque à la CGT.

Vendredi 30 décembre

Autosatisfaction de la CGT et du PCF selon l'Humanité. Poperen du PC est opposé aux licenciements. La Confédération de la CGT critique le gouvernement pour ne pas avoir fait preuve de fermeté à l'égard du groupe PSA qui agit avec l'appui du CNPF. Pour le gouvernement socialiste, il n'est pas question de négocier les 1905 licenciements. Hier la direction aurait demandé l'évacuation de l'usine par la police. La CGT appelle à la sérénité face à cette menace mais les CRS ne sont pas venus. Les 500 salariés (entretien et sécurité) chargés de remettre l'usine en état de marche ont dû se retirer face aux OS. La grève continue et l'huissier a constaté l'atteinte à la liberté du travail. Pour la direction du personnel de Peugeot, l'heure n'est plus à la négociation. La CFDT aux professionnels de l'entretien « en travaillant vous allez contre vos intérêts. Il y a aussi 400 français de licenciés environ ».

La CSL est en colère : « La CGT et la CFDT cassent l'usine ; 200 excités sont en train de casser 17 000 emplois ». Le discours du personnel qualifié de base est plus feutré. Il déclare qu'il faudrait leur donner 1 million par année d'ancienneté du moins pour ceux qui veulent repartir. Pour les professionnels, c'est avant qu'il fallait gueuler. Il y a trois ans, quand Peugeot déménageait les machines en reprenant la boîte. La CGT répète à la presse que les gars qui bloquent les voitures à l'entrée ne sont pas de leur syndicat. Elle se déclare pour le dialogue avec tous les travailleurs : « Nous sommes l'équipe de surveillance de l'outil de travail, pas l'équipe d'occupation. La direction cherche l'incident, la CFDT est tombée dans le piège »

Samedi 31 décembre

Pour la direction, la CFDT est l'ennemi à abattre. Pas de reprise du travail pour le 2 janvier, selon la direction. elle n'a pas la possibilité de rémunérer les ouvriers. Les professionnels d'entretien, règleurs, agents de maîtrise, reviennent. Les propos racistes fusent. L'ambiance est lourde mais la colonne recule une nouvelle fois face aux grévistes.

Lundi 2 janvier

Samedi la police est entrée chez Talbot (5 à 600 à peu près). Les grévistes quittent l'usine dans le calme. Désaccord des syndicats critiquant le gouvernement. celui-ci déclare que l'on ne retire pas ce qu'on a promis au patronat.

Mardi 3 janvier

Retour des grévistes (500 environ). Les flics sont toujours là, la maîtrise surveille. L'usine ne tourne toujours pas. La CSL cherche sûrement un affrontement en se promenant parmi les grévistes. La CFDT avertit la police qu'elle ne pourra rien faire si le manège continue. La CFDT veut toujours la grève, la CGT est plus indécise. Elle veut décider avec les travailleurs. L'aide au retour est fixée bien au dessous de ce que demandent les immigrés. La production envisagée est de 1000 voitures par jour contre 1400 avant le printemps 82.

Jeudi 5 janvier

Bagarres et insultes chez Talbot. 10 personnes ont été hospitalisées selon la direct. Tout reste encore possible ; reprise des discussions car le conflit dérive vers la violence. Meeting CGT, tôt le matin, pour récupérer la base. Rien n'y fait. Les immigrés sont toujours décidés à rentrer chez eux avec la somme qu'ils demandent, ou bien à réintégrer l'entreprise. « CGT à la poubelle » lançaient des immigrés. La CFDT préconise des chômages techniques pour les licenciés en attendant que la situation se calme. Ils dureraient 3 ou 4 mois. La direction Talbot répond négativement.

Vendredi 6 janvier

Attaque des non grévistes de la CSL, tôt le matin à coups de boulons, lance-pierres, etc. On déplore une cinquantaine de blessés. Fermeture de l'usine à partir de ce jour. Les salaires ne sont plus payés. La direction et la CFDT ont fait appel aux forces de l'ordre pour calmer la situation. Le fossé français-immigrés devient de plus en plus profond et l'on n'ose imaginer le rapport Chef/ouvrier quand le travail reprendra : « Comment travailler quand notre chef d'atelier se bat contre nous » devait déclarer un immigré. Des propos racistes proches du nazisme fusent de la part de la CSL. « Au four » crient-ils aux immigrés blessés et évacués sur des brancards. Le soir arrive, le Préfet refuse de protéger le départ des immigrés. Il craint la CSL et la vindicte populaire. La direction refuse de donner des cars pour permettre aux grévistes de partir

Départ, le soir, en cortège en scandant « Non aux licenciements ». Manifestation de soutien CGT-CFDT en direction de la mairie de Poissy. La S.A Peugeot vend ses parts Talbot à 99 % pour la SORA SA et 1 % pour Talbot. Cette action est une issue de secours pour les constructeurs. Cela permet de déposer le bilan en cas de nécessité, sans liquider la marque Peugeot, et ainsi elle peut faire pression sur les grévistes.

Samedi 7 janvier

Pour la CFDT, comme rien n'a été négocié, rien ne justifie l'arrêt de la grève. La CFDT entre en conflit avec la gauche : « La dictature du prolétriat avance dans les conceptions des dirigeants socialistes » dixit la CFDT. Elle estime que le mépris pour les travailleurs et leurs organisations syndicales est scandaleux de la part d'un gouvernement de gauche. La CFDT représente 8 % contre 4 % pour la CGT et 42 % pour la CSL, mais pourtant les travailleurs ont suivi la CFDT. L'usine devrait réouvrir dès lundi, pourtant, rien n'est terminé dans le conflit. Un « filtrage » des ouvriers sera fait à l'entrée pour empêcher les licenciés de rentrer. A Paris, manifestation réunissant 8000 cégétistes.

Le secrétaire général de la CGT dira que cette manif, il l'a faite pour deux raisons : « Protester contre le déchaînement de la violence, la sauvagerie et la haine qui sont préoccupantes pour la démocratie et s'élever contre l'exploitation ehontée des immigrés ». La CSL, elle, a manifesté à Poissy, recevant le soutien des commerçants (boutiques fermées). Cette manif était dirigée contre la violence (*sic*) et pour la liberté du travail. il vaut mieux en rire.

Manif CSL

En guise de conclusion

En France, le cas Talbot n'est pas isolé, puisque pour l'année passée, on compte 375 000 licenciements et que la cadence s'eccélère. Le problème de la sidérurgie n'est pas réglé, ni celui du charbon et de son rapport avec le nucléaire. Dans le secteur de l'imprimerie on craint également des licenciements, comme dans les chantiers navals (voir ce qui se passe en ce moment). L'industrie automobile est un des secteurs clé de l'industrie française. En période de crise, il est normal qu'elle soit menacé comme il est impitoyablement logique que Talbot soit la première à en faire les frais, puisqu'elle se situe au dernier rang de la production automobile française. Pourtant Talbot ne sera sûrement pas la seule touché car on craint 20 000 à 30 000 licenciements chez PSA et chez Renault pourtant nationalisé. Sans parler des usines de sous-traitance qui fournissent également des chômeurs. En résumé, chez Talbot, on peut dire que la CGT, qui est au service du PC (qui n'est pas contre la restructuration et pour la formation) qui est dans la merde, tente de s'appuyer sur la base, sur les immigrés. Leur moyen d'action est la grève, mais en période de chômage technique, on peut se poser des questions sur la rentabilité de cette grève, En contre partie, la base ne suit pas les directions syndicales (création de syndicat « libre », volonté pouir certains immigrés de retourner au pays sans demander l'avis aux organisations syndicales). Nous sommes au début de la décentralisation avec une amplification des mesures d'austérité. Les travailleurs seront touchés comme les chômeurs, les travailleurs précaires, intérimaires etc. Pour résoudre la crise, les capitalistes imposent une mutation industrielle (Robotique, informatique). Cette mutation ne servira à rien pour les travailleurs, car elle ne fera que supprimer des emplois, donc augmenter la crise. Chômeur peu consommateur par nécessité, donc peu de production. Isoler les travailleurs à l'intérieur des usines (ce qui peut être utile pour éviter toute révolte). Hier on avait trouvé d'exellents robots, malléables, travailleurs, se nommant « travailleurs immigrés », maintenant on n'a plus besoin d'eux. On a trouvé encore mieux : les robots mécaniques.

Les partis politiques dits « ouvriers », au temps de la croissance, des années 40 à 70, organisaient le consensus avec la bourgeoisie, avec le système. Le consensus, c'est l'augmentation des salaires, les protections sociales. Mais tout cela se casse la gueule. Les syndicats sont démolis par la crise, désorientés. Les actions plus ou moins dures n'empêchent d'ailleurs pas les licenciements (Longwy, La Chiers dans les Ardennes, etc.) Les réactions politiques sont inversées par rapport à mai 81. La droite plaint les travailleurs. La gauche dit « c'est dommage, mais... » Le PS ne peut que gérer la crise qui se situe à un niveau international et non pas national. Le PC avec son « Produisons français » xénophobe, patriote marche complètement à côté de ses pompes et l'on peut douter de l'intelligence de ces messieurs avec de tels slogans. Mais un changement de gouvernement ne résoudrait rien en période de crise. Les hommes politiques ne sont que des pions face au capitalisme. Des pions qui se croient importants mais qui ne sont rien. En france, les industries traditionnelles se cassent la gueule, car elles entrent en concurrence avec celles du tiers monde où les ouvriers sont moins payés et où il n'y a presque pas de charges sociales. Il est beaucoup plus rentable pour un capitaliste d'investir en Indonésie, par exemple, plutôt qu'en France (Ce qui peut expliquer la volonté de vouloir faire repartir les immigrés chez eux). Au niveau des ouvriers, il n'existe pas d'alternative face à la crise. Le fatalisme est là et il n'y a pas de volonté révolutionnaire. Pourtant la France st l'un des pays les plus endettés au FMI.

Et il adviendra peut-être qu'un jour l'Etat ne pourra plus payer ses chômeurs. Une classe ouvrière disparaît, ce qui est gênant pour le PC, pour faire place à une nouvelle, qui bosse dans de nouveaux secteurs... et cette nouvelle classe reste encore un mystère. Le capitalisme se situant au niveau international, il serait bon que les réactions aient lieu au même niveau. Les luttes en Pologne ou en Bolivie aggravent la crise au niveau international. en fait il serait bon de laisser crever le capitalisme, sans lui donner la main, mais nous ne savons comment faire et n'avons pas la science infuse pour le projet d'une autre société.

Pour revenir à Talbot, les ouvriers ont maintenant repris le travail, cotoyant leurs chefs qui les avaient attaqué lors des afrontements. Seuls les non-licenciés ont pu pénétrer dans l'usine en passant dans des chicanes grillagées, prouvant que l'ouvrier n'est que du bétail pour ces messieurs. Dans la presse, on ne parle presque plus de Talbot, car maintenant les chantiers naval commencent à faire la une. Et après ? Pour l'avenir de Talbot, on peut sans mal imaginer que la marque cessera d'exister. L'usine de Poissy tournera avec un effectif réduit, à la construction de véhicules Peugeot ou de pièces mécaniques Peugeot, comme Panhard avec Citroën, il y a quelques années.

Dominique

Des "non-violents" de la CSL

Interview de deux immigrés de Talbot

Ceci est un extrait d'une émission enregistrée par Jeune Agence Presse Libre lors des affrontements du 5 janvier. Elle a été diffusée par l'Egregore à Reims. Mieux qu'un long commentaire sur la question, je pense qu'il est important de laisser parler les principaux intéressés : Les immigrés eux-mêmes.

1er immigré : Tout ce qui se passe chez Talbot, ça va se passer chez Renault et chez Citroën. Même le chef de l'Etat l'a dit l'autre jour. Il y a deux choses qui le préoccupe, c'est l'inflation et le vieillissement industriel. Nous n'y sommes pour rien, nous. Notre mission ici en France, c'est le travail, c'est la gamelle, c'est pas la politique. On veut travailler. On est dans la merde maintenant, ce n'est pas de notre faute. On est venu de chez nous avec des conditions ; s'ils ne veulent plus de nous, il faut qu'ils nous payent nos droits car on a cotisé. Notre argent, il est dans la caisse de la France. On paye nos impôts, on demande nos droits. Les Français sont au chômage, ils n'ont qu'a nous payer et on rentre chez nous. Ça arrange tout le monde, je crois. Avec la situation, l'exemple il est là, des français à l'extérieur de l'usine qui nous tapent.

JAPL : C'est pas tous les français.

1er immigré : Non, une minorité.

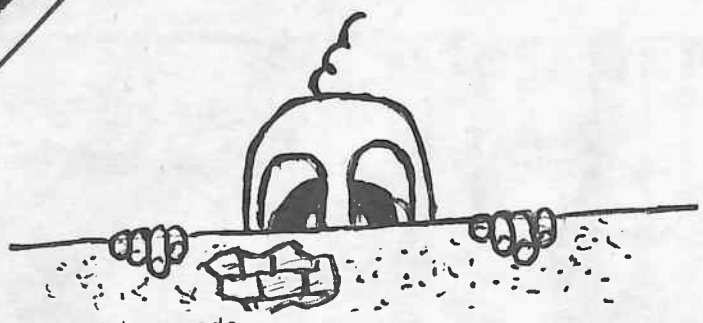
2eme immigré : Vous permettez ; la montée de l'extrême droite est encouragée par la population. C'est un virage dangereux des Français. Il y a des Français de bonne foi, on le sait bien. Ils nous soutiennent moralement et des fois matériellement. Pourquoi ? Parce qu'ils savent ce qu'est le fascisme. Et maintenant on est au milieu des fachos. C'est de leur faute. une partie, et la majorité de chez talbot sont venus sans contrat, par l'Office Nationale de l'Immigration à Casablanca. On a subit des contrôles de sélection comme du bétail, entassés dans les trains.

JAPL : Qu'est-ce qu'ils ont fait comme contrôle ?

1er immigré : Ils contrôle tout mais on a jamais regardé ce que tu as dans la tête, car là-bas on ne choisi pas des gens qui ont été à l'école. Si tu parles français ou que tu a été à l'école, on ne t'accepte pas. C'est ce qu'il y a dans les biceps, dans les bras, qui est recherché. Des robots pour être exploité à 100%. D'ailleurs on a été fidèle. On a été exploité des années. On a travaillé des années ici. Au temps où il y avait de la demande, on était acceuilli à bras ouverts. On n'a pas osé quitter. On est venu travailler sous des conditions, on veut repartir sous des conditions. On s'est tapé des journées de 11 h 45. La majorité des français demandent ce que c'est Talbot ; c'est le fascisme, le racisme à l'intérieur de l'usine.

2eme immigré : C'est pas la peine d'aller chercher plus loin, la Pologne, Gdansk. Là c'est pire. Tous les malheurs de la France, on les prend sur le dos. Or tout ce qu'il y a ce n'est pas de notre faute. Notre seule mission ici, c'est le travail, pas plus, pas de politique. Les élections municipales de Mars, se sont passées sur le dos des immigrés. On y est pour rien.

1er immigré : Nous sommes devenus la bête noire. Pourtant on ne demande pas l'aumone. Enfin, faire des



commissions comme tout le monde, mais vu que tu es immigré, tu viens, comme tout le monde, tu prend la queue, en arrivant devant la caisse, on regarde ce que tu as dans la poche. Alors là c'est vraiment dégueulasse. C'est pas digne d'une démocratie, d'un peuple qu'on dit tolérant et ainsi de suite.

2eme immigré : excusez-moi le mot, je me plains.

1er immigré : On va rentrer chez nous et puis c'est tout.

2eme immigré : Tous les français, tous les français, si vous m'excusez, sont responsables.

JAPL : Mais certains non ?

1er immigré : Tous les français. Au début ils nous acceptaient parce qu'il y avait des travaux.

2eme immigré : Non, ils n'ont jamis accepté. On n'a jamais tapé à leur porte. C'est eux qui font le déplacement dans les patelins et plus loin. on recrute par là. On fait une maffia.

1er immigré : Un exemple : moi ça fait 15 ans que je suis ici. Je suis venu à l'âge de 18 ans. Vous croyez que maintenant je vais trouver du travail chez moi ?

2eme immigré : C'est trop tard. Un déraciné encore. Un déraciné déraciné.

1er immigré : C'est pas possible.

2eme immigré : Nous sommes déracinés et on va l'être une deuxième fois.

1er immigré : Avant hier, on a vu à la télévision, Dassault, ou quelqu'un comme ça : il disait « Les immigrés, leur place n'est pas en france ».

JAPL : Ah bon.

1er immigré : Ben oui, il l'a dit. Quand on voyait, par exemple Le Pen dans un village reculé de la France, où il n'y a pas d'insécurité, où il n'y a pas de racisme, obtenir 12%, un immigré comme moi se pose des questions.

JAPL : Il faut voir où il était, c'est son pays à lui.

1er immigré : Non, mais quand même.

2eme immigré : C'est pas une question de chauvinisme. Il faut se référer aux élections.

Nous ne voulons pas de formation. On a toujours fait du travail répétitif et quand on gueulait, on nous disait : « Mon petit gars, tu la ferme ou tu rentre chez toi ».

1er immigré : Dans le temps, un chef d'équipe, quand tu discute avec lui si tu n'est pas content...

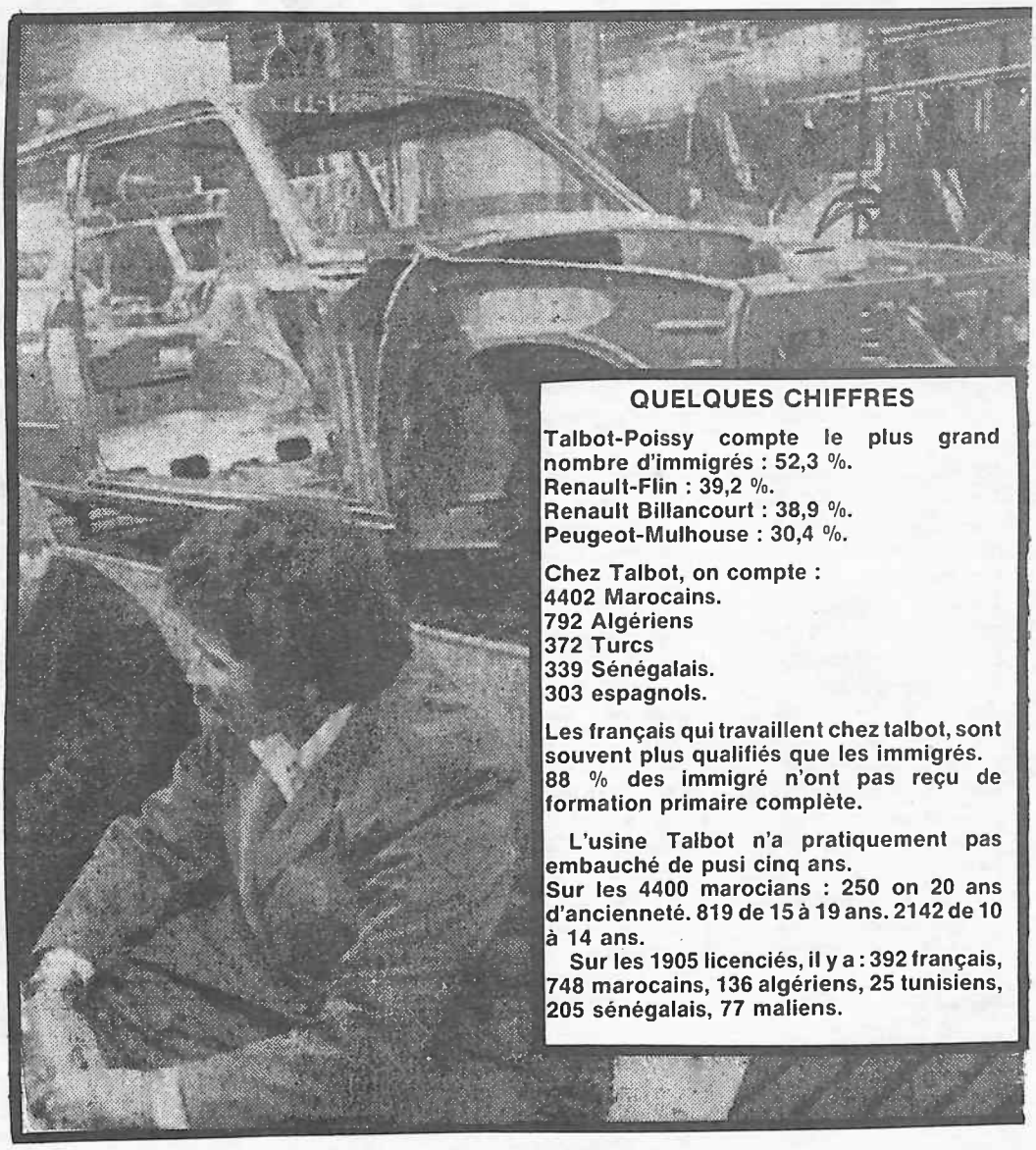
2eme immigré : Rentre chez toi

1er immigré : Moi je veux bien rentrer chez moi. Mais j'ai cotisé là. Qu'est ce que je vais faire. je dois attendre 26 ans encore. hein, Et je m'en vais tout de suite. je prend même pas le train, je rentre à pied.

2eme immigré : J'espère qu'on organisera une marche de Paris jusqu'à la frontière. franchement, on en a marre de passer la journée à l'usine avec des fachos, avec du racisme, avec un travail forcé puis de rentrer chez nous coincés dans une chambre où il n'y a même pas de chauffage, pas même d'eau chaude. Il y a des limites. La France qui parle du droit de l'homme... Nous sommes ici. Qu'elle parle de la Pologne. La Pologne, c'est ici, c'est nous...

LA SITUATION ECONOMIQUE CHEZ PEUGEOT

Le groupe PSA (Peugeot, Talbot, Citroën) accuserait en 1983 des pertes légèrement supérieures aux 2, 14 milliards de 1982. Ces informations qui circulent dans les milieux financiers, ne sont pas confirmées par le groupe, qui a pour l'instant publié aucune estimation pour ses résultats 83, se bornant à indiquer au milieu de l'année, qu'il parviendrait à réduire son déficit. Pour le 1er semestre 83, la société PSA-Holding, financière du groupe, côtée en bourse, faisait état d'une perte de 799 millions de francs contre un bénéfice de 109 millions de francs de francs au 1er semestre 82. Par ailleurs, Peugeot Automobile, qui envisage un changement des détenteurs du capital de Talbot précise qu'aucun changement ne devrait intervenir sur le plan industriel. Le contrat annuel prévoyant la location par Peugeot, des usines, des murs et des machines de Talbot à Poissy, est arrivé à échéances, il y a quelques semaines et a été tacitement reconduit. Au niveau industriel, le site de Poissy est nécessaire pour la production des 205 et d'un nouveau modèle qui nécessitera un investissement d'un milliard de francs environ. L'objectif actuel est de produire à la mi-84 environ 1600 « 205 » par jour avec 100 voitures à Mulhouse, 300 à Poissy et 300 en Espagne.



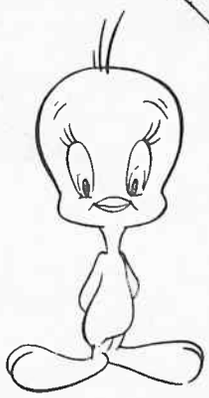
QUELQUES CHIFFRES

Talbot-Poissy compte le plus grand nombre d'immigrés : 52,3 %.
Renault-Flin : 39,2 %.
Renault Billancourt : 38,9 %.
Peugeot-Mulhouse : 30,4 %.

Chez Talbot, on compte :
4402 Marocains.
792 Algériens
372 Turcs
339 Sénégalais.
303 espagnols.

Les français qui travaillent chez talbot, sont souvent plus qualifiés que les immigrés.
88 % des immigré n'ont pas reçu de formation primaire complète.

L'usine Talbot n'a pratiquement pas embauché de pusi cinq ans.
Sur les 4400 marocians : 250 on 20 ans d'ancienneté. 819 de 15 à 19 ans. 2142 de 10 à 14 ans.
Sur les 1905 licenciés, il y a : 392 français, 748 marocains, 136 algériens, 25 tunisiens, 205 sénégalais, 77 maliens.



LE ROLE DE LA CGT DANS LES RESTRUCTURATIONS

La CGT, forte de ses 4000 adhérents de Talbot-Poissy et de l'audience mythique qu'elle avait auprès des immigrés depuis les grèves de 82, fut l'élément moteur de la grève à partir du 7 décembre contre les 2905 licenciements. Mais à l'annonce du protocole d'accord du 17 décembre, diminuant de mille les licenciements, le syndicat CGT Talbot opérait un véritable virage à 180°. Il ne s'agissait plus de s'opposer aux 1905 licenciements restants, mais de négocier le simulacre de plan social les accompagnant et d'arrêter la grève. Les éléments les plus combatifs se retrouvaient alors minoritaires et isolés.

Il est intéressant d'examiner dans ce conflit l'attitude du PCF. C'est Ralite, ministre communiste qui a négocié avec la seule direction de Talbot « le plan social » du 17 décembre. Le secrétariat de la FTM-CGT composé de membres du PCF a fait savoir le soir même que le plan était acceptable alors que la base du syndicat CGT-Talbot n'avait pu être consultée. C'est Nora Tréhel et les autres militants staliniens de la direction CGT-Talbot qui a cautionné les 1905 licenciements en condamnant ceux qui persistaient à s'y opposer, les traitant « d'extrémistes », aventuristes, ou « agents de la direction Talbot » ; air stalinien connu. Pourtant, le 16 décembre, veille de l'accord, Nora Tréhel déclarait que la CGT se battrait pour éviter tout licenciement et présenterait un contre-plan qui proposerait la réduction du temps de travail. C'est elle aussi qui a refusé de consulter l'ensemble de ses adhérents, préférant des réunions à huis-clos de ses délegués pour mieux étouffer la contestation de nombreux militants immigrés.

Il est intéressant de voir l'attitude des socialistes par rapport à la CGT. Que ce soit au niveau des pouvoirs publics ou au niveau des instances du PS, on ne jure plus que par la CGT. Bien sûr, ce n'est pas gratuit. Pour mener à bien la restructuration de nombreuses industries, le gouvernement a besoin que la CGT ait la même attitude qu'à Poissy. Mais il y a une inconnue. A Talbot, les dirigeants communistes de la CGT avaient derrière eux, une base presqu'uniquement immigrés et non-communiste. Ce n'est pas le cas dans les charbonnages, la sidérurgie ou les chantiers-navals. Le PCF et la CGT seront-ils prêts à sacrifier leur base électorale ?

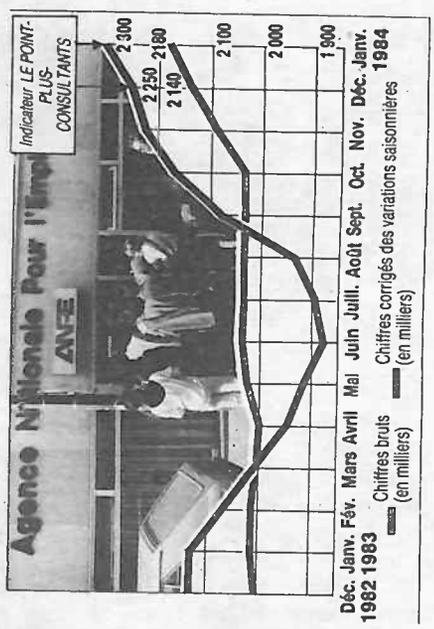
Un exemple peut nous faire penser que oui : Les Ardoisières de Trélazé (Banlieue d'Angers). Il s'agissait pour le patronat ardoisier et les pouvoirs publics de licencier 181 personnes sur un peu plus de 1000 salariés. Dans cette industrie, les immigrés sont moins nombreux. Par contre, les ardoisières constituent le bastion du PCF en Maine-et-Loire. En mars 83, la municipalité à large majorité communiste a obtenu 69 % des voix, améliorant de 7 % son score précédent, dans une période où le PCF perdait des points. Les négociations ont duré des mois, ponctuées par des grèves et des manifestations. L'intersyndicale CGT (majoritaire), CFDT, FO, s'est lancée dans une lutte essoufflante (15 jours de grève), pour finir par faire reprendre le travail alors que 6000 personnes venaient de manifester leur soutien la veille et que 181 travailleurs venaient d'être licenciés sans l'ombre d'un plan social.

Mais ce qui avait préoccupé les syndicats c'était d'être débordé (le siège de la Direction a été saccagé une fois) et d'empêcher que l'on s'en prenne aux pouvoirs publics qui avaient pris faits et causes pour le patronat ardoisier.

On peut donc prévoir le scénario suivant pour les conflits futurs. Les syndicats, principalement la CGT, appelleront à des grèves, bien contrôlées. Le patronat et le gouvernement temporiseront. Lorsque les licenciements seront effectifs, les syndicats seront sommés d'arrêter les mouvements en profitant de l'essoufflement des mouvements et en isolant les élements les plus radicaux.

Pour faire passer les licenciements économiques ou les mesures d'austérité, le gouvernement a besoin de la collaboration des syndicats, surtout de la CGT, qui malgré une érosion permanente reste la centrale la plus importante. La CGT a depuis longtemps ce rôle à tenir, mais depuis que la gauche est au pouvoir, ce rôle est quasi-officiel. Beaucoup de bureaucrates staliniens sont prêts à jouer ce jeu, trop content de rentrer un peu plus dans l'appareil d'Etat (ligne H. Krasucki). Par contre, d'autres supportent moins de voir la CGT et le PCF faire les frais d'une telle attitude (ligne L. Viannet). D'où une sorte de combat des chefs avec Krasu à ma droite et Loulou à ma gauche, combat que l'on retrouve à tous les niveaux de la structure confédérale. Bien-sûr, la masse des adhérents est l'écart de ce conflit. Mais la base de la CGT est de plus en plus critique sur le suivisme de la direction par rapport au gouvernement. Mais plutôt que de se traduire par une radicalisation des syndiqués, cette critique se traduit plutôt par le nombre d'adhérents qui ne cotisent plus, au point que, pour prendre un exemple, l'UD CGT du Maine-et-Loire en est réduit à faire des souscriptions pour boucler son budget.

M.T. Angers. 21.1.84.



DOSSIER

La grève de chez Talbot n'est peut-être pas perdue pour tout le monde...

Ce conflit de Talbot aura au moins servi à E. Maire et sa clique de refaire surface au niveau des pouvoirs sociaux, économiques et politiques de notre temps.

Ce n'est un secret pour personne, depuis mai 81, la CFDT a fourni un soutien logistique important à la gauche. Beaucoup de ses cadres se sont retrouvés à des postes techniques importants dans les ministères (près d'un tiers des directeurs de cabinets des ministères viennent de la CFDT, sans parler des ex-membres de la commission exécutive, qui ont sont montés plus haut dans la hiérarchie de l'Etat). Bien avant mai 81, cette confédération a bien vu venir la crise de restructuration et ses conséquences économiques et sociales. C'est, de loin, la confédération syndicale qui, en France, a tenté de s'adapter (au niveau théorique) à la fin de la période de croissance économique. La CFDT, au niveau de ses technocrates est rapidement devenue un réservoir de pensées pour ceux qui ont fonction de gérer au mieux la restructuration.

A la fin de la parenthèse de la relance (mai 81-fin 82), la hiérarchie confédérale se croyait devenir tout naturellement le club de pensée d'une gauche en difficulté pour gérer la rigueur nécessaire à la pérennité du système capitaliste. La rigueur «delorienne» a toujours trouvé la CFDT comme courroie de transmission. C'est ainsi que la CFDT est le seul syndicat qui a accepté le principe de Delors de prédétermination des salaires pour lutter contre l'inflation (rejetant ainsi aux calendes grecques l'indexation des salaires sur les prix).

En contre-partie, malgré toutes les négociations, pourparlers et conciliabules avec l'Etat, les propositions de la CFDT n'ont été reprises que pour les «nouveaux droits des travailleurs» (dites lois Auroux).

La gauche au pouvoir a en effet choisi la CGT comme interlocuteur prioritaire pour tout ce qui concerne la rigueur économique et ses trains de licenciements. Les explications de ce choix sont simples:

— La CGT va être la plus touchée par les restructurations touchant la classe ouvrière traditionnelle... et «une bête blessée devient souvent dangereuse»...

— Pour une relative paix sociale, il faut que le PCF n'ait pas d'autres choix que de rester au pouvoir.

— Malgré la baisse électorale du PCF, la gauche ne peut pas encore s'en passer pour gagner les législatives de 86!

— Malgré quelques coups de gueule, la CFDT n'a pas d'autres choix actuellement que de rester une alliée fidèle du pouvoir et une collaboratrice, cette confédération étant surtout un réservoir d'idées à moyen et à long terme.

JEAN-PIERRE NOUAL, DÉLÉGUÉ CFDT
« Pas un seul OS sur le carreau »

Avec la grève de Talbot, certains ont parlé de «ligne de fracture entre la CFDT et le gouvernement». On a pu entendre ici ou là que renaissait «un syndicalisme ouvrier indépendant du pouvoir», ou que ...«la CFDT allait retrouver son dynamime des années post soixante-huitardes»!

En fait, E. Maire s'est servi de cette grève pour exprimer sa frustration d'être écarté de la gestion de la rigueur et de la mise en place des mutations industrielles. La confédération n'a pas hésité à ressortir une partie de son langage «gauchisant» d'antan: «Le gouvernement réprime les travailleurs» (G. Grangé, secrétaire général de la fédé-métallurgie... voulait simplement dire que le gouvernement méprisait la CFDT !). Ce discours a dû rassurer une partie de sa base militante déçue et même dégoûtée de la gauche au pouvoir. Il faut aussi dire que depuis les élections à la Sécurité sociale, les «Majoritaires» de la confédération ont eu à subir une montée des oppositionnels qui avaient de nouveaux arguments pour critiquer la ligne E. Maire au vu des résultats électoraux assez catastrophiques de la CFDT.

Mais le «Non aux licenciements des immigrés» a été habilement repris par la hiérarchie syndicale CFDT *qui pourtant reprochait seulement au gouvernement la méthode choisie pour annoncer ces 1905 licenciements.*

G. Grangé ne s'est est d'ailleurs pas caché: «Sous Barre, par rapport à la restructuration de la sidérurgie, les syndicats ont eu droit d'intervenir sur le terrain de la politique industrielle... et c'est seulement au terme de cette discussion que nous avons abordé le traitement social des suppressions d'emplois. Il y a eu effectivement 30 000 emplois en moins dans la sidérurgie mais moins de 40 licenciements...»! ...«Avec Mauroy, on licencie d'abord 1905 personnes, puis on négocie leur statut. CETTE INVERSION DES PRIORITÉS EST INACCEPTABLE»!!!

En fait, en y regardant de près, ni la confédération, ni la section CFDT-Talbot n'a nié le sur-effectif. D'ailleurs, en lisant les divers tracts produits par cette section au cours de la lutte, on n'y trouve aucune divergence de fond comme de forme avec la confédération, si on excepte peut-être quelques non-dits de la section.

Que dire de plus, si ce n'est que la hiérarchie confédérale a fait coup double en rappelant à «l'ordre syndical» le pouvoir et en encadrant les oppositionnels sur un de leurs terrains (et en réussissant même à les museler à la fin du conflit qui s'est terminé tout de même pour eux par un échec... sans commune mesure avec l'échec subi par les grévistes).

RETOUR AU PAYS, OUI MAIS... D'ABORD, LE DROIT AU TRAVAIL

Interview de l'Association des travailleurs marocains en France

Une des revendications énoncée par certains travailleurs immigrés dans le conflit Talbot fut celle du retour au pays. Il semble que ce retour au pays, avec de larges compensations financières entre autres, soit intimement lié à la montée du racisme en France, via l'extrême-droite, depuis les élections de Dreux.

Pour nous faire une idée plus précise de cette revendication de travailleurs immigrés, nous avons rencontré l'Association des travailleurs marocains en France (ATMF), vu qu'elle semble avoir joué un rôle important à Talbot-Poissy.

Pourquoi avoir choisi l'ATMF ? Parce que les Marocains représentent 70 % des travailleurs immigrés chez Talbot (soit environ 35 % des 17 000 salariés — travailleurs, maîtrise et cadres —), que ce sont eux qui sont à la base de la création des sections syndicales CGT et CFDT Talbot-Poissy, et surtout parce que les délégués de chaînes dissidents de la CGT sont membres de l'ATMF.

Cette interview, en 2 temps (présentation de l'ATMF et réflexions sur la lutte de Talbot, surtout autour du thème du retour au pays), a été réalisée à Reims avec 2 membres de l'ATMF dont l'un est membre du bureau national de cette association et a participé à la réunion de la commission syndicale représentant 70 délégués des usines Talbot, Citroën-Aulnay, Renault-Flins, Renault-Billancourt et Chausson entre autres, sur le problème du conflit Talbot. Les réponses ne seront pas différenciées dans ce compte rendu de l'interview (qui a dure 1 h 1/4, mais dont je ne reprends que ce qui m'a semblé le plus important), mais on pourra, je pense, les différencier quand même, les unes étant déjà une analyse et les autres se basant sur le vécu quotidien d'un immigré se trouvant depuis 13 ans en France.

Présentation de l'ATMF

CA : Pouvez-vous faire une présentation de l'ATMF ? Comment est-elle née ? A quoi sert-elle ?

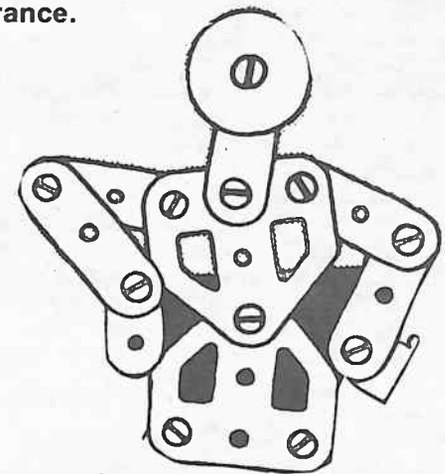
Réponse : L'Association des travailleurs marocains en France (ATMF) est d'abord née sous le sigle (AMF), Association des Marocains en France, en 1961. Suite m des divergences qui ont duré de 75 à 82, la majorité a scissionné et a donné l'ATMF en janvier 82, suite de l'AMF (qui existe toujours en tant que telle). Pourquoi cette scission ? A cause du manque de démocratie interne, une minorité détenant le pouvoir au sein de l'association. La majorité des sections, une dizaine à l'époque, après avoir essayé de faire tenir un congrès unitaire, a décidé au cours de l'AG de janvier 82 de changer de sigle et de repartir sur les bases d'une réelle démocratie au sein de l'association.

C'est une association type 1901, qui n'a rien à voir avec le gouvernement marocain qui a créé en France ses propres associations (en fait des amicales policières servant à espionner les travailleurs immigrés), travaillant étroitement avec la CSL et la CFT.

Les objectifs de l'association sont de regrouper les travailleurs marocains en vue de défendre leurs droits matériels et moraux, de faire augmenter la solidarité des travailleurs français et immigrés, de faire avancer les revendications propres des travailleurs marocains vis-à-vis du gouvernement français et du gouvernement marocain, surtout en ce qui concerne toutes les difficultés que rencontrent les travailleurs immigrés (ex : problèmes de douane au moment des congés...)

Quelle est son importance au sein des travailleurs marocains ?

L'ATMF est une association qui ne cherche pas à faire de l'adhésion pour l'adhésion (comme peuvent le faire les partis politiques). Les gens qu'on voit quoditiennement dans l'association sont les militants actifs (une vingtaine sur Reims, par exemple). Une large population marocaine les soutient à différents niveaux (participation aux manifestations organisées par l'association, envoi des enfants au cours d'arabe donnés par l'association. Par exemple à Reims, il existe un cours d'arabe dans chaque



quartier, celui-ci est donné dans le centre social du quartier), alors qu'ils refusent de les envoyer à ceux donnés par les associations dépendant du régime marocain.

Pour nous, la force de l'association ne se compte pas au niveau de ses cartes.
(Note : Par exemple à Reims, la lutte conjointe de l'association et des travailleurs marocains a conduit à la dissolution de l'Amicale des commerçants et travailleurs marocains (pro-gouvernement marocain). Ces pro-Hassan II ont recréé aujourd'hui l'Association des parents d'élèves maghrébins sigle pompeux puisqu'il ne regroupe que des Marocains).

Avez-vous des liens avec les gouvernements français et marocains?

Nous sommes une association indépendante, donc nous n'avons aucun lien avec le gouvernement français. Pour ce qui est du gouvernement marocain, nous nous situons dans l'opposition, vu que le gouvernement réprime durement le peuple marocain. Vu que nous ne sommes pas une organisation politique, nous sommes tout aussi indépendants vis-à-vis des organisations (légales ou non) d'opposition au régime marocain.

(Note : il existe d'autres associations de travailleurs marocains dans les autres pays d'Europe, en particulier en Hollande, Belgique, RFA..., et elles sont fédérées au niveau européen).

L'ATMF et TALBOT

(Notes avant de reprendre l'interview :

Il faut savoir qu'il y a un million de travailleurs marocains en Europe, dont la moitié en France où ils sont surtout concentrés en région parisienne, dans le Nord et en Lorraine. Leurs principaux emplois sont : l'industrie automobile, les mines, la sidérurgie, le bâtiment). Il faut aussi savoir que depuis 81, la principale ressource du Maroc est la rentrée des devises des travailleurs immigrés, ceci avant les phosphates et donc, un retour au pays, massivement, serait une catastrophe pour l'économie du Maroc).

Combien y a-t-il de Marocains chez Talbot? Combien parmi les licenciés?

Sur les 17 000 salariés de Talbot, il y a 43 % de travailleurs immigrés, dont 70 % sont marocains (ce qui donne environ 30 % des salariés). Sur les 1905 licenciements, 748 sont marocains, sans compter les départs en pré-retraite forcée (1110 en tout). Donc, en réalité, plus de 3000 personnes vont quitter l'usine, même avec le progrès qu'a apporté le gouvernement !!! Si les travailleurs marocains sont particulièrement visés, c'est parce qu'ils se sont montrés très actifs ces dernières années dans les luttes (70 aux câbles de Lyon et à Pennaroya ; il y a 3 ans, en Lorraine, dans les mines, pour demander un statut de travailleurs non-saisonniers, l'an dernier à Citroën). La communauté marocaine, chez les immigrés, est celle qui participe le plus activement aux luttes. Celle-ci commence à prendre conscience de sa situation, ceci étant dû pour une bonne part au travail effectué par l'ATMF.

Justement, quel est le rôle joué par celle-ci?

L'ATMF n'est pas une section syndicale. Elle appelle les immigrés à se syndiquer soit à la CGT, soit à la CFDT, vu que le patronat appelle souvent à se syndiquer CSL ou FO (qui sont donc boycottées).

Vu l'importance de l'immigration marocaine en banlieue parisienne, il existe à Paris, à l'intérieur de l'association, une commission syndicale qui regroupe les différents syndiqués CGT et CFDT membres de l'association. Les militants de l'ATMF sont aussi des militants syndicaux dans leurs entreprises.

Dans l'usine Talbot de Poissy...

Et chez Talbot?

L'affaire Talbot est le début d'une période qui va être assez noire pour les immigrés. Les transformations technologiques vont être faites sur le dos des travailleurs immigrés et des travailleurs français qui se trouvent en bas de l'échelle. D'où, une grande contradiction : pourquoi les former dans ces nouvelles technologies qui demandent de grandes connaissances, alors que la plupart ne savent ni lire ni écrire? C'est très dangereux, car c'est une porte ouverte au patronat: celui-ci va pouvoir déguiser les licenciements sous couvert de restructuration technologique et donc de sur-effectif. Pour nous, ce qui est clair, c'est que cette restructuration ne doit pas se faire sur le dos des immigrés. Ce qui est scandaleux, c'est que ce gouvernement de gauche blanchit la politique Stoléru (aides retour) en multipliant le montant de cette aide au retour par quatre (4 millions de centimes). A quoi correspond cette somme? C'est une escroquerie vis-à-vis des travailleurs immigrés qui ont donné de leur force pour participer à la construction de la France (par exemple dans le bâtiment, il y a plus de 60 % de travailleurs immigrés).

Sur le principe du retour, nous disons que ce qui est le plus important, c'est le DROIT au TRAVAIL, car c'est ce qui est le plus menacé en ce moment pour les travailleurs immigrés, surtout avec la montée du racisme depuis les années 80. Les immigrés au chômage se voient de plus en plus rejetés du marché du travail, avec un racisme plus accentué sur la communauté maghrébine (guerre d'Algérie, le Liban, la propagande autour du pétrole).

Il est vrai qu'à Talbot, parmi les revendications des travailleurs, il y avait pour certains une demande de retour, mais retourner avec des conditions très claires :

— retrouver un emploi au pays,

— garantie du logement,

— garantie de la scolarisation des enfants,

— Discussion sur les modalités des cotisations ici en France, car en rentrant, les gens vont tout perdre (pas de retraite, etc.), (on y reviendra plus tard).

Je ne vois pas d'avenir si je suis au chômage, ni en France, ni au Maroc. Je ne veux pas être au chômage, je veux travailler... C'est abominable de mettre les immigrés dehors après 15 ou 20 ans de travail. On est capable de diriger les robots. D'abord, il y a la réduction du temps de travail. La modernisation ne doit pas seulement servir le patron...

Pour la revendication des 20 millions de centimes, c'est une proposition des délégués dissidents CGT qui ont calculé ce qu'allait coûter la formation proposée par le gouvernement.

Si les gens demandent actuellement à rentrer, ce n'est pas par hasard. C'est parce qu'ils ont peur. Ils se disent : « On est là pour travailler, pas pour se faire tirer dessus ».

N'y a-t-il pas aussi le fait qu'il est difficile de retrouver du travail lorsqu'on a mené une lutte dure, comme on l'a déjà vu ailleurs (dans les Ardennes, par exemple)?

Il y a ça aussi. Mais il faut dire qu'il y a surtout du racisme dans le travail, par exemple lorsqu'on voit à l'ANPE « dégagé du service militaire » ou « se présenter avec une carte d'électeur », ça veut dire quoi? Ces annonces, je les ai vues moi-même dans une agence à Reims et à mon avis, ce sont des annonces racistes. Il en est de même lorsqu'on annonce au journal de 20h qu'un jeune immigré s'est fait tuer aux Minguettes par une personne nettoyant son fusil.

Les balles françaises ont vraiment un truc formidable : elles sont téléguidées. Dès qu'une balle se perd, elle vient se loger dans un arabe...

(La discussion tourne autour du racisme avec le cas du jeune algérien jeté du train, le problème des concentrations d'immigrés dans les ZUP, le problème des harkis, du colonialisme, des cultures non intégrées...)

Le retour ne va-t-il pas poser d'autres problèmes?

— les immigrés ne vont-ils pas se sentir à nouveau immigrés chez chez eux?

— le retour des familles avec les jeunes de la seconde génération?

Au niveau de notre association, la question du retour n'a pas encore été approfondie. Le retour Stoléru, on est contre. Le retour proposé par le gouvernement, c'est-à-dire Stoléru amélioré, on est contre aussi. Si je dis que cette question n'a pas été approfondie, c'est parce que ce n'est pas une revendication profonde des immigrés. La revendication essentielle est le droit au travail. Les travailleurs immigrés, on est allé les chercher. Maintenant qu'il y a la crise, on veut les mettre dehors avec de la démagogie. L'aide proposée, c'est de l'escroquerie (par exemple, avec le million Stoléru, lorsqu'un marocain arrivait à la douane marocaine à Casablanca, il ne lui restait plus que 1200 F desquels devaient être déduits les pots de vin au douanier et à l'administration. Pour certains, une fois pris le train pour rentrer dans leur village, il ne leur restait plus rien).

Moi, je pense que les immigrés ne veulent pas rentrer. S'ils veulent rentrer, c'est à cause du racisme... Le million que proposait Stoléru, c'était l'eau d'Evian pour les enfants ou les oranges. Ce qui est proposé maintenant, c'est comme un loyer modéré. On est venu chez toi, on a posé des cloisons pour insonoriser : le loyer passe de 400 à 500 F. C'est la même chose avec les 4 millions. Le gouvernement se moque de nous...

Si nous n'avons pas de positions claires sur le retour (on va en discuter prochainement), c'est que ce n'était pas un sentiment majoritaire chez les immigrés. Ceux qui veulent repartir, c'est comme ceux qui quittent leur famille, c'est qu'ils en ont ras-le-bol. Le travailleur immigré qui retourne chez lui n'a plus de compte à rendre à la France. Pour négocier ce retour, il faut prendre en compte un certain nombre de paramètres :

— la formation qui a été inexistante (qui n'a pas coûté un centime à la France),
— les cotisations versées,
— le problème de la retraite,
— combien il a participé au progrès de la France, et ce qui a été ennoncé plus haut vis-à-vis des pays d'origine.

Pour que nous puissions mettre en avant cette revendication, il faut qu'elle soit majoritaire, sinon, nous allons être à côté de la plaque et conforter en cela le patronat.

Quand je suis venu en France, on m'a dit : tu vas travailler 2 ans, tu passes ton CAP et tu rentres. Ça fait 13 ans que je suis là, je n'ai toujours pas de formation. Maintenant, je suis comme une brouette. Tu vas au magasin, t'achètes une brouette, quand elle est cassée, tu le jettes. J'ai un salaire de misère, le SMIC. Si je me retrouve au chômage et que le gouvernement français veut me renvoyer là-bas, qu'est-ce que j'aurais? Rien. Suis-je un chien ou un être humain? Un peu d'humanité quand même! Quand je vais rentrer au Maroc, je vais me sentir comme un immigré. Quand je suis ici, je me fais traiter de bougnoule, quand je retourne là-bas, je me fais insulter par mes frères (tiens, c'est un immigré!)

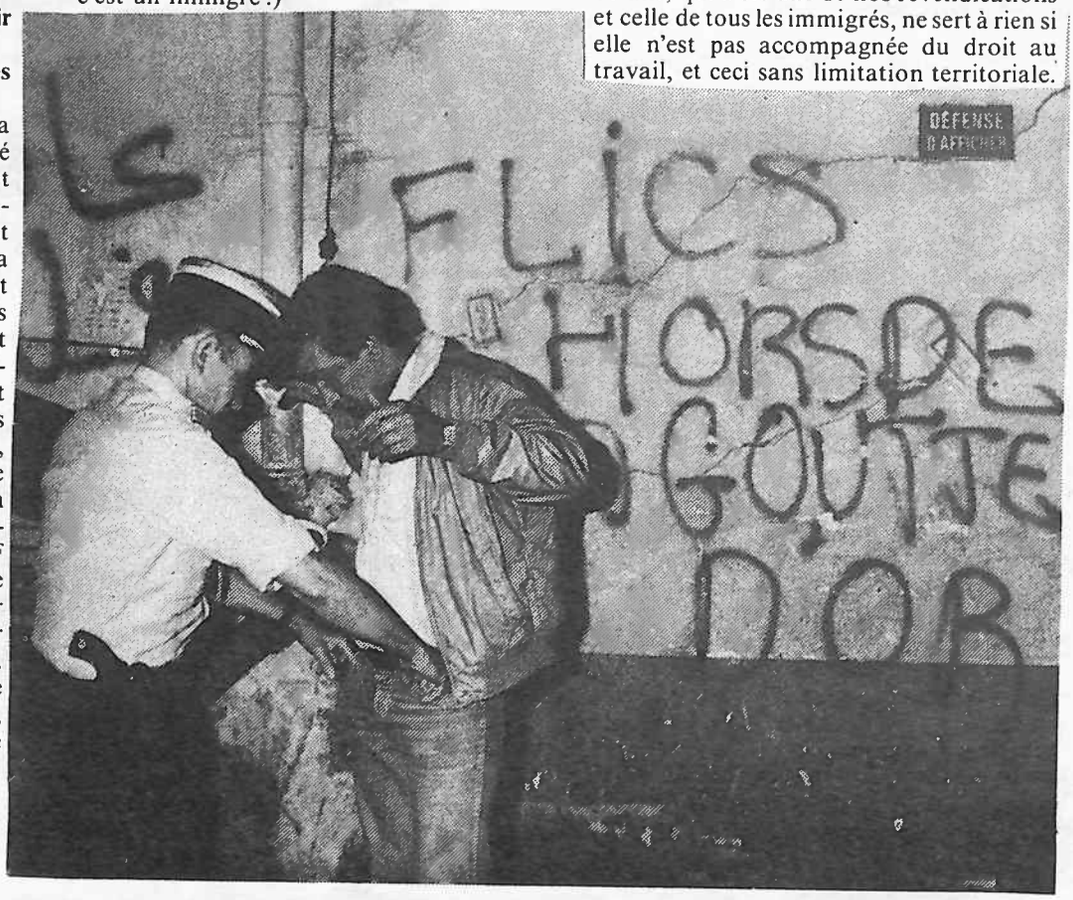
Comment voyez-vous les problèmes de la CGT et de la CFDT chez Talbot?

Pour les immigrés de chez Talbot, la CGT et la CFDT sont les syndicats faits pour défendre leurs revendications : pas de licenciement, droit au travail. Ils disent : « sans nous, vous n'existeriez pas, ce serait encore le règne de la CSL, si nous n'en avions pas eu marre de la répression patronale. Les Droits de l'homme dont se vante la France n'existent pas pour les immigrés, le Chili, il est aussi dans les usines. Que seriez-vous? On vous a élus pour nous défendre, pas pour nous mettre à la porte ». Ils n'ont pas compris l'attitude de la CGT. Moi je dis que si après 20 ans de répression, les immigrés se révoltent, c'est tout à fait légitime. La CGT, à Talbot, n'a pas joué son rôle. Donc, nombre de militants et de délégués de chaînes ne s'y retrouvaient plus. Malgré ses 40 %, elle ne représente plus rien dans la réalité. Qu'on soit CGT ou CFDT, on s'en fout. Si certains cherchent à avoir de bonnes places au gouvernement, ce n'est pas le problème des immigrés.

Est-ce que vous pensez que la marche « Pour l'égalité et contre le racisme » a eu une influence sur ce qui s'est passé chez Talbot?

Honnêtement, je ne sais pas. Ce qui est sûr, c'est que la marche a secoué au moins la gauche. Elle a permis aux non-racistes de sortir de leur timidité. Elle a surtout posé le problème profond de la 2ème génération, ce qui me fait dire que le problème du retour n'est pas une revendication profonde des immigrés. Elle a ramené le gouvernement à la réalité.

La carte unique de travail et de séjour de 10 ans, qui a été une de nos revendications et celle de tous les immigrés, ne sert à rien si elle n'est pas accompagnée du droit au travail, et ceci sans limitation territoriale.



Travailleurs-Paysans dans le Loiret

Cet article a été écrit à partir de l'interview de deux militants du STPL (Un syndicat affilié à la CNSTP), dans la région d'Orléans.

Le 24 octobre, dans le cadre d'une manifestation nationale, les syndicats affiliés à la CNSTP intervenaient auprès des députés de gauche de leur département sur le problème des « 15 % ». Rocard venait en effet de fixer à 15 % le taux de représentativité nécessaire à la participation aux chambres d'agriculture, aux offices fonciers et d'aides financières. Cette mesure réduisait à néant la toute nouvelle « reconnaissance » des syndicats minoritaires.

▸ A L'origine du STPL (Syndicat des Travailleurs Paysans du Loiret) on trouve dans les années 70, les RAR (Recherche et Action Rurale, loi 1901) composés de militants « gauches » et d'ex-militants de la FNSEA et du CDJA, de membres des chambres d'agriculture, mutualité agricole et crédit agricole, de militants des MRJC et du PS. L'action de ces RAR portait d'une façon ponctuelle sur des problèmes fonciers ou d'orientation financière.

Depuis deux ans le STPL a tenté de se constituer en tant que représentant des contradictions qui traversaient le milieu paysan, en évitant la récupération politique (Cf Dossier agriculture dans des CA précédents). Fin 82 le STPL s'affilie à la CNSTP.

▸ Le ministère d'Edith Cresson pouvait laisser espérer un regard et une expression des intérêts des petits agriculteurs puisque l'entrée des syndicats minoritaires dans les chambres d'agriculture remettait en cause le monopole de la FNSEA.

Contrairement à la FNSP (proche du PS) prête à une cogestion avec le gouvernement, la CNSTP refusait de se lier les mains avec le pouvoir, insistant sur la nécessité d'une intervention autonome.

▸ Avec un seuil de représentativité fixé à 15 %, la CNSTP se voit évincée d'un certain nombre d'instances au sein desquelles elle avait l'intention d'apporter son point de vue, dossiers à l'appui. En effet, sur les problèmes fonciers, de l'aide à l'orientation de la production, sur les quantums et les prix différenciés , au sujet de la garantie des revenus et du statut des paysans, la CNSTP a élaboré de solides dossiers dont elle est prête à discuter avec le pouvoir : un mode « d'intervention » qu'elle aurait peut-être privilégié, si on lui en avait laissé la possibilité. Il ressort des projets de la CNSTP une agriculture plus autonome, moins coûteuse pour la communauté et de meilleure qualité. On peut illustrer ce point avec les subventions injectées dans les circuits des laits en poudre (pour l'élevage des veaux). Elles font de ce lait un produit très cher alors qu'elles suffiraient largement à organiser la production de « veaux sous la mère » (viande d'une autre qualité !) ; inutile de préciser que les plus-values dégagées de ce circuit n'arrivent pas dans la poche des paysans. La CNSTP envisage également une agriculture qui cesserait de piller le tiers monde.

La CNSTP était également prête à jouer son rôle de force de proposition sur le sujet de l'entrée dans la CEE de la Grèce et de l'Espagne. Projet auquel elle n'est pas opposée à condition qu'elle se fasse lentement et avec les garanties nécessaires au maintien de la vitalité des exploitations agricoles.

Si les négociations avec le pouvoir ne peuvent plus se faire dans le cadre d'instances officielles, une partie des projets économiques et politiques de la CNSTP trouvent encore un relais auprès de certaines fractions du PS.

▸ « C'est la guerre ouverte avec Rocard », tel était l'esprit des manifestations nationales du 24 octobre. Rocard a fait le choix d'une politique agricole de rigueur, productiviste, à deux vitesses , prête à sacrifier la petite agriculture en cas d'aggravation de la crise et qui trouve dans la FNSEA et les pontes de l'agro-alimentaire de très bons gestionnaires.

De plus, pour ménager les intérêts des puissants lobbies de l'agriculture, et s'assurer la paix sociale avec la FNSEA, Rocard sacrifie les syndicats minoritaires en leur imposant un seuil de représentativité de 15 %, espérant peut-être ainsi les contraindre à passer alliance entre eux (si pour les élections aux chambres, des listes communes ont pu être établies entre la CNSTP et la FNSP, on est loin d'une alliance entre les deux syndicats pour le moment).

Les manifestations de producteurs de porcs du 18 novembre à Carhaix en Bretagne, manifs organisées par la FNSEA, semblent montrer que le prix de la paix sociale n'est peut-être pas encore assez élevé.

Toutefois, à l'heure qu'il est, le dossier des « 15 % », sous la pression des manifestations du 24 octobre, serait en train d'être réexaminé dans le cabinet Mauroy. Malgré ce succès relatif, la CNSTP n'envisage pas d'autres actions de ce genre prochainement.

▸ Dans le Loiret le STPL a 80 adhérents et d'après les élections aux chambres représente 1000 agriculteurs. Pendant un certain temps, la baisse du taux de syndicalisation à la FNSEA et au CDJA a profité aux syndicats minoritaires qui voient eux-aussi leurs effectifs diminuer aujourd'hui.

La CNSTP est surtout représentée chez les petits producteurs d'élevage dans le gâtinais, chez les arboriculteurs et viticulteurs du Val de Loire.

Le STPL se bat actuellement pour garder un moyen d'expression *le cultivateur du Loiret,* journal distribué depuis 20 ans à tous les agriculteurs du département, géré et financé par la Chambre d'agriculture, le Crédit Agricole, et la Mutualité agricole. Après l'entrée dans les chambres des syndicats minoritaires, la FNSEA a magouillé pour supprimer *le cultivateur* et créer un nouveau journal dont elle aurait le total monopole et ce avec l'accord complet du ministère.

Ce moyen d'expression aurait été d'autant plus intéressant pour le STPL que seul la FNSEA et le CDJA reçoivent de la part de l'ANDA (Association Nationale pour le Développement Agricole, tenue par la FNSEA) de grosses subventions au titre de la formation professionnelle qu'ils assurent et orientent. (Le budget national accordé à la FNSEA est de 5 milliards/an, la CNSTP qui demande 50 millions s'est fait jeter). Il se pourrait que le jour où sortira *Agri 45* (le successeur du *Cultivateur*), le STPL passe à l'action directe.

A l'heure où l'avenir de la petite agriculture est de plus en plus incertaine : Sera-t-elle tout à fait sacrifiée ? où fera-t-elle l'objet de mesures « humanitaires » dans le cadre d'une agriculture à deux vitesses (cf tous les projets d'aménagement touristiques qui en zones de montagne maintiendraient quelques agriculteurs pour « l'entretien » de la nature).

Les revendications de la CNSTP concernent 80 % du monde agricole mais ont à lutter contre plus de 20 ans de monopole de la FNSEA, l'isolement de chaque agriculteur sur son exploitation, pour se faire entendre. Sans compter les « trahisons » du gouvernement PS.

Entre un gouvernement socialiste qui ne le soutien plus et un syndicat majoritaire représentant les intérêts des gros, les militants du STPL semblent actuellement se trouver dans une impasse.

Et pourtant, placés au pied du mur par le gouvernement socialiste, les agriculteurs, au-delà de la politique politicienne et de l'opposition idéologique gauche/droite, devront se poser la question d'une production liées aux besoins réels, avec un tiers monde à prendre en compte. ●

Face aux applications du Protocole Education - Armée : Résistance !

Semaine d'action 14 au 21 mars

Dans le cadre de la militarisation galopante de la société française le protocole " Armée - Education ", simple maillon de la chaine a une place de choix. Face aux applications intensives de ce protocole par l'armée, la lutte contre la militarisation de l'école sans être exclusive doit être une de nos priorités cette année.

CASTRES, UNE NOUVELLE RACE D'ENSEIGNANT : LE PARA INSTIT.

UNE APPLICATION DIRECTE

Les faits :

Le secrétariat d'Etat aux rapatriés décide d'un soutien scolaire aux enfants harkis. Ce soutien doit s'appliquer à toute la scolarité primaire puis jusqu'en troisième. Les enfants seront ensuite orientés prioritairement vers des carrières militaires ou de l'administration. Ce soutien a été testé l'année passée dans une trentaine de départements. En septembre, la municipalité de Castres est contactée et donne son accord pour offrir des locaux.

L'enseignant ? Le Para instit !

C'est un parachutiste appelé, enseignant dans le civil, qui dispensera les cours en dehors des heures scolaires.

Extension de l'accord :

Sous l'influence de l'IDEN l'accord est étendu à tous les enfants arabes en difficulté pendant les heures scolaires à l'intérieur même des écoles.

Le para-zite n'enseignera pas ?
Les réactions :

Dès la connaissance du projet, le Collectif d'Enseignants Tarnais opposés à la symbiose envoie un 8 pages traitant de cette affaire particulière et du protocole en général dans tous les établissements scolaires du département. Il dénonce cette initiative crapuleuse et appelle au boycott.

Grâce en particulier aux camarades de l'EE, la cantonale de Castres vote le 8 novembre 1983 une motion condamnant cette intrusion. Le 9 Novembre, le Conseil Syndical à l'unanimité la vote aussi. Il est bon de rappeler que dans le Tarn le SNI avait pris position pour le protocole.

A l'heure actuelle, 3 des 4 écoles contactées refusent l'intrusion du para-instit. La quatrième, elle, ne semble pas s'y opposer malgré la consigne syndicale. Mais l'armée s'abstient pour le moment d'envoyer le para. Il interviendra sans doute de l'extérieur...

Affaire à suivre...

Affaire scandaleuse

Cette affaire est révoltante à bien des niveaux

— apporter un soutien quel qu'il soit à des harkis seuls implique la reconnaissance des « bons » et des « mauvais » arabes ; c'est un acte raciste. Il est déplorable qu'une municipalité socialiste se soit associée à un tel projet.

— comment ne pas s'indigner devant un soutien qui, dès le C.P (6 ans), vise à une orientation vers des carrières militaires ou de l'administration ?

— comment tolérer la présence d'un para enseignant, fut-il appelé, dans les écoles ?

Que l'on ne vienne pas nous dire qu'il rend bien service, les chômeurs auxquels il usurpe un poste n'en diraient pas autant.

Qu'il est inoffensif ? la familiarisation d'un enfant à la présence militaire relève du conditionnement.

Que ce n'est pas un vrai militaire ? tout militaire, engagé ou appelé rend des comptes à ses supérieurs.

Une telle ingérence dans l'enseignement est inacceptable !
Mais poussez pas, y'en aura pour tout le monde...

Cette application malheureusement, ce n'est pas la seule, et on assiste dans toute la France à une intensification :

— Visite de bases militaires, d'écoles de l'Armée de l'Air par des groupes d'élèves accompagnés de leurs enseignants.

— Conférence de l'Institut des Hautes études de la Défense Nationale en direction des enfants, des parents, et des enseignants.

— Journées « Sport-Armée-Jeunesse »

— Projection de films de propagande militaire dans les lycées.

— Rapprochement Armée-Ecole tenant dans l'organisation d'un PAE (Projet d'Action Educative) associant : une classe de 5ème du Collège de Meulan (Yvelines) et de la base militaire de l'Alat (Mureaux-Yvelines), projet visant des objectifs pédagogiques, géographiques, historiques et civiques (cf. « Armée d'aujourd'hui » — Mai 83).

De la guéguerre pour de rire...
à la guerre pour de vrai !
Une entreprise manipulatoire

Toutes ces séances, conférences, visites... sont censées « mieux faire connaître l'armée à nos élèves ».

Autant dire que cette entreprise visant avant tout à familiariser l'élève à la vie des unités et à « celle » de leur équipement, est dangereusement manipulatoire.

Quoi de plus facile que d'enthousiasmer un enfant — un véritable cadeau de noël ! — en lui présentant un modèle d'identification sophistiqué, puissant, organisé... et pour l'instant inoffensif ! Car ce militaire en service, informe son jeune public dans un pseudo contexte de paix. Ce que, en contre partie on ne dit pas, ne montre pas, ce sont les souffrances qu'engendre l'arme qui tue et son utilisateur « en temps de guerre ».

Ce protocole est donc en profonde contradiction avec un des objectifs de ce que devrait être l'éducation, c'est à dire : former l'esprit critique et le jugement de l'enfant, par des expériences et des informations les plus diverses possibles.

Esprit de défense es-tu là ?

Plus inacceptable encore est le fondement même du protocole d'accord : « Développer l'esprit de défense, au delà de la simple connaissance des événements et des activités militaires ». (cf. BO n° 35 - 3 - I)

Que peut signifier « développer un esprit de défense », dans l'atmosphère actuelle de tensions internationales, (réveil de la guerre froide, multiplication des conflits locaux...) ?

N'est-ce pas de fait, pour l'enseignant, accepter et rendre acceptable par l'élève, l'idée même d'un conflit et de son caractère inévitable ?

N'est-ce pas, en d'autres termes, préparer l'élève, « futur citoyen responsable », à prendre part avec résignation ou enthousiasme à ce conflit ?

Amnesie « diplomatique »

La mémoire nous fait-elle défaut ?

... Alors qu'outre Rhin le pangermanisme bénéficiait d'appuis officiels dans l'armée et l'enseignement, en France, le nationalisme qui connaissait un regain de faveur parmi la jeunesse, précipitera la marche à la guerre généralisée.

L'esprit de défense d'alors se nommait « Esprit de revanche ». J. Jaurès défendant la cause de la paix, était assassiné. Nous étions en 1914 !

L'institution militaire, elle, se souvient avec nostalgie... de l'heureux temps des bataillons scolaires.

Bataillons scolaires

Entre 1870 et 1914, quand manœuvrent dans les cours d'école les bataillons scolaires, la Nation toute entière est marquée par une reconstruction, un effort, un essor aussi et la conscience qu'il faut préparer le moment où l'Alsace-Lorraine pourra réintégrer l'ensemble national. La menace extérieure est perçue fortement.

Les enseignants insufflent naturellement l'identité nationale, le sentiment d'appartenance, la force du devoir de défense; les cadres militaires parachèvent non moins naturellement cette éducation lors de l'accomplissement des obligations militaires, rite de maturité et d'insertion adulte dans la communauté nationale alors peu discutée. Enseignants et cadres militaires op

"armées d'aujourd'hui" n°80 mai 1983

Et pourquoi ne pas « insuffler » naturellement les éternelles valeurs « Travail-Famille-Patrie » qu'un Maréchal aimait à entendre scander par les petits enfants des écoles ?

Non, l'école ne sera pas le lieu où l'on préparera la prochaine guerre,
REFUSONS toute concrétisation des objectifs de ce protocole.
DEMANDONS L'ABROGATION pure et simple du protocole.
ORGANISONS la résistance.

Un moment fort de la résistance à la Symbiose
LA SEMAINE NATIONALE D'ACTION DU 14 AU 31 MARS

Toute la semaine actions à l'initiative des groupes locaux.
Le mercredi de clôture actions dans les chef-lieux d'académie.
Une affiche nationale.

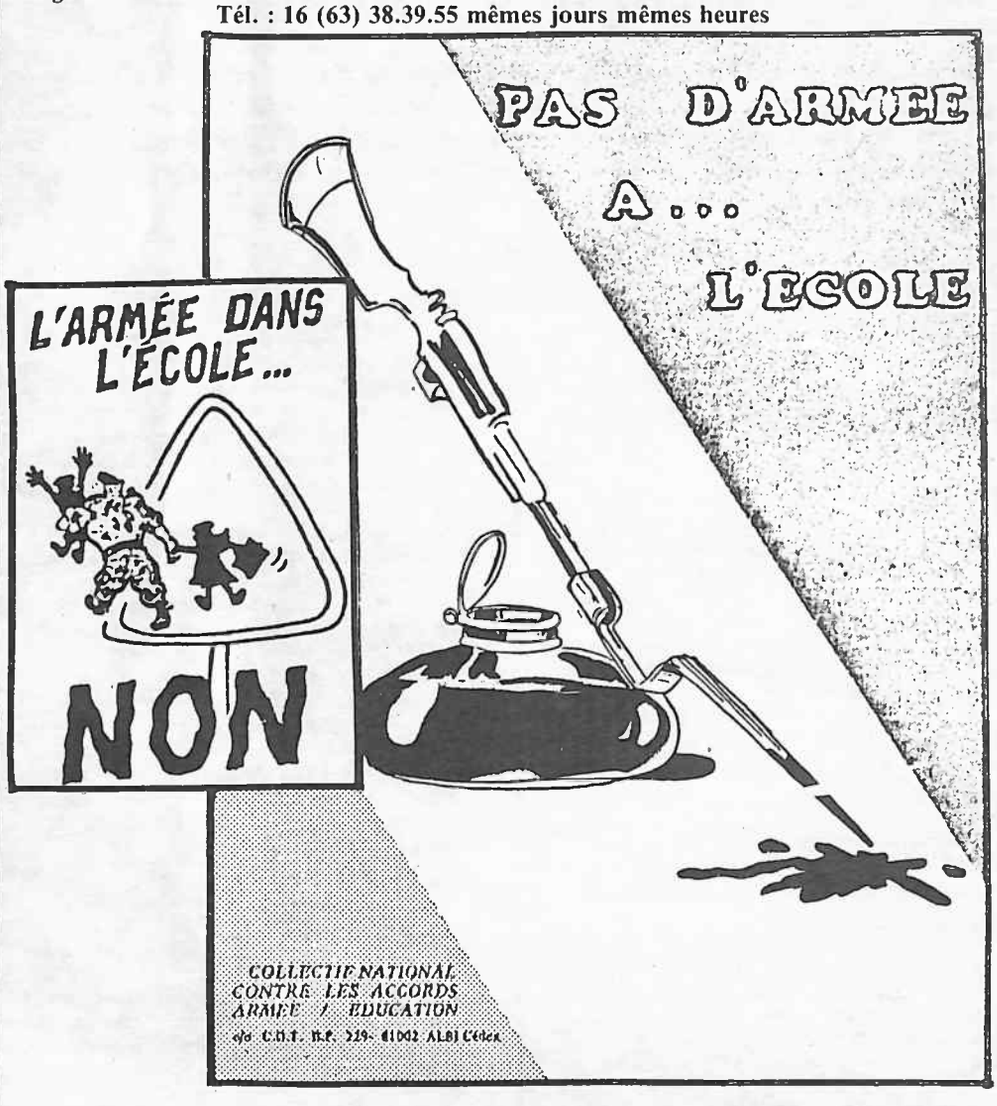
DU MATERIEL POUR LA SEMAINE... ET POUR LE QUOTIDIEN

Une affiche 3 couleurs 45/64, 80cts l'exemplaire. Chèques à l'ordre de Mireille Peloux. Collectif d'opposition au protocole Hernu-Savary. BP 5006 St Jean. 69245. Lyon cédex 01.

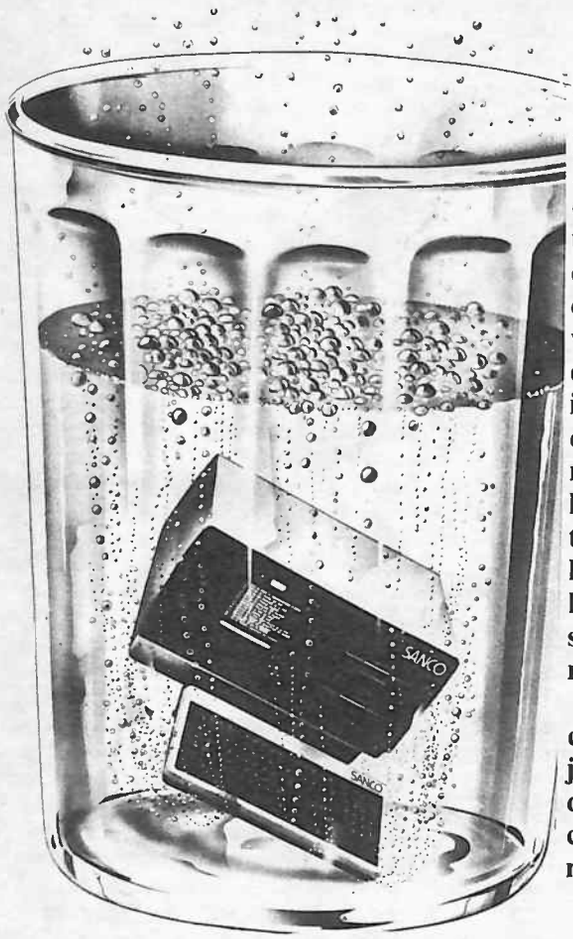
Un diaporama sur le protocole. Durée 15 mn. Location 150 francs. Vente 600 francs port compris. Collectif Hernu-Savary c/o l'En dehors, 46 rue du Mirail 33000 Bordeaux.

Autocollants : 2 couleurs. 60 francs les 10. 200 F les 50... COT BP229. 81002 Albi. Chèques à l'orde de l'APEL.

Enfin LE RAMASSI D'INFOS nouveau est arrivé. 40 pages, outil indispensable à la lutte. 10 Francs plus port (6.30). Abonnement : 50 francs. Commandes au COT, qui par ailleurs se charge de la coordination nationale : Permanence tous les mercredis de 17 à 19 heures. Tél. : 16 (63) 38.39.55 mêmes jours mêmes heures



AUTOUR DE LA CRISE



Nous ne pensons pas que ce soit autour d'un savoir économique, ou à partir de quelque savoir que ce soit, que se constitue le projet libertaire. Mais la question de la crise qui traverse nos sociétés depuis dix ans est devenue si présente dans les esprits, où elle apparaît comme une fatalité, un cataclysme naturel, qu'il nous apparaît intéressant de creuser la question. Il n'est pas possible, ni pour nous, ni pour qui que ce soit d'autre, de tenir à son sujet un discours exhaustif, d'énoncer de grandes vérités, de dire que la crise est ceci, cela, etc. Il est maintenant évident que tout le monde patauge dans les problèmes économiques, les plus informés, les spécialistes, les autorités politiques naviguent aujourd'hui dans le brouillard, les prévisions ne sont guère crédibles au-delà de six mois. La bateau ivre tangue sur la mer agitée, et les hommes politiques, les médias, tout ce nouveau clergé du monde moderne assume les fonctions traditionnelles des églises : quand la vie devient plus dure et que l'action dans la réalité apparaît comme impossible, les professionnels de l'imaginaire bercent les peuples : demain ou après-demain tout va s'arranger, en attendant il faut être sage, il faut écouter, il faut obéir, nous savons où nous vous conduisons et c'est pour votre bonheur...

Dans cet article, il s'agira de voir quel discours est tenu sur cette crise, quels phénomènes sont repérables, quelle logique est à l'œuvre. Le journal « Le Monde » a publié en décembre un dossier spécial : « dix ans de crise », qui est un recueil d'articles publiés dans « Le Monde » au cours de ces dernières années. Nous l'utiliserons librement pour éclairer notre lanterne dans ces ténèbres.

Nous suivrons d'abord à la trace les analyses du « Monde », en les résumant pour nos lecteurs.

Le phénomène mondial

Une crise longue, commencée il y a plus de dix ans et qui se poursuit encore, entraînant une aggravation prodigieuse du chômage, une détérioration profonde des paiements extérieurs, la hausse des prix qui persiste au début malgré la crise et tend à reprendre avec toute relance même modérée. Nous avons là un phénomène mondial : la crise touche les pays capitalistes développés, un ralentissement général se manifeste dans les pays de l'Est, le tiers monde s'enfonce dans la faillite. Devant cette détérioration planétaire, l'absence d'un minimum d'ordre, de concertation mondiale empêche toute possibilité de remède. Il n'y a pas de solution nationale possible et les diverses autorités nationales rivalisent entre elles (accentuation des compétitivités, guerre des marchés). Les princes qui gouvernent, les maîtres de l'industrie se déchirent et tous continuent à patauger.

L'histoire ne se répète pas

La crise actuelle, selon *Le Monde*, diffère de celles qui l'ont précédée . Toute une série de phénomènes font penser à la crise de 29 (l'endettement qui atteint des niveaux record, la baisse de rentabilité du capital, la hausse des taux d'intérêt, les faillites, le chômage, la montée du protectionnisme).

Mais une série de différences majeures distinguent la crise actuelle de celle de 29.

Le fait initiateur

En 29, celui-ci est boursier. Le jeudi noir il y a effondrement de la pyramide des crédits. En 73-74, il n'y a pas de moteur boursier, mais une série de phénomènes mondiaux qui se conjoignent (avec le premier choc pétrolier entre autres).

L'intensité

En 29, par exemple, la production industrielle a fléchi de 50 % aux USA (dans un temps comparable, maintenant seulement de 10 %). Le chômage aux Etats-Unis a rapidement atteint 25 %.

Dans les années 30, il y a aussitôt *une baisse générale* sur la production, les cours de la bourse, les matières premières, les prix, les revenus des ménages. Cette fois (en 80, date de l'article), les prix tendent à monter, les revenus des ménages dans cette phase sont maintenus.

Dans les années 30, *il y a absence de prévisions sérieuses et d'interventionnisme des Etats* et aucun effort de concertation.

Enfin, les pays du tiers monde étaient alors des colonies sans aucune autonomie et la dimension économique de *l'URSS* négligeable. Aujourd'hui, ils entretiennent des pressions sur les matières premières, sur les débouchés, sur l'industrialisation.

Enfin, le rôle du dollar. En août 71, Nixon a décidé la non convertibilité du dollar en or. Le dollar devient une monnaie de référence mondiale, et il devient cause de catastrophes financières. Quand le dollar augmente de 50 %, il faudra 150 unités de la monnaie nationale pour acheter la même quantité de marchandises, là où auparavant, il en fallait 100.

La crise structurelle

En fait, le choc pétrolier de 73 (et les autres phénomènes conjoncturels qui l'accompagnent), tout comme les difficultés monétaires qui suivent, après 71, la décision des USA sur l'inconvertibilité du dollar en or, apparaissent comme des phénomènes secondaires. Ils ont été regardés comme des causes de la crise, alors qu'ils en étaient les conséquences.

En fait, l'élément majeur apparaît être *le craquement dans l'industrie.*

Les craquements dans l'industrie, perçus avec retard, ont précédé choc pétrolier et difficultés monétaires.

Les déchirures du tissu industriel commencent à se dessiner entre 1967 et 1971, et à l'origine de ces ruptures, on trouve les grandes économies occidentales (réduction des rythmes de croissance, effondrement de branches, accentuation de l'interdépendance des économies nationales). Toutes connaissent un affaiblissement relatif du secteur industriel. Emploi et investissement trouvent refuge

dans le secteur tertiaire. Baisse des gains de productivité, fléchissement des investissements...

La crise apparaît comme une crise *du secteur industriel des pays capitalistes développés.*

Quelque chose ici pointe son nez. Les origines de la crise dans les dernières années de la période de croissance. La baisse de rentabilité du capital est liée à une modification de la répartition de la valeur ajoutée. L'augmentation des salaires et l'amélioration de la protection sociale, *obtenues sous la pression de classe* qui caractérise le mouvement revendicatif-réformiste des années 60 et qui s'accentue autour de 68,auront pour effet d'accentuer les difficultés du système.

Dans la valeur produite, une partie plus grande va aux salaires, une plus faible aux profits. D'où les réactions du patronat à investir moins puis à substituer la machine à l'homme pour relever la productivité et la rentabilité du capital investi.

Un autre moyen pour pallier ces difficultés : les multinationales s'installent dans le tiers monde où elles trouvent une main-d'œuvre qu'il est plus facile d'asservir, des travailleurs plus mal payés, une protection sociale rudimentaire. Derrière les schémas et les équations des économistes, c'est la vieille lutte entre le capital et le travail qui se montre.

Les analyses divergentes

Les économistes, les spécialistes avaient toute une série d'analyses théoriques peaufinées d'où ils avaient coutume de tirer des propositions d'action pour les pouvoirs en place.

Ces analyses et ces propositions théoriques vont s'effondrer dans la réalité de la crise. Les tentatives de *relance keynesienne* (Mauroy 81) par creusement des déficits budgétaires et relance de la demande, dans une économie ouverte sur l'extérieur, fait croître les importations, c'est-à-dire soutient l'emploi chez les autres et creuse la dette. Si elle s'accompagne du protectionnisme, elle appelle des mesures de rétorsion. Elle échoue.

Les politiques de *freinage monétariste* qui en sont l'inverse, tombent dans des contradictions contraires et se voient aussi peu susceptibles d'être appliquées rigoureusement.

Les politiques de *socialisation accentuée* qui, par voie de nationalisation, prétendent être en mesure de mettre en place une volonté capable d'agir sur l'investissement et la dynamisation de l'industrie, soumettent en fait les entreprises à des interventions administratives, à des stratégies politiques qui les coupent de la réalité industrielle, entraînent des distorsions qui deviennent rapidement invivables.

A l'autre bout, *le retour au libéralisme* (Reagan, les libertariens...) ne peut pas être mis en œuvre. Aux Etats-Unis, l'amputation des budgets publics reste limité, il n'est pas possible de supprimer réellement les acquis sous peine de mécontentement, les politiques de défense exigent des sommes énormes, etc.

En fait, toutes ces belles analyses et ces modèles d'intervention théoriques restent théoriques, savoir de professeurs, et dans les faits, on applique tout autre chose. **Devant la crise, le discours économique se révèle impuissant.**

La réalité s'impose

La réalité présente des contraintes de plus en plus nombreuses. Le pouvoir politique est de plus en plus captif des groupes sociaux qui s'accrochent aux acquis, le relais de ces pressions par les médias en accentue la force. Les économies nationales sont soumises à la puissance des contraintes de l'économie internationale qui s'accentuent.

Les Etats appliquent alors des politiques entièrement pragmatiques. La relance française de 81 débouche sur un plan d'assainissement devenu inévitable. Reagan laisse aux vestiaires son libéralisme économique et applique des recettes traditionnelles contradictoires avec son projet. Le projet d'amputation des budgets sociaux laisse de côté celui de la sécu pourtant au bord de la faillite (là-bas comme ailleurs).

Tout compte fait, sa politique est à peu de choses près la même que celle des socialos.

Derrière le cache-sexe des prétentions économiques, l'action des gouvernements glisse vers un seul mot d'ordre, une seule obsession qui va faire l'unité par-delà toutes les références doctrinales et tous les clivages politiques : COMPÉTITIVITÉ.

Les pouvoirs politiques sont entraînés à satisfaire les exigences de la concurrence et du profit et à soutenir « la ronde faustienne des techniques ». **De fait, l'Etat n'a plus d'action autonome sur l'économie. Il devient un agent immédiatement au service des mouvements du capital. Et ces mouvements se développent de façon concurrentielle, comme une logique immanente au système, sans que personne ne soit en mesure de contrôler quoi que ce soit.**

Le retour aux solutions traditionnelles

Les politiques d'austérité s'imposent elles-mêmes. Il faut détruire le capital en excédent (fermetures d'entreprises, stocks au rebut), ouvrir de nouveaux marchés (nouveaux gadgets, nouvelles industries juteuses). Il faut rétablir la rentabilité du capital en infligeant des défaites au mouvement ouvrier organisé et par surexploitation de la main-d'œuvre.

Le coût payé par le monde du travail va être lourd : chômage, relèvement des salaires amputé par la hausse des prix, pressions pour accroître la productivité du travail, extension du taylorisme au travail de bureau, extension du travail en équipe avec équipes de nuit à de nouveaux secteurs, offensive du patronat pour faire éclater le monde du travail avec augmentation de la précarité chez les jeunes, les femmes, les vieux, les immigrés, par le développement de la sous-traitance, de l'intérim, l'emploi de vacataires et de contractuels.

Il s'agit bien, pour les classes dominantes, de **reconstruire des conditions adéquates d'exploitation**. Et là encore, derrière un discours prétendument neutre et savant, œuvrant au bien commun, apparaissent des pratiques d'asservissement, de division, de domination, la mise en jeu de rapports de force.

La crise de l'Etat providence

La protection sociale en question.

Dans ces conditons, il apparaît un *seuil critique* de la protection sociale. Malgré la crise, la part de la sécu a continué à croître dans le P.I.B. de l'ensemble des pays de la C.E.E. Elle était de 12 à 18 % du P.I.B. à la fin des années 60, en 70 de 13 à 21 %, en 80 de 21 à 31 %. A partir d'un certain niveau, la pression fiscale et sociale entraîne des phénomènes négatifs (fraude, troc, travail clandestin).

La dernier rapport de l'INSEE (Libé début janvier) annonce, d'ici 88, malgré une croissance extrêmement faible en France, une augmentation de plus du double du coût de la protection sociale. prélèvements obligatoires.

La sécu est malade de la crise. Le déséquilibre devient inquiétant entre:

— d'une part, les recettes qui baissent (la croissance du nombre de chômeurs fait autant de cotisants en moins qui doivent être indemnisés et le freinage des salaires se traduit par une baisse des cotisations).

— de l'autre, des dépenses qui augmentent: il n'y a pas de régulation ou de frein des dépenses hospitalières, il y a une croissance des allocations chômage, des pensions, des retraites anticipées.

D'où toute une série de prescriptions amères, mesures de freinage ou réduction des dépenses. Le poids des prélèvements devient critique et la plupart des pays préparent des réformes restrictives.

Le désengagement difficile de l'Etat

Pendant les premières années de la crise, elle a été gérée par la croissance des dépenses collectives, dépenses publiques, aides à l'emploi, endettement.

Cette «socialisation» a aggravé les déficits, le retournement apparaît alors avec les politiques d'austérité. Après cette période d'engagement des Etats, de creusement des déficits, c'est le retour à une volonté de stratégie libérale, avec appel à l'initiative individuelle, au désengagement de l'Etat, d'où, dans cette logique, l'apparition de *politiques budgétaires restrictives. Mais partout aussi, ces politiques budgétaires restrictives ont dû être assouplies. La politique de réduction de Reagan n'a pas empêché la progression des dépenses publiques (indemnisation des chômeurs, service de la dette publique, croissance difficilement contrôlable des dépenses de santé, crédits de défense en hausse)*

Ici encore, derrière les calculs économiques, apparaît le jeu des rapports de force: toute suppression trop accentuée de la protection sociale se traduira par des risques de troubles sociaux.

Un monde en mutation

Une *évolution irréversible* se dessine. C'est bien la fin de 30 années de croissance ininterrompue. Le monopole de la fabrication des produits manufacturés par les seuls pays occidentaux a disparu. Il faut investir le capital dans les industries de pointe, user des mutations technologiques (électronique, robotique, biotechniques), pour obtenir de nouveaux gains de productivité, investir massivement dans la recherche et le développement.

En France et en Europe, commence *l'effondrement des industries traditionnelles,* effondrement lié à la concurrence du tiers monde où la main-d'œuvre est bon marché et à l'introduction des robots dans l'appareil industriel au Japon et aux USA. Le risque de désindustrialisation apparaît avec l'hypertrophie croissante des services par rapport à l'industrie (mais les gains de productivité sont moins importants). L'emploi industriel décroît et les services ne prennent pas la relève en matière de création d'emploi d'où les risques de rupture.

Le travail en question

Il y a peu de choses dans ce dossier du *Monde* sur la question du travail.

Le refus des tâches fragmentaires

Un phénomène ample et profond s'est répandu depuis la fin des années 60, et partout. Il y a rupture entre la réalité du travail industriel (fragmentaire et répétitif) et les mentalités (prolongation scolaire, développement des médias, concentration urbaine, changement culturel depuis 68). Il est apparu un besoin de liberté de choix et d'expression individuelle.

Encore une fois, cette nouvelle relation au travail avec les effets qu'elle a eus au niveau de l'abstentionisme, de la fuite de l'usine par une fraction des jeunes ouvriers, par les résistances qu'elle a créées dans les entreprises, les nouvelles revendications et les nouvelles exigences qui sont apparues dans les années 60, cette relation nouvelle au travail ne peut pas non plus ne pas être mise en relation avec les rapports de force entre classes sociales dans le champ du travail.

Le recentrage des centrales syndicales

Dans tous les syndicats européens se manifeste un malaise général. Eux aussi sont victimes de la crise. Les effectifs baissent avec le chômage et la récession, les centrales se trouvent partout confrontées aux politiques de rigueur. Les faits l'emportent sur les différences historiques, les considérations politiques, que le pouvoir soit de droite ou de gauche. Des décennies de consensus et de pratique de collaboration, liés aux modèles du temps de la croissance, au temps de l'amélioration constante des salaires et du niveau de vie, les structures qui en résultaient, etc., tout cela crée dans les syndicats une désorientation et une impuissance qui se traduisent par la baisse de leur audience et de leurs effectifs.

La montée des périls se précise

— *A l'Est,* les pays du glacis soviétique traversent une crise sans précédent (à l'origine, crise de l'énergie et augmentation du prix du pétrole). Les dirigeants s'en sont tenus au caractère provisoire de la crise pendant deux ans «une ère d'instabilité s'est ouverte et tout porte à croire qu'elle sera durable, même si les mécanismes de contrôle et de répression l'empêcheront pendant longtemps encore de déboucher sur des bouleversements politiques» (dixit *Le Monde*).

— *Au Sud :* la division du monde entre la minorité des peuples solvables et la majorité croissante des insolvables qui supportent de moins en moins bien d'être exclus du banquet de la vie ne peut que prendre des proportions explosives.

— *A l'Ouest :* on annonce 34 millions de chômeurs dans l'ensemble des pays de l'OCDE pour 84. Aggravation liée au ralentissement de l'activité, aux difficultés de la restructuration, à l'émergence de nouveaux pays. Si l'actuelle reprise aux USA se révèle conjoncturelle compte tenu des déficits du trésor américain qu'il faudra bien combler, la montée du chômage risque de continuer encore.

Risque de guerre : la guerre commerciale s'appuie aujourd'hui sur une guerre monétaire et risque de déboucher sur un conflit militaire. Les dépenses militaires peuvent prendre une place de plus en plus importante dans la panoplie concrète des moyens de relance (à partir de 35-36 en Allemagne sous l'impulsion des nationaux-socialistes, les politiques d'armement à outrance ont fourni des emplois). Après 45, l'importance des dépenses militaires est aussi décisive pour le plein emploi. Les complexes militaro-industriels ont joué un rôle essentiel dans les 30 ans de croissance. *Le Monde* s'interroge : « Y a-t-il une fatalité de la guerre ? »

Ou relance mondiale ? C'est la conclusion du *Monde*. Le rôle de l'Etat-nation keynesien, capable de créer une nouvelle propension à consommer pourrait être tenu au niveau international par la Banque Mondiale ou le F.M.I. dûment réorganisé, il y a des foules de consommateurs en puissance dans le tiers monde.

On ne peut s'empêcher de penser devant une telle proposition que si la relance keynesienne était possible dans le cadre de l'Etat-nation, c'est que l'unité de cet Etat préexistait à la crise (29), aujourd'hui au niveau international, il n'y a rien de tel.

Le Monde, sans doute plus lucide que nos gouvernants, n'entonne pas le couplet bien connu sur les nouvelles branches porteuses créatrices d'emplois et de nouveaux besoins.

Nous avons suivi d'aussi près que possible le texte même du dossier du Monde en le citant la plupart du temps, afin de le résumer pour ceux qui n'auraient ni le temps ni l'envie de lire tous ces articles longs et touffus. Maintenant, nous pouvons y ajouter quelques commentaires.

Première réflexion à la lecture de cette série d'articles :

Le discours économique.

Les discours qui sont tenus sur la crise sont avant tout des discours d'économistes. Patronat, forces politiques, Etats, forces syndicales reprennent tous des modèles et des schémas d'analyse avec des relations de cause à effet qui émanent de la logique économique, c'est-à-dire du maniement d'un système de notions élaborées par les économistes. Et plus la crise devient évidente et grave, plus les discussions économiques deviennent omniprésentes.

L'économie politique essaie d'établir une logique dans tous ces phénomènes pour arriver à des analyses *calculables, chiffrables,* d'où le caractère à prétention scientifique de ce discours et ce qui en découle, le caractère apparemment implacable et irrévocable de ses conclusions.

Mais tout cela apparaît bien plus comme la fonction de ce discours. Les données économiques sont des outils, des instruments aux mains des forces sociales, des Etats, etc., pour *maîtriser* une situation, une conjoncture donnée, pour permettre au système dont parlent les économistes de perdurer, de se transformer à l'intérieur du cadre fixé par cette logique (celle de la concurrence, du marché, de l'Etat, etc.).

L'économie met en évidence une série de phénomènes, une série de relations chiffrables et maîtrisables. Mais elle considère que cela est fondamental dans la réalité sociale, que c'est cela la réalité même. Bien au contraire, ce qui apparaît évident c'est que ces discours **isolent, abstraient de la réalité** ce qu'ils peuvent en maîtriser et font passer cela pour la réalité même. Ce qui leur permet de considérer tout le reste, les larmes, les souffrances, les luttes, les révoltes, la réalité du travail et du chômage comme ils sont vécus, la réalité des privilèges des groupes dominants, comme quelque chose d'insignifiant. Mais cela n'est insignifiant que dans leur discours réducteur, car c'est là la fonction de ce discours, d'occulter, de réduire à des schémas logiques pour les maîtriser, tous les phénomènes propres aux luttes sociales. Ainsi, derrière ce discours économique, ce qui apparaît, c'est par exemple la pression du mouvement ouvrier réformiste pendant les 30 ans de croissance, pression constante, continue pour l'augmentation des salaires et l'amélioration de la protection sociale. Et cette pression entraîne des modifications sur la répartition du produit, sur la part qui vient aux salaires et celle qui va aux profits, se traduisant en une cause de la crise dans ses effets. Ainsi la crise du travail de la fin des années de croissance, la montée de l'absentéisme, le refus de l'usine par nombre de jeunes travailleurs, les difficultés nouvelles posées au patronat par les revendications anti-hiérarchiques, le refus d'un certain type de travail. Ainsi les difficultés posées aujourd'hui au système par la nécessité de réduire les dépenses sociales qu'il ne peut pas accomplir becaûse risque de résistance, voire d'explosion sociale...

De tous ces phénomènes qui courent sous le discours économique et qui déterminent pour une part ce dont il parle, le discours économique mesure les effets qui peuvent en être calculés et sur lesquels on va pouvoir jouer en tenant un discours prétenduement neutre et objectif, mais neutre parce qu'il a occulté le reste, parce qu'il l'a refoulé. Ce sont ces phénomènes qu'il faut réintroduire dans nos analyses.

L'origine de la crise

Cette crise est née des conditions dans lesquelles se développent les relations de travail durant la période de croissance (1945-1970). Après 45, les recettes keynesiennes et le développement du capitalisme moderne avec mise en jeu de la consommation dans les classes laborieuses permet à la fois :

— De satisfaire les exigences propres au maintien et au développement du système.

— D'établir entre les classes sociales, au niveau des rapports sociaux et non plus économiques, un *consensus* entre classes.

Après la guerre, les perspectives révolutionnaires ont disparu. Le mouvement ouvrier accepte la social-démocratie et le réformisme en matière syndicale. Les mouvements communistes (staliniens sous un discours révolutionnaire) sont les premiers à jouer le jeu.

Toute cette période est marquée par le consensus. Mais ce consensus n'est pas la fin de l'antagonisme social. Le mouvement ouvrier, bureaucratisé et réformiste tant qu'on voudra, n'en continue pas moins d'exercer ses pressions, mais il les exerce à l'intérieur du système. Les mouvements des année 60 (68 en France, l'automne chaud en Italie) apparaissent alors comme à la fois la poussée revendicative maxima à l'intérieur du système, à l'intérieur des règles du jeu de la croissance, et en même temps comme la révélation de nouvelles exigences ; c'est-à-dire de nouvelles formes de pressions, d'une nouvelle expression de l'antagonisme social. A cette époque, la transformation des mentalités, les nouvelles exigences de bien-être (claironnées par la pub, les médias, l'idéologie ambiante de la consommation) entrainent dans la jeunesse un refus de plus en plus important du travail, de l'usine. Ces deux phénomènes (maximum de la poussée revendicative et nouvelles exigences) se situent au niveau des rapports d'antagonisme, et dans des phénomènes comptables vont se traduire par la baisse de la productivité.

Le développement de la crise

Cette crise se déroule en deux temps. Le système a intérêt à ce que le consensus demeure. Au début, les solutions qui avaient servi lors de la crise précédente sont utilisées. Intervention de l'Etat, creusement des déficits, endettement, une sorte de négation pratique de la crise. Mais ces moyens trouvent finalement leur limite. Du fait de l'internationalisation des économies il ne peut pas y avoir de solution nationale. Tôt ou tard les politiques réalistes, l'austérité doivent entrer en jeu.

On entre alors dans la surexploitation du monde du travail pour rétablir des conditions favorables de productivité, il faut rétablir des conditions adéquates d'asservissement et d'exploitation. Le système essaie de faire passer pour une nécessité naturelle ce qui est la condition de sa survie et la mise en cause du consensus propre à la période précédente de la part du système, mise en cause pratique, réelle, se couvre du vieux discours du consensus et de ces justifications économiques. Et c'est bien la limite *actuelle* des politiques d'austérité. Le système présentement fait tout ce qu'il peut pour conserver l'ancien système de protection sociale, de couverture du chômage, etc., pour garder le consensus, tout en étant poussé par sa logique de le délabrer ; et son délabrement signifie en effet la rupture du consensus social et appelle tôt ou tard de la part de l'ensemble de tous ceux sur qui vont peser les nouvelles formes d'asservissement de masse, des résistances, des réactions, des luttes, des révoltes...

Les issues de la crise

La logique immanente du système le conduit à adopter certaines directions nécessaires à son sauvetage : l'émiettement du monde du travail, la surexploitation, d'une part. De l'autre, pour contrer les désordres susceptibles de se produire, un certain nombre de possibilités : le durcissement, voire la facisation progressive des Etats en place en jouant sur l'insécurité des gens. Insécurité bien réelle dans ce monde où revient la misère, mais insécurité déviée, déplacée, avec la recherche de boucs émissaires, l'arabe, le délinquant, le pédé, etc. et pour finir le déplacement à l'extérieur du bouc émissaire sur « l'étranger ». La guerre, le conflit militaire majeur qui remplirait en outre des fonctions économiques, se profile à l'horizon. Les relances réelles du système apparaissent de plus en plus incrédibles : une relance mondiale butera sur l'absence complète d'une autorité capable d'y travailler. L'idée d'une relance par de nouvelles technologies porteuses semble avoir fait long feu. Il faudra se contenter d'une relance partielle fondée sur l'idée d'une société duale, quelques branches fonctionnant bien avec un petit nombre de gens au statut garanti, et l'immense reste, condamné à l'incertitude, à l'inquiétude, au retour de la misère.

C'est à l'intérieur de ce monde, mais à l'extérieur de ces justifications économiques ou autres, qu'il appartiendra au mouvement révolutionnaire de soutenir et développer toute initiative de résistance et de lutte, où qu'elle émerge, sur le terrain économique ou sur un autre, pour favoriser la réapparition du sujet révolutionnaire.

UNE OPPOSITION EN BULGARIE ?

L'article qui suit nous vient d'un camarade bulgare en France qui connait bien la réalité de son pays. Il nous semble intéressant dans la mesure où la presse, quand elle se fait l'écho des problèmes dans les pays de l'Europe de l'Est, parle surtout de la Pologne, de l'Allemagne de l'Est, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, mais rarement de la Bulgarie. Le point d'interrogation sur une " opposition " dans ce pays, au niveau du titre de l'article, est de son auteur. Il nous paraît bien révéler une situation où, à notre connaissance (CA), l'opposition au régime se manifeste actuellement par des attitudes négatives de refus.

La Bulgarie est généralement connue grâce au yoghourt, au parapluie qui tue, la filière bulgare pour tenter d'assassiner le Pape et Walesa, et les vacances pas chères. Les personnes plus informées savent que c'est un pays de l'Est où, comme en Albanie, il ne semble pas y avoir d'opposition ni de samizdat. On peut s'informer sur tous les pays de l'Est dans des publications comme « L'Alternative », « Labor Focus », « Gegenstime », mais on ne trouve pratiquement rien sur la Bulgarie, et pas plus en Europe qu'en Amérique ou en Australie (où, pourtant, il se trouve des foyers d'émigrations bulgares).

Géographiquement, la Bulgarie se trouve dans les Balkans. Le pays a environ 100 000 km² et 10 millions d'habitants, comme Cuba, le Portugal et la Grèce.

Officiellement, le parti communiste n'est pas seul au pouvoir, comme le soulignait, en 1978, le secrétaire du PC français. Il y a un Front Patriotique de communistes et d'agrariens, plus précisément ce qu'il en reste, puisque les agrariens anti-communistes ont été emprisonnés et fusillés avec leur leader Nicolas Petkov, dans les années 1948-50. Ce Front n'est qu'une frêle façade sur le bunker communiste. Tous les courants politiques et culturels ont dû disparaître ou s'intégrer en perdant toute originalité dans le PC. Cette censure inquisitoriale jette une chape de plomb qui couvre tout. Le mouvement anarchiste, puissant jusqu'en 1948, a été interdit et persécuté.

Cette disparition de l'opposition politique ne s'est pas faite simplement. Il y eut des guérillas anti-communistes (les « gorianites »). Encore aujourd'hui, Amnesty International signale des cas graves d'infraction aux droits de l'homme, comme dans les autres pays de l'Est, ce qui démontre déjà que l'opposition existe.

Mais si tous les pays dépendant de l'URSS en 1944-45 s'y sont opposés à un moment quelconque : Berlin 53, Hongrie 56, Pologne 56, 70, 80-8?, Tchécoslovaquie 68, Roumanie plus ou moins mollement, sans parler de la Yougoslavie et de l'Albanie. L'unique exception est la Bulgarie : s'agit-il d'une passivité réelle du peuple bulgare ou d'une incapacité de vision des médias occidentaux ?

Les Balkans en général et la Bulgarie en particulier ont toujours connu au XX^{e} siècle une tradition de brutalité répressive. Le règne monarchique bulgare fit écraser aux canons une rébellion de soldats en 1918, fit renverser le premier ministre Stamboliski (dont le cadavre fut mutilé) en juin 1923 et emprisonner ses partisans. En septembre 23, les communistes qui n'avaient rien fait pour aider Stamboliski lancèrent un mouvement qui fut réprimé en quelques jours, avec plus de 20 000 morts. Contre la terreur de la droite, les anarchistes opposèrent des groupes de guérilla. Et même le parti communiste fit des attentats de « contre-terreur ». Le plus célèbre fut celui de la bombe qui explosa dans l'église « Sveta Nedelia » à Sofia, en tuant des dizaines de personnes. Le roi, qui était visé, n'était pas à l'heure prévue dans ce lieu. Le PC n'avait pas d'infrastructure de résistance et « à nouveau des milliers de communistes, d'agrariens et d'anti-fascistes sans parti furent tués sans jugement par des bandes fascistes enragées » (Kossev, Khristov, Anguelov « Kratka Istoria na Balgaria », Sofia 1962 p. 253). Le comble fut atteint entre 1941 et 1944 où il y eut 30 000 tués, avec le système des mutilations de cadavres, des têtes de guérilleros placées sur des pieux à l'entrée des villages « pacifiés » !

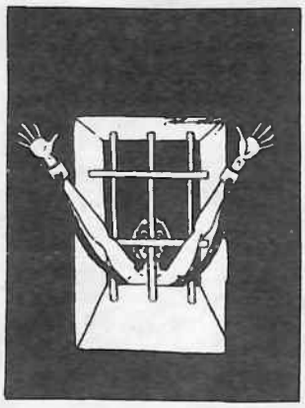
Cette tradition a été reprise avec brio par les communistes bulgares dans les années 44-47 : têtes coupées, prisonniers brûlés vifs dans les fours de la police précédente (Lavov most), etc., création de camps de concentration dans la tradition nazi-stalinienne (Bélène, île sur le Danube).

Actuellement, la répression a évolué : on ne brûle plus et Bélène n'a pas de camp de concentration. Mais il reste un climat de crainte qui est entretenu soigneusement :

— 1956 : tous les anciens détenus entre 1948 et 1956 sont à nouveau interrogés ou arrêtés préventivement, pour éviter la « contagion » de l'insurrection hongroise. Pour certains, la détention dure trois ans ;

— 1968 : suite au mai-juin parisien, tous les examens universitaires sont avancés d'un mois, et une préparation civique et militaire est instaurée pour les filles et les garçons de 16 ans ; ce système tombe ensuite en désuétude ;

— 1976 : l'émigration bulgare anarchiste publie une étude sur les détenus en



camps, en prisons et en cliniques psychiatriques, qui évalue leur nombre à 20 000. La même année, le régime redouble de surveillance. En 1978, un speaker de la BBC et de Radio Free Europe, le dissident Guéorgui Markov est assassiné par un parapluie empoisonné.

Ces faits globaux ne rendent nullement compte de la vie courante sur place. En me limitant à ce que je connais directement, je constate que depuis les années 68-69, les militaires et agents des forces de l'ordre ont délaissé la tenue civile pour se promener en uniforme et armés. Ce détail explique ce qui suit. La grève des ouvriers boulangers d'un quartier de Sofia en hiver 70-71, et la disparition des grévistes. Les familles ont été averties « qu'elles feraient bien de ne plus protester ». Le jeune qui déclare en avoir assez d'être contrôlé par la milice (le mot police est réservé aux pays occidentaux) dans la rue, et que l'on retrouve deux jours plus tard la nuit, avec tous les os systématiquement brisés. La majorité des gens est persuadée que les miliciens sont prêts à tuer tous les opposants, ce qui implique les sanctions habituelles sur les familles dans les pays marxistes-léninistes.

De plus, cette répression touche aussi les communistes dissidents, car une partie d'entre eux a tenté un coup d'Etat militaire en 1965 pour s'éloigner de la domination soviétique. D'autres tentatives ont eu lieu, comme un régiment de chars de Plovdid, vers 1972. Ainsi, depuis 1956, la milice est sur le qui-vive. Et il faut reconnaître qu'elle n'emploie pas seulement la brutalité.

Comme dans tous les pays marxistes-léninistes, la vie courante pose une série de problèmes importants : pouvoir s'approvisionner et faire réparer des objets courants, trouver une médecin sachant soigner vite, avoir un emploi dans des conditions normales, pour un occidental. Tout cela suppose des queues longues et éprouvantes nerveusement, des amitiés, des relations et du « piston ». Le système est basé sur la pénurie artificielle des articles d'usage courant, et la présence des denrées de luxe. Ainsi, depuis près de dix ans, on trouve des verres en cristal de Bohème presque partout, et jamais d'eau de javel.

Le résultat principal est que le régime communiste est exécré, mais en même temps, on ne peut rien obtenir sans un membre du Parti, sans avoir à lui verser un « bakchich » ou à lui rendre service. Et je ne connais pas d'exception à cette règle. Les autres conséquences sont évidemment : la lassitude morale, l'impression que toute protestation est vouée à l'échec, que la Tchécoslovaquie, la Pologne appartiennent à une autre planète. Et, pour un certain nombre, la course aux dérivatifs : les films de Louis de Funès, l'alcool, cultiver son potager pour avoir de quoi manger en hiver. Une minorité de jeunes se lancent rageusement dans le sport, la musique, dans toutes les spécialités que cela offre, pour avoir une chance de devenir un « spécialiste » et pouvoir obtenir un statut social meilleur et voyager avec des devises allouées par l'Etat.

Autre banalité des pays marxistes-léninistes : l'utilisation du nationalisme. La Bulgarie offre des minorités gitane, turque et bulgaro-musulmane (Pomatsi). Et le PC a ajouté une aggravation du problème traditionnel avec la Yougoslavie sur la question macédonienne. La Macédoine, de tradition bulgare, est maintenant une république de la Fédération yougoslave et les Macédoniens ne se sentent plus bulgares. Ils accusent même les Bulgares de maltraiter les Macédoniens se trouvant en Bulgarie. Les Bulgares, de leur côté, affirment ne pas vouloir la guerre, mais ne pas pouvoir abandonner un peuple d'origine bulgare. Autre épine nationaliste : les touristes grecs et turcs, yougoslaves aussi, que l'Etat bulgare encourage à venir en offrant des prix « dumping » pour gagner des devises. Mais dans le pays, le Parti (qui est l'Etat), fait courir le bruit très ostensiblement que la cause de la pénurie des articles courants est la présence de touristes grecs, etc.

Maintenant, il s'ajoute deux éléments relativement originaux dans la politique bulgare d'abrutissement des citoyens. Le premier est l'émigration à l'étranger : l'URSS pour les bûcherons (la Sibérie semble attirer peu les Soviétiques, mais 5000 Bulgares y sont), l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie pour certains techniciens. Mais la foule se précipite vers l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Lybie, l'Irak, la Tanzanie, parce qu'on y est payé en dollars, et qu'en deux ou trois ans, on économise autant qu'en dix en Bulgarie. C'est vrai, mais les conditions de travail sont pénibles. Et le revers de la médaille : la Bulgarie vend ses techniciens au prix le plus bas aux pays du tiers monde, un Polonais ou un Tchèque valent 30 ou 40 % de plus, et un occidental, plus du double. Et, astuce sublime : le salaire n'est pas versé

aux Bulgares travaillant à l'étranger, mais à l'ambassade qui transmet dans le pays un avoir dans les magasins du gouvernement (Corekom). Ainsi, la boucle est bouclée : le Parti contrôle la main-d'œuvre qui veut partir (seuls les « bons » y arrivent, ou ceux qui se sont assez rabaissés), et il empoche les devises, en vendant sa camelote à cette main-d'œuvre quand elle revient dans le pays.

Le deuxième point est le coup des « Dix léva ». Grosso modo depuis le mouvement polonais, l'Etat a décidé que tous les scolaires auraient droit à dix léva par mois, versés en mains propres à l'école, et cela sans aucune pression scolaire ou politique. Comme cela représente 10 % du salaire moyen dans le pays, le résultat est que la jeunesse sent que le Parti est pour elle, et que les parents sont des rabats-joie, des moralisateurs, des critiquailleurs. Comme par hasard, le nombre de discothèques s'est multiplié...

Toujours en liaison avec la Pologne, depuis 1980, le régime fait maintenant des efforts pour que la viande apparaisse plus souvent dans les boucheries, et de qualité moins ordinaire que par le passé.

L'opposition, concrètement, est visible dans le nombre de vols et de vandalismes grandissant dans le pays, de même que l'alcoolisme. Quand on vole et boit à ce point — comme en URSS —, c'est le que le régime est pourri. C'est un réflexe de manifestation politique indirect. Ce qui n'exclue pas les revendications nettes, comme cette villa détruite par un incendie criminel près de Sofia, parce que le propriétaire ne payait pas assez les ouvriers qu'il employait au noir.

Et que font les médias occidentaux ? De même que lorsque les anarchistes bulgares étaient en camp dans les années 50, ils se taisent. C'est aussi ce silence généralisé qui renforce la conviction des Bulgares que leur lutte éventuelle est inutile. Quelques lignes de temps en temps sur Christo Kolev

Jordanov, anarchiste emprisonné sous le fascisme et le communisme, et adopté par Amnesty International. Un vague article sur un cas isolé de temps en temps n'est pas suffisant.

Pourtant, les relations économiques sont telles entre l'URSS et la Bulgarie que de fait la Bulgarie est la 16e république soviétique. Un pays capable de se nourrir (mal) et d'alimenter Moscou (même population que le pays) et une partie de Leningrad, et qui dépend à 100% de l'URSS pour le pétrole, et qui a 75% et plus de ses échanges avec la Russie. Et donc, le système de répression est forcément plus violent qu'ailleurs.

Malgré tout cela, les Bulgares restent profondément opposés au communisme (les blagues — vitsove — sont innombrables) et à la première occasion, le régime croulera, car même la classe de flics et de privilégiés qui en vit n'a aucune confiance en lui.

DIMITROV

Bibliographie :

Sur le mouvement anarchiste : Iztok nº 4, Balkanski « Histoire du mouvement libertaire en Bulgarie » et « Libération nationale et révolution sociale à l'exemple de la révolution macédonienne », les deux ouvrages sont édités par le groupe Fresnes-Antony en 1982.

Sur le passé récent : Oren (Nissan) « Bulgarian communims the road to the power 1934-1944 », Columbia University Press, 1971 ; Stantchev « Sous le joug du Libérateur », édition du Bourg-Modon (Suisse), 1975 ; Brown J. F. « Bulgaria under communist rule », Londres, 1976.

Sur la situation actuelle : Yanatchov « La répression en Bulgarie », 1978, édité par Iztok, Markov (le dissident descendu au parapluie) « L'odyssée d'un passeport et autres nouvelles », 1983, édité par Acratie (première édition dans une autre langue que le bulgare).

— « IRL » (Info-Est) ;

— « Iztok », revue libertaire sur les pays de l'Est, 26, rue Piot, 75020 Paris (le numéro de mars 83 est sur la Bulgarie).

Vite fait sur le zinc

A Auxerre, la « nouvelle » démocratie est avancée.

L'association « La Mistoufle », qui avait organisé en 1982 une exposition et un spectacle sur Gaston Couté à la MJC St Pierre (centre ville bourgeois) projetait, en novembre 83 un débat avec Claude Guillon et Yves le Bonniec sur le thème de leur livre « Ni vieux ni maîtres ». Oh ! surprise les deux MJC d'Auxerre ne voulaient pas de ce débat dans leurs locaux.

La MJC St Pierre notifiait un refus sans vouloir donner une quelconque explication malgré notre demande. La réponse était signée par le président du conseil d'administration, un anarchiste (?), que nous connaissons bien pour avoir traîné dans plusieurs galères auxerroises sur lesquelles il serait trop long de revenir. Le directeur est au PC.

Pour l'autre MJC d'un quartier périphérique, après un accord et une date fixée, le débat dût être annulé par une remise en question de nos propositions. les responsables qui venaient de lire le livre ne voulaient plus faire un débat pour les jeunes, mais une discussion entre adultes concernés et responsables... On est démocrate, pas d'extrême droite, mais quand même... Y'a des choses...

Après ça ils organisent des spectacles avec des gens comme Patrick Font, des journées sur la communication, des discussions entre gens sérieux et responsables. Enfin, les jeunes ne les fréquentent pas, ils ont bien raison quand on les méprise à ce point.

La Mistoufle. BP 261. 89004 Auxerre cédex

Arrestation, insoumission collective

Suite à l'article paru dans C.A nº 31, voici quelques lignes afin de préciser cette démarche :

— Toutes les personnes mises sous report d'incorporation n'effectuent pas de nouvelles demandes de statut devraient être appelées à l'incorporation de février 84, d'où la possibilité d'envisager une riposte collective : arrestation collective, défense face aux tribunaux, campagne antimilitariste à grande échelle...

— Par rapport à la démarche « objection collective » : nous pensons qu'elle risque de perdre son caractère collectif.

— Nous avons donc l'intention de nous faire arrêter publiquement et collectivement après notre appel à la caserne et nous invitons toute personne intéressée à nous contacter :

CARM c/o Ateneo - 8, rue de l'Ange 63000 Clermont-Ferrand

Danger, nucléaire... en Angleterre !!

A côté de l'usine de retraitement de combustibles nucléaires de Windscale (La Hague anglaise), le taux d'enfants leucémiques est 10 fois supérieur à la moyenne nationale. De multiples incidents y ont éclaté depuis sa construction en 56.

Le niveau de radioactivité des algues marines aux abords de l'usine est à 1000 fois plus élevé que la norme officielle, vient de reconnaître le secrétaire d'Etat à l'environnement.

Les algues marines répandues comme engrais dans les champs par les agriculteurs il y a 3 ans étaient radioactives : aussi, le ramassage de centaines de tonnes de terre contaminée par ces algues avait été ordonné.

Poitiers : Pénétrante blues

Alors que la « gauche » (PS, PSU, PC, MRG) s'entête à construire sa pénétrante (tout en la retardant), vaste saignée dans le vieux Poitiers, le coût (plus de 3 milliards vu les problèmes techniques posés), l'inutilité (le problème de circulation sera posé de façon toujours cruciale), amènent de nouvelles contestations : des habitants refusent de partir malgré l'expropriation, des réunions se multiplient.

Ces destructions rentrent dans le projet de la gauche : « Le département de la Vienne est à vendre globalement » dixit le directeur PS du cabinet du maire.

LE MOUVEMENT

Affaire Didier HERVE : suite et fin...?

Insoumis depuis août 1980, arrêté, entaulé, jugé, libéré, réentaulé, relibéré, amnistié, rejugé, libéré des obligations militaires... Didier était condamné, le 25 octobre 1983, à 15 mois de prison ferme par le tribunal correctionnel de Rennes !

C'est dans cette même ville que Didier comparaissait en appel, le 19 décembre dernier.

Nombreux étaient ceux qui avaient fait le déplacement... Quatre procès en trois ans, ça devient du grand spectacle ! Nombreux aussi ceux qui, ne pouvant assister à l'audience, avaient expédié au président du tribunal lettres et télégrammes de soutien.

En fait de spectacles, ce 4ème procès était pour le moins inhabituel. Pendant trois jours, une chenille humaine annonçant le procès a sillonné les rues de Rennes, accompagnée de distribution de tracts et de slogans antimilitaristes. Le samedi, un petit groupe est intervenu avec une banderole lors d'une émission en direct de FR3.

C'est le lundi vers 15 h que Didier comparaît devant le tribunal où, bizarrement, il a l'impression que les juges l'écoutent !

« Des pièces irrégulières au dossier ? Très bien, on va voir ce qu'on peut faire.

— Ah ! Il est libéré des obligations militaires ? Mais on ne nous avait pas dit ça ! »

L'avocat général lui-même se fait brebis : « Si les pièces mises en cause ne sont pas annulées, nous demandons le sursis car les faits sont anciens. »

Didier n'en croit pas ses oreilles. La Justice ne l'a pas habitué à ça lors de ses trois premiers procès. Et pourtant, la cour d'appel de Rennes n'a pas la réputation d'être tendre !

Alors, que s'est-t-il passé ? Tout simplement le soutien !

Lettres et télégrammes adressés au ministère et au tribunal par un grand nombre d'individus et d'organisation ; actions de soutien ; affichages ; interventions locales, sur les radios, dans les journaux... Au travers de tout ça, toujours une même démarche : faire savoir que le soutien est réel et actif.

« L'affaire Didier HERVE », comme le dit la presse locale, n'est pourtant pas terminée. Le verdict ne sera rendu que le 24 janvier 84. Et même si ce dernier procès laisse augurer d'une issue acceptable, il importe de rester vigilant. Car nous avons appris à nous méfier de la justice de classe, comme de l'Etat qu'elle défend !

Comité de soutien à Didier HERVE
c/o Idées Noires - BP 162
29105 Quimper Cedex

Groupe libertaire
« L'oiseau des tempêtes »
Fédération Anarchiste - Quimper

A l'attention de tous les camarades anarchistes

Nous avons reçu des camarades du groupe « Tierra y Libertad » du Mexique la proposition suivante que nous avons traduite et que nous vous soumettons. Faites-la connaître autour de vous aux camarades susceptibles d'être intéressés. Les réponses sont à envoyer à l'adresse suivante :

Tierra y Libertad
Guillarte cerrada de Copernico 5
Ciudad Brisa Naucalpan
Estade de Mexico

Invitation

Le groupe « Tierra y Libertad » du Mexique pense que dans le contexte historique actuel, l'anarchisme universel est confronté à divers problèmes qui posent des questions non résolues encore à ce jour. Présentant en cela ce qui pourrait constituer aujourd'hui les thèmes de l'ordre du jour d'un éventuel Congrès de l'Anarchisme international, le groupe « Tierra y Libertad » vous invite à ce qui suit.

Questionnaire

A celui-ci pourront répondre tous les camarades ou groupes de n'importe quelle nationalité et de n'importe quel lieu de la planète, sans aucune restriction de tendance, pourvu que ces réponses ne renferment ni attaques ni offenses à l'encontre d'organismes, de publications ou de camarades anarchistes. Dans l'espoir qu'avec ce questionnaire on puisse contribuer à la clarté de la pensée et de l'action anarchistes actuelles, le groupe « Tierra y Libertad » envoie un salut fraternel à l'anarchisme international.

Groupe Tierra y Libertatd, Mexico
Mai 1983

Thèmes

1) Face à la situation mondiale actuelle, y a-t-il des conceptions élémentaires ou des activités habituelles de l'anarchisme qui sont anachroniques ou inopérantes ?

2) De quelle façon et dans quelle mesure les mouvements révolutionnaires (guérillas) qui surgissent sous toutes les latitudes du monde capitaliste et les mouvements de révolte qui se manifestent dans les pays soumis au joug communiste peuvent-ils intéresser l'anarchisme ?

3) Etant donné le panorama actuel du mouvement ouvrier international, quelles sont les perspectives de l'anarcho-syndicalisme ? Dans quelle mesure et à quel degré les mouvements marginaux (écologisme, hétérogénéité sexuelle, groupes de voisins, etc.) peuvent-ils intéresser l'anarchisme ?

4) Comment peut ou doit être considéré par l'anarchisme l'accès au pouvoir du socialisme parlementaire dans de nombreux pays actuellement ?

5) A travers le prisme des conceptions anarchistes, comment peut-on analyser d'une part le développement du mysticisme et de la religion dans le monde, et d'autre part l'écroulement général des valeurs sur lesquelles s'appuyaient les structures de la société actuelle ?

Communiqué du CIRA-Marseille

Le mur s'écrit...

Dans le but de constituer un fond/mémoire collectif des cris de nos murs, je recherche toutes les représentations photographiques de bombages, graffitis, peintures, fresques et autres pochages, récents ou anciens, de droite, mais plutôt d'ailleurs. Le dit fond servira à constituer une expo ou un diaporama, témoignage incitatif je l'espère.

Le remboursement des frais de pellicules et d'envoi est largement (??) envisageable. Le retour des originaux est garanti par l'OCL Reims.

Contact : Eric, MJC Claudel
1 place Paul Claudel
51100 Reims

OTAGES

(Pour l'expression des détenu(es)

Trimestriel n° 0 - Janvier 84 - 5 F

Dans ce numéro :

- Notre démarche / Leur démarche
- Interview de R. Knobelpiess
- Déclarons la guerre à la véritable insécurité
- « Embouteillage à la sortie »
- De Douai : une chartre de détenus
- Savez-vous que la torture existe dans les prisons françaises ?
- On nous a fait parvenir...

Otages

Prétentieux comme objectif ?...

Pas trop, si vous vous mettez aussi à *diffuser* « OTAGES » *autour de vous,* si vous *prenez contact* avec nous, si vous vous y *abonnez,* une façon comme une autre de participer au prochain numéro.

Ce bulletin, pour commencer, sera trimestriel :

Abonnements : pour 4 numéros : 20 F de soutien : 50 F, de diffusion (pour 4 numéros, 10 ex.) : 120 F (par chèque bancaire à l'ordre de D. Lemaire).

Que vous soyez dedans ou dehors des hauts murs, le prochain numéro dépend de vous.

Il sera super, nous en sommes sûrs !

Surtout, sachez que toute reproduction de ce numéro est vivement conseillée.

N'hésitez pas à le faire parvenir à vos ami(e)s, si vous vous voulez que nous nous chargions de l'envoi, faites-nous parvenir adresse et/ou n° d'écrou.

Pour les détenus, futurs abonnés :

N'oubliez pas de nous prévenir lors de vos transferts.

Adresse : « OTAGES » c/o C.L.E.S. 23, bis rue de Fontenoy - 59000 Lille

Classes dangereuses

Revue critique d'histoire et de politique
Numéro d'automne-hiver 83 - Prix 40 F
N° 2-3

Sommaire

— Amérique centrale
— Eurosquatt
— Irlande
— Japon

Communiqué

Le Centre d'études et de documentation ouvrières et sociales se propose de publier, à partir du 15 octobre 83, une lettre mensuelle d'informations politiques et historiques internationales.

Il s'agira de poursuivre sous un autre aspect le travail entamé par la revue « Classes dangereuses » qui continuera de sortir à un rythme semestriel.

Nous vous proposons de publier dans cette lettre des recueils de textes sur un problème très actuel touchant les mouvements politiques et sociaux du monde contemporain.

Mais aussi des contributions historiques sur les mouvements de classes, les révoltes sociales qui continuent de marquer notre présent, notre quotidien, et s'ajouteront des bibliographies thématiques.

Cette lettre mensuelle ne sera pas disponible en librairie mais par abonnement auprès du CEDOS. D'un nombre variable, au format classique, l'ensemble par an vous sera envoyé contre un chèque de 200 F (frais de port compris - Chèque bancaire libellé au nom du CEDOS).

Programme pour les trois premières lettres :

— Le 15 octobre : l'affaire Negri. Débat sur l'amnistie chez les militants politiques italiens en exil. Polémique Négri/K. H. Roth

— Le 15 novembre : question indienne. Lutte de classe et guérilla au Guatémala - 1944-1983.

— Le 15 décembre : lutte ouvrière en Italie. L'expérience de l'Alfa-Roméo 1979-1981.

CEDOS (Centre d'études et de documentation sur les mouvements ouvriers et sociaux), 91 rue Championnet - 75018 Paris

Poitiers : racisme de gauche

80 étudiants étrangers risquent l'expulsion (« reconduits à la frontière » disent les bureaucrates de la préfecture) parce qu'ils n'ont pas les 150 000 centimes mensuels décrétés dans les textes pour obtenir la carte de séjour; les convocations au commissariat pleuvent, le parquet instruit. Ah, les naïfs qui ont voté en 81 pour la gauche !

L'MOUV'MENT

CPCA

Janvier-Février : 7 F

- **Dossier sur le mouvement anarchiste italien depuis la guerre.**
- Congrès CNT (Valencia)
- May Piqueray en BD
- Infos sur le mouvement libertaire.

CPCA - BP 21
94190 Villeneuve St-Georges

Appel du groupe libertaire de Rennes

Ce groupe lance un appel à tous les libertaires face à la montée de la réaction à Rennes (manifestation de l'extrême-droite, des cathos, de la droite le 18 février). Propositions à transmettre à :

Groupe libertaire de Rennes
9, rue de la Paillette - 35000 Rennes

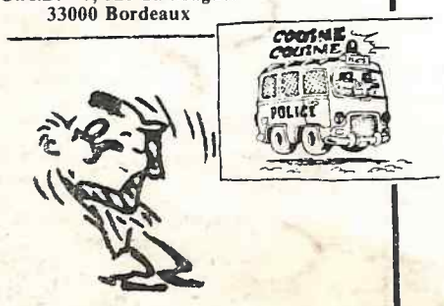
DEGEL

Le Groupe anarchiste de Bordeaux vient de publier le numéro 5 de son bimensuel Degel (6 F).

Au sommaire :

- Les traminots bordelais : 24 jours de grève.
- Fascisme et anti-fascisme à Bordeaux.
- Le congrès départemental SGEN-CFDT.
- La vie d'un travailleur clandestin.
- La situation au Pays Basque.
- Les régiments du Sud-Ouest et la F.A.R.
- Des tas d'autres infos locales, du rock, des nouvelles, des poèmes...

G.A.B. - 7, rue du Muguet
33000 Bordeaux



Ouvriers et Robots

De Michel Kamps (voir CA nº 31), 86 pages - 30 F. Tout sur l'automatisation et la lutte de classe.

Spartacus - 5, rue Ste-Croix de la Bretonnerie - 75004 Paris

Echanges

Echanges et Mouvement : BM Box 91, London WC IV 6 XX. Grande Bretagne. C'est leur nouvelle adresse.

Au sommaire du numéro 37 — 38

— Les grèves en Belgique en 1983
— Grande-Bretagne : Grève sur une plate forme pétrolière d'Aberdeen
— Les salaires britanniques
— La Pologne après l'Etat de siège

Des adresses et des commentaires.

Civaux : le PSU hisse le drapeau blanc

Pour se soumettre complètement, la « gauche » (PSU, CFDT) avait organisé dernièrement à Poitiers un meeting sur Civaux : après un exposé très technique fait de chiffres sur les économies d'énergie, le PSU est intervenu : « On ne peut isoler Civaux des questions de l'emploi ou de la réduction du temps de travail ; la lutte contre Civaux s'est arrêtée en 81, c'est la crise actuellement, **il faut être réaliste !!!** » La veste est totalement tournée. Point question de la lutte contre Civaux, les rencontres poitevines chaque trimestre entre le PS et le PSU portent !!!

Quant aux travaux, ils vont commencer à partir de juillet en périphérie du site (2 milliards de centimes pour 84 et 85) : voie d'accès au site (demandée par le ministre de l'énergie). La déclaration d'utilité publique se fera en mars ou avril 84, les terrassements se feront en 86 et la commande de la cuve sera passée en 87-88. Et les Français paieront !

Objections de janvier est paru

Au sommaire :

- Objection, mode d'emploi : quoi faire pour ne pas faire de « sévice militaire »
- La défense civile : début du dossier de Le Hénaff.
- Les retombées technologiques et économiques de la militarisation : réfutation de la justification de la militarisation du développement scientifique.
- La vie des groupes.
- Entretien avec Denis Langlois.
- Rubrique juridique : objection collective riposte.

12 F ou abonnez-vous à Objections
BP 10 - 75261 Paris Cédex 06

KAKI CACA, Armée craignos

Le groupe antimilitariste du 11 novembre, alias « Fout pas les pieds dans cette merde » à l'honneur de vous révéler enfin son existence.

Attouchements et contacts : 11 rue St Vincent de Paul. 13004 Marseille.

Salon ouvert le vendredi de 20h à 22h. Gros poutous antimilitaristes.

Groupe Homo anti-guerre

Il existe un groupe homo anti-guerre. Nous nous sommes formés à la manif pour la paix organisée par le CODENE en Octobre. Notre banderole (Plutôt le SIDA qu'HIROSHIMA) avait été peinte au squatt Giraud-phares et nous trouvons leur expulsion révoltante. Depuis, nous sommes intervenus dans les médias gais pour sensibiliser sur la lutte anti-guerre et aussi insister sur le racisme anti homo dans l'armée. Nous avons aussi manifesté à Francfort près d'une usine où sont montés des éléments de missiles, avec un groupe gai allemand. Nous comptons tenir un stand à la mutualité pour les 20 ans de l'objection. D'autre part, nous sommes plusieurs à vouloir ouvrir un squatt homo à Paris (il en existe un à Berlin : Tuntenhaus). Les lecteurs intéressés par ces activités peuvent nous écrire :

Groupe Homo anti-guerre
40 rue Amelot
75011 Paris.

Avec la gauche, ça militarise sec

Le 17 janvier, les ministres de la défense (démence), des affaires sociales et de la solidarité nationale et le secrétaire chargé de la santé ont signé un nouveau protocole d'accord portant sur « la mise en œuvre de la défense du pays en cas de crise ou de guerre » ; en temps de paix comme en période de guerre, création de plans d'action sanitaire d'urgence permettant de satisfaire les besoins des armées, exercices d'organisation de secours matériels (locaux, approvisionnements sanitaires) et la formation de personnel civil de santé au traitement des victimes d'armes classiques ou modernes.

Rappelons qu'un autre protocole dans le domaine de l'assistance sanitaire avait été signé le 12 mars 83 entre Herr-nul et le ministre chargé de la coopération et les Instituts Mérieux et Pasteur.

Quand va-t-on foutre en l'air la gauche, pour qu'elle ne nuise plus !

Résister

Revue de débat syndical

— Les oppositions à la CFDT.
— Oubliée, méconnue, inconnue, L'Utilité sociale.
— Les syndicats face au nucléaire
— Dossier santé/travail.
— L'immigration.
— La lutte pour l'emploi dans les entreprises en difficulté.
— Solidarnosc sous le signe de la décentralisation.

abonnement 4 numéros : 80 F.
à l'ordre de J. Guyon
Jeanne Simonet, app. 154, 2 rue Vaillant Couturier, 93 130, Noisy le sec.

Lutter

Organe de L'UTCL
le numéro 6 de décembre 83 : 10 F.
Editions L. BP 333, 75525 Paris cédex 11

— Les grèves aux centres de tri PTT
— Comment lutter contre le militarisme
— La crise de la sidérurgie française.